



ASSEMBLÉE NATIONALE

CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Le mercredi 7 novembre 1984

Vol. 28 - No 11

Président : M. Richard Guay

QUÉBEC

Débats de l'Assemblée nationale

Table des matières

Affaires du jour	
Projet de loi 42 - Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (Réimpression)	
Reprise du débat sur l'adoption du principe	531
M. Marc-Yvan Côté	531
Mme Thérèse Lavoie-Roux	534
M. Henri Le May	537
M. Mark Assad	540
M. John O'Gallagher	542
M. Hubert Desbiens	545
M. Marcel Parent	548
Projet de loi 2 - Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales	
Adoption du principe	551
M. Alain Marcoux	551
Affaires courantes	
Présentation de projets de loi	
Projets de loi publics au nom des députés	
Projet de loi 196 - Loi régissant l'usage du tabac dans les endroits publics	557
M. Harry Blank	557
Projets de loi du gouvernement	
Projet de loi 5 - Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal	557
M. Robert Dean	557
Dépôt de documents	
Rapport annuel de la Commission des affaires sociales	557
Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles	557
Dépôt de pétitions	
Relocalisation du bureau du ministère de l'Énergie et des Ressources à Forestville	558
Questions orales des députés	
Solidarité ministérielle et discussion sur l'option constitutionnelle du PQ	558
La grève illégale à l'hôpital de Saint-Ferdinand d'Halifax	560
Exigence américaine qui menace des PME québécoises	562
Commission d'enquête sur la chute du pont sur la rivière Sainte-Marguerite à Sept-Îles	564
Un rapport sur des fuites au ministère du Revenu du Québec	566
Traduits devant un tribunal indien pour avoir pêché dans le lac Saint-Louis	567
Avis touchant les travaux des commissions	567
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée	568
Affaires du jour	
Affaires inscrites par les députés de l'Opposition	
Reprise du débat sur la motion proposant que l'Assemblée déplore l'incapacité du gouvernement à mettre en oeuvre des propositions de nature à aider les jeunes	569
M. Germain Leduc	570
Mme Aline Saint-Amand	572
M. Roland Dussault	575
M. Pierre-J. Paradis	577
M. Roger Paré	580
M. Gilbert Paquette	586
M. Réjean Doyon (réplique)	587
Ajournement	590

Le mercredi 7 novembre 1984

(Dix heures)

Le **Vice-Président** (M. Rancourt): À l'ordre, s'il vous plaît! Un moment de réflexion. Veuillez prendre place. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Blouin: Nous discutons, ce matin, des accidents du travail et des maladies professionnelles. Je vous demande donc, à cet égard, d'appeler l'article 5 de notre feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 42

Reprise du débat sur l'adoption du principe

Le **Vice-Président** (M. Rancourt): Reprise du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. M. le député de Charlesbourg.

M. Marc-Yvan Côté

M. Côté: Merci. Depuis déjà une semaine de travail parlementaire, des collègues, tant du côté ministériel que du côté de l'Opposition, interviennent sur le projet de loi 42 afin de tenter d'éclairer tout le monde pour faire un choix judicieux à savoir si les gens devraient accepter ou si les parlementaires devraient voter pour ou contre le projet de loi 42. Il m'apparaît important d'analyser certaines composantes de ce mécanisme qu'est la CSST. Évidemment, si on veut être en mesure de payer des cotisations à des bénéficiaires, à des victimes d'accidents, il faut bien sûr que quelqu'un paie des cotisations. Il m'apparaît très important qu'on puisse discuter, concernant ce projet de loi, des cotisations, de l'administration même de la CSST, c'est-à-dire des dépenses inhérentes à son fonctionnement, de ce que la loi peut amener et corriger concernant les bénéficiaires de même que, finalement, faire un tour des réactions que le milieu, tant patronal que syndical, a vis-à-vis de la proposition déposée ici par le ministre du Travail.

Ce qui m'a amené à vouloir parler ce matin des cotisations, c'est que dans le travail des députés conscients de bien représenter leurs électeurs, il arrive que dans Charlesbourg, dans ce beau comté de la banlieue de Québec, il y a des travailleurs et des gens qui gagnent leur vie dans l'entreprise privée et qui, forcément, ont des

cotisations à payer au niveau de la CSST. Des gens, entre autres dans le domaine du transport, m'ont fait des représentations que je veux porter à l'attention du ministre. J'ai reçu une lettre d'une compagnie de transport; je me permettrai de vous lire les deux premiers paragraphes, ce qui introduira le chapitre cotisation. On me disait à ce moment là: "Nous avons une entreprise de transport général local et nous venons de recevoir le nouveau taux de cotisation de la CSST pour l'année 1985, lequel a été fixé à 7,83 \$ du 100 \$ de salaire". Le taux pour l'année 1984 était de 5,52 \$, donc il y a une augmentation de 2,31 \$, ce qui représente une augmentation de 41,9%. La personne, avant de référer à son député, a effectivement fait des recherches pour avoir des réponses à savoir ce qui faisait qu'on avait soudainement une augmentation de tout près de 42%?

J'ai pris des informations auprès du représentant de la CSST et ce dernier me dit que cette augmentation est due au fait que la Régie de l'assurance automobile du Québec ne paie pas pour les accidents de la route, pour les travailleurs du transport et que les frais doivent être déboursés par la CSST (la Commission de la santé et de la sécurité du travail). Cette dernière se retrouve avec un déficit qui sera donc remboursé par les cotisants, et c'est ce que m'a confirmé l'Association du camionnage du Québec. Comme on paie déjà, au moment de l'immatriculation des véhicules, une partie pour cette même couverture, je crois qu'il existe une duplication de paiement. Là je me suis dit: il y a quelque chose qui ne fonctionne pas quelque part. Or, j'ai commencé à fouiller dans les papiers et la publicité de la CSST pour me rendre compte que dans un des documents de la CSST, il y avait un chapitre: "Quelques statistiques pour 1985" où il était dit - c'est intéressant de constater tout cela - que "le taux de cotisation étant affecté par les coûts des accidents enregistrés par chaque unité au cours des dernières années, la réduction de 29% du taux moyen de cotisation ne se répercute pas de la même manière chez tous les employeurs. Ainsi en 1985 - on comprend l'explication après - 26% des employeurs répartis dans 236 unités et représentant 26% de la masse salariale bénéficient d'une baisse de taux de cotisation de 10% et plus." Là les baisses c'est fini, il n'y en a plus après cela. Il faudrait se comprendre, il n'y en a plus.

Le deuxième article: "29% des employeurs regroupés dans 156 unités et

représentant 32% de la masse salariale conservent sensiblement le même taux qu'en 1984." Ils ne sont pas augmentés et ils ne sont pas diminués non plus. Là on ramasse le pot après. "45% des employés regroupés dans 276 unités et représentant 41% de la masse salariale connaissent une hausse de taux de 10% et plus." Je me suis dit que c'est dans cette catégorie que se retrouve la personne qui gère une PME au Québec, qui travaille à créer des emplois, qui ne vit pas au crochet du gouvernement et qui est dans le transport. Effectivement, il y a des augmentations quelque part. Vous êtes certainement une des personnes touchées.

En continuant de fouiller, je me rends compte qu'il y a des explications, bien sûr, concernant l'augmentation. Voici ce qu'on nous donne comme explication - parce qu'il y a toujours des solutions, c'est clair - "Aux unités affectées par les accidents d'automobile: Lors de la tarification de 1984, la commission avait prévu que les coûts d'accidents d'automobile seraient assumés par la Régie de l'assurance automobile du Québec. Par conséquent, les coûts d'accidents pour toutes les unités touchées avaient été extraits de l'expérience. La commission avait alors rectifié à la baisse l'indice moyen pondéré de ces unités. Plusieurs d'entre elles ont baissé d'une et même de plusieurs classes à la suite de cette mesure, une exception ayant été faite à la règle usuelle limitant les variations de taux à une classe par année.

"À la suite du dépôt du projet de loi réimprimé sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, le législateur a exprimé son intention de ne pas faire porter ces coûts par la Régie de l'assurance automobile du Québec. Les coûts d'accidents de ce champ d'indemnisation devront sans doute continuer d'être assumés par la CSST. La commission a donc ramené à leur classe de taux d'origine toutes les unités touchées."

M. le Président, on a là deux organismes sous la responsabilité du gouvernement, soit la Régie de l'assurance automobile du Québec et la Commission de la santé et de la sécurité du travail: l'une présidée par M. Sauvé et l'autre présidée par M. Vézina. Ce sont deux personnes nommées par le gouvernement et deux organismes sous la responsabilité du gouvernement. Qu'est-ce qui arrive dans une situation comme celle-là? On se renvoie la balle et la solution qu'on a trouvée est de dire: Parfait, on va faire payer en double aux PME le taux de cotisation, parce que ni la RAAQ ni la CSST ne veulent absorber les frais inhérents aux accidents occasionnés par des véhicules. Il y a quelque chose qui ne marche pas quelque part.

Pour le bénéfice des PME - parce qu'il en reste de moins en moins au Québec, mais au moins pour celles qui restent - M. le

ministre, ne serait-il pas possible pour vous de demander à M. Vézina et à M. Sauvé de se parler pour que le litige ne se règle pas sur le dos de la PME et que la PME ne paie qu'une seule cotisation? Ce serait tout à fait normal. La payant sur l'immatriculation, il m'apparaît indécent de taxer davantage la PME qui, elle, fait fonctionner l'économie du Québec, emploie des travailleurs; cela met en péril le financement et les budgets de certaines de ces entreprises.

Cela, c'est dans le domaine du transport. Bien sûr, il y a d'autres domaines où les cotisations sont assez élevées merci! Un domaine qui a fonctionné très bien dans le passé au Québec, c'est celui de la construction. Si on évalue les taux de cotisation dans la construction, à trois chapitres, on se rend compte rapidement que, dans ce domaine comme dans le domaine du déficit du Québec, dans ce domaine comme dans le domaine des taxes au Québec, on va vite chercher un championnat. (10 h 10)

Concernant le domaine de la construction, je voudrais vous soumettre des chiffres prouvés hors de tout doute et qui ont une crédibilité, qui démontrent que dans le domaine de la construction, des dix provinces du Canada, c'est le Québec qui se classe en première place quant au taux de cotisation sur les bâtiments, sur les routes, sur l'électricité. Alors que le taux moyen payé au Canada pour le bâtiment est de 3,93 \$, on réussit, au Québec, à en faire payer 7,59 \$, une différence de 3,66 \$. Vous imaginez-vous l'impact sur la construction?

C'est probablement pour ça qu'on voit maintenant des panneaux un peu partout au Québec "Payés par le gouvernement". On a ça en plein visage lorsqu'on se promène, un beau panneau blanc avec fond bleu: On s'est donné les moyens, on s'est donné des forces au Québec. On s'est donné des forces; C'est le thème que ce gouvernement exploite maintenant. Bien sûr, vous vous donnez des forces, vous donnez des forces à la CSST sur le dos des patrons qui ont à payer les cotisations avec un scandale comme celui-là.

Juste pour vous donner quelques taux, celui qui paie le taux le plus bas au Canada, c'est le Nouveau-Brunswick, avec 2,05 \$; c'est 7,59 \$ au Québec. Celui qui est le plus près du Québec, c'est la Colombie britannique - on aime se comparer de temps en temps avec eux - 5,86 \$; c'est 7,59 \$ au Québec. On se compare souvent à l'Ontario. En Ontario, 5,45 \$ dans le domaine du bâtiment; nous, on se contente de 7,59 \$. Si on devait croire M. Sauvé et le député de Sherbrooke, ministre du Travail, on est chanceux que ce ne soit pas plus élevé. Cela est dans le cas du bâtiment.

Dans le cas de la construction de routes - Dieu sait qu'il y en a beaucoup moins au Québec qu'il n'y en avait - je me

souviens du temps où le député de Charlevoix était ministre des Transports, cela a été l'heure de gloire du Québec dans ce secteur, surtout dans le Québec. S'il avait fallu qu'on ait un taux comme celui qu'on connaît actuellement, cela aurait été presque catastrophique. Dans le secteur des routes, le Québec a le championnat de toutes catégories: 8,57 \$ alors que la moyenne est de 3,58 \$; imaginez-vous! Par 100 \$, on trouve le moyen d'aller chercher 4,99 \$ additionnels en termes de cotisation aux employeurs. Cela commence à être de l'argent. C'est 5% les 100 \$. Cela commence à compter dans les frais, dans les coûts, quelqu'un doit payer cela quelque part. L'entreprise qui présente une soumission publique doit tenir compte de ces coûts et, inévitablement, la facture est refilée à l'ensemble des Québécois. On réussit, à ce niveau aussi, à être champion de toutes catégories.

C'est exactement la même chose au niveau de l'électricité où on retrouve un taux moyen dans tout le Canada de 3,73 \$ alors qu'au Québec on trouve le moyen de payer 7,32 \$, une différence de 3,99 \$. J'entendais quelques députés du parti ministériel nous dire: Il y a une baisse des taux moyens. Effectivement, il y a une baisse des taux moyens, mais comme d'habitude vous jouez avec la vérité. Effectivement, il était de 2,05 \$ les 100 \$; il est maintenant à 1,88 \$, ce qui veut dire qu'il y a effectivement une baisse de 0,17 \$. Vous oubliez certaines choses. Vous ne dites que des demi-vérités, comme cela a été votre marque de commerce depuis 1976. Demi-indépendantistes, demi-fédéralistes! Des durs, des pas durs! Ils sont toujours poignés entre deux clans. Ils viennent nous dire: Effectivement, messieurs, il y a une baisse de 0,17 \$. Ce que vous oubliez de dire, c'est que vous jouez exactement le même tour que celui que certaines municipalités ont essayé de jouer aux contribuables sur le plan de l'évaluation foncière. On baisse votre taux. On baisse le taux, effectivement, c'était le cas, sauf qu'on augmentait l'évaluation. Ce que vous avez oublié de dire et ce que l'on doit dire, c'est que vous avez baissé le taux, mais vous avez augmenté le maximum cotisable. Vous êtes passés de 29 000 \$ à 33 000 \$. Faites donc le décompte pour savoir si, effectivement, le taux moyen, où vous allez récupérer en termes de piastres et cents, c'est moins de cotisations. Comparez donc 1982 à 1983 pour savoir ce qui arrive? C'est clair, il y a une augmentation de la cotisation des fonds entrés, des piastres et cents au niveau de la CSST - et cela est pris dans les rapports annuels de la CSST - de 42 156 000 \$, soit une augmentation de 6,3% des entrées de fonds aux termes de la cotisation. Est-ce clair cela? Vous allez tenter encore, par tous vos moyens

publicitaires et votre belle camelote habituelle, de faire un bel emballage avec une belle petite boucle et votre marque de commerce maintenant, c'est une petite boucle rose - cela paraît mieux - pour dire: Des augmentations, il n'y en a pas. Vous vous rendez compte messieurs? C'est clair: il y a 42 000 000 \$ d'augmentation aux termes des cotisations et il n'y a eu une augmentation que de 3% du nombre d'employés couverts. Donc, il y a une augmentation réelle des cotisations.

Mais, à quoi servent ces cotisations? Il y a un an ou deux, M. le Président, la CSST était soumise à une analyse quant à ses dépenses. On s'est vite rendu compte qu'il y a une bonne partie de l'argent des contribuables, des entreprises qui paient ces cotisations, qui était dépensée dans toutes sortes de futilités pour payer toutes sortes de bonnes choses à M. Sauvé et compagnie. Et cela en est un point de dépense. Et il y a des augmentations tout à fait exceptionnelles. Lorsqu'on regarde la masse salariale de 1976 à 1982, elle est passée de 18 000 000 000 \$ à 40 000 000 000 \$. Ce n'est certainement parce que vous avez créé de l'emploi, rappelez-vous cela.

Au niveau des frais d'administration, c'est quand même intéressant, 316% d'augmentation. C'est passé de 30 000 000 \$ à 95 000 000 \$, un petit détail, pas de problème. Les frais de déplacement - et cela inclut les déplacements de M. Sauvé en Australie, au Danemark, en Alaska, un peu partout pour aller voir ce qui se passe avec une escale à Papeete parce qu'on a beaucoup à retirer de Papeete en termes de protection des gens victimes d'accidents du travail.

C'est comme cela, M. le Président, sur toute la ligne. Location d'espace, 149 000 \$ en 1976 à 7 508 000 \$ et cela, bien sûr, là-dedans les bureaux de la rue Bourdages, les cadres de portes en chêne et le reste.

Au niveau de l'informatique, évidemment, comme c'est une dépense qui fait partie des temps modernes, on n'en parlera même pas, parce que je pense que c'était nécessaire. On se rend compte très rapidement, en faisant le tour des chiffres, qu'il y a, effectivement, une augmentation considérable de la bureaucratie et des frais inhérents à celle-ci. L'argent payé par les patrons ne bénéficie pas directement à ceux qui en ont besoin. Mais, une très large part de l'augmentation de ces cotisations a servi à outar certains dirigeants de la CSST et a été engloutie dans des frais d'administration additionnels, qui causent des tracasseries aux bénéficiaires. Y a-t-il un député du Parti québécois, dans cette Chambre, qui, en exerçant ses fonctions de député et en faisant du bureau, n'a pas eu un bénéficiaire - un accidenté du travail - qui est allé lui soumettre son cas, avec les innombrables problèmes, les démarches et les appels

téléphoniques qu'il doit faire pour être capable de le régler? Quant à moi, qui suis là depuis 1983, j'en ai eu plusieurs, à maintes reprises, et des cas fort pathétiques. Je me souviens encore d'une dame qui, pour me parler, était obligée de s'agenouiller sur une chaise. Elle n'était pas capable de s'asseoir, parce qu'elle était dans le plâtre. Elle avait de la difficulté à recevoir son indemnisation parce que au dire de la CSST, elle n'était pas malade. Le plâtre, c'était seulement pour figurer parce que, finalement, elle voulait profiter du système. Imaginez-vous! On n'est pas capable de s'asseoir; il faut être couché, à genoux ou debout. On ne peut pas s'asseoir, mais c'est pour bénéficier du système. Cela a pris des démarches pour être capable de régler ce cas qui, en fin de compte, l'a été à la satisfaction de la dame, parce que, effectivement, elle avait raison. (10 h 20)

M. le Président, l'argent des cotisations n'est pas toujours dépensé au profit des bénéficiaires. Il y a une situation heureuse en ce qui concerne les bénéficiaires: le ministre s'est rendu aux arguments de l'Opposition et de tous ceux qui sont intervenus à ce niveau, en permettant que le bénéficiaire choisisse lui-même son médecin traitant. Il n'est pas rare de voir des gens qui ont consulté un spécialiste reconnu dans l'exercice de sa fonction, en dehors des cadres de la CSST, qui lui dit: Effectivement, vous avez des problèmes dus à votre accident du travail. Et, ils se retrouvent en face d'un médecin de la commission qui dit: Non, il n'y a pas de problème. Quelles sont les règles qui régissent cela? Je pense qu'il y a des problèmes de ce côté. Il y a une petite amélioration en permettant au bénéficiaire de choisir son médecin traitant. Le hic, c'est qu'il doit y avoir aussi analyse par un médecin de la CSST et que, s'il y a divergence, on va faire appel à une banque de médecins spécialistes dans le domaine - et je termine là-dessus, M. le Président - qui vont trancher le litige. Le hic, c'est que ces médecins sont nommés par le ministre, comme des arbitres. Des arbitres nommés par le ministre, on sait ce que cela veut dire. S'ils veulent avoir un autre mandat, ils doivent se montrer gentils. Ils doivent tenir compte, bien sûr, des deux parties, mais qu'ils se prononcent, comme on l'a vu dans certains cas, en disant: Votre revendication est peut-être justifiée, mais le gouvernement n'a pas les moyens de payer... Si on veut être fins et avoir d'autres mandats, on est soumis à la pression gouvernementale, parce que c'est le ministre qui, en somme, nous nomme.

En terminant, lors de l'étude en commission parlementaire, l'équipe libérale va défendre, par l'étude des quelque 560 articles contenus dans le projet de loi, les

bénéficiaires, les employeurs, toujours dans le but d'améliorer la loi. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Mme la députée de L'Acadie.

Mme Thérèse Lavoie-Roux

Mme Lavoie-Roux: Merci, M. le Président. L'un des points majeurs soulevés par le nouveau projet de loi 42 est la création d'un nouveau tribunal administratif désigné sous le nom de "Commission d'appel en matière de santé et de sécurité du travail" vers lequel seront dirigés les appels qui, jusqu'à maintenant, étaient adressés à la Commission des affaires sociales. Ce qui veut dire dans les faits que le projet de loi 42 soustrait de la juridiction de la Commission des affaires sociales le droit d'appel que pouvaient enregistrer auprès de celle-ci les accidentés du travail insatisfaits des décisions rendues par un bureau de révision de la Commission de la santé et de la sécurité du travail quant au droit à une indemnité, quant au quantum de cette indemnité et quant au taux de diminution de la capacité de travail subie.

Il est peut-être bon de rappeler ici pour ceux qui nous écoutent ce qu'est la Commission des affaires sociales. La Commission des affaires sociales a été créée par une loi en août 1975. C'est un tribunal administratif dont la constitution, les pouvoirs, la juridiction et la procédure sont prévus par cette loi. Sa principale fonction consiste à entendre, à titre de tribunal administratif de dernière instance, les appels inscrits devant elle par toute personne insatisfaite d'une décision qui la concerne dans le vaste domaine des affaires sociales et de la sécurité du revenu.

Aujourd'hui, alors que la juridiction de la Commission des affaires sociales s'est étendue à de nombreux domaines pour couvrir, particulièrement depuis l'avènement du Parti québécois en 1976, le domaine des personnes handicapées, le domaine des problèmes relevant de la Régie de l'assurance automobile et, finalement, depuis 1980, les appels inscrits par les accidentés du travail en vertu des dispositions des lois qui régissent la Commission de la santé et de la sécurité du travail - on peut se le demander, puisqu'il existe déjà un tribunal administratif - pourquoi le gouvernement décide-t-il d'en créer un second?

Comme je le disais, la réputation de la Commission des affaires sociales n'a jamais été mise en question. La meilleure preuve de ceci est le fait qu'on lui ait successivement ajouté de nouvelles juridictions dont elle s'est acquittée à la satisfaction des gens qui ont fait appel. Il subsiste, il est vrai, un problème, celui de la liste d'attente ou du

cumul et des délais que la Commission des affaires sociales a en cours, à la suite du nombre des appels qui lui sont logés. Il faut bien dire à ce moment-là, M. le Président, que la Commission des affaires sociales demande déjà elle-même depuis 1980 et fait des pressions auprès du gouvernement pour qu'on ajoute des effectifs à son équipe afin justement de pouvoir diminuer ces délais et procéder avec le plus de célérité possible, comme elle le fait dans la majorité des cinq autres services dont elle a la juridiction.

Le gouvernement ne juge pas à propos de répondre à cette demande de ladite commission bien que parcimonieusement on ait ajouté quelques personnes, mais d'une façon fort insuffisante. On apprend que le gouvernement prévoit un budget à peu près identique à celui qui est déjà à la disposition de la Commission des affaires sociales pour mettre à la disposition de ce nouveau tribunal administratif. On est en droit de se demander quelle est la motivation profonde du gouvernement alors qu'il serait beaucoup plus efficace, compte tenu de l'expérience que ladite commission a déjà acquise, compte tenu que la structure administrative est déjà en place, qu'on ajoute simplement des effectifs à ladite commission.

Une autre raison qui motive, je pense, de garder à la Commission des affaires sociales tous les appels relevant des décisions des bureaux de révision de la Commission de la santé et de la sécurité du travail est le fait qu'ont été centralisés à cette commission tous les appels reliés à la sécurité du revenu. Dans le cas des accidents du travail il s'agit d'une autre mesure de sécurité du revenu.

On peut également s'étonner du fait que le gouvernement ajoute un autre tribunal administratif alors que la tendance du ministère de la Justice est justement de regrouper ces tribunaux administratifs parce qu'on trouve qu'ils sont trop nombreux. À ce moment-ci, sans aucune raison avouée, sauf la question des délais accumulés, le gouvernement décide de procéder avec la création de cet autre tribunal administratif.

Si on examine les choses d'un peu plus près, c'est un secret de polichinelle que les relations entre la Commission des affaires sociales et la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec ne sont pas au beau fixe à la suite de décisions rendues par la Commission des affaires sociales qui sont venues renverser des décisions des bureaux de révision de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec qui ont été maintenues par la Cour d'appel dans plusieurs cas et même par la Cour suprême.

On dit aussi que la Commission des affaires sociales avait reproché, en 1981, à la CSST de ne pas appliquer les dispositions du paragraphe 4 de l'article 38 de la Loi sur

les accidents du travail qui touchaient l'évaluation de la diminution de capacité de travail, c'est-à-dire qu'on devait considérer à la fois la nature de la lésion et l'aptitude du travailleur à reprendre le travail et que le défaut de la CSST d'appliquer cette disposition de la loi avait causé une augmentation considérable des appels qui avaient été adressés à la Commission des affaires sociales.

À ce sujet, il est fort intéressant de lire ce que dit la Commission des services juridiques dans le mémoire qu'elle présentait à la commission parlementaire portant sur le projet de loi 42: "L'incapacité partielle permanente entraîne, pour sa part, la même indemnité mais en proportion du pourcentage de cette incapacité. Or, cette incapacité est évaluée en tenant compte non seulement du déficit anatomophysiologique, mais également de l'aptitude du travailleur à reprendre le travail au cours duquel il a été blessé ou à s'adapter à quelque autre occupation appropriée.

(10 h 30)

L'avantage de ce système d'indemnisation réside dans la reconnaissance de ce dernier élément qui, lorsqu'il est mis en relation avec le déficit anatomique, permet de mesurer économiquement la véritable perte de capacité de l'accidenté - c'est ce qui était prévu au paragraphe 4 de l'article 38 - et les services juridiques ajoutés. Bien sûr, cette méthode a donné lieu à de nombreuses contestations. Après avoir systématiquement refusé d'évaluer cette dimension de l'incapacité, la Commission de la santé et de la sécurité du travail a dû s'y astreindre puisque les cours de différentes juridictions auxquelles je faisais allusion tout à l'heure l'y ont forcée, en particulier depuis ce qu'il est maintenant convenu d'appeler l'affaire Dallaire. Cependant, la méthode élaborée par la CSST pour se conformer au jugement des cours, bien qu'elle tienne compte de facteurs pertinents à une telle évaluation, le fait à partir d'une formule qui semble tenir plus de l'alchimie que de la réalité. Jusqu'à maintenant, la CSST a d'ailleurs refusé d'expliquer sa méthode d'évaluation à la Commission des affaires sociales, de sorte que cette dernière en est réduite à se bâtir une méthode d'évaluation à partir de sa bonne compréhension de cette notion d'inaptitude à reprendre le travail appliquée à chaque cas d'espèce. Il n'en demeure pas moins que la véritable diminution de capacité de travail d'un accidenté peut être identifiée de façon satisfaisante avec le régime actuel. Les décisions de la Commission des affaires sociales le démontrent d'une façon éloquent.

La Commission des affaires sociales elle-même indiquait au gouvernement, dès 1980-1981, que le refus de la CSST d'appliquer cette disposition particulière de

la loi rendait très difficile, au cours d'un appel ultérieur qui était logé auprès d'elle, l'évaluation de l'incapacité véritable du travailleur au plan économique. Ce n'est que tranquillement et avec des mesures, comme on peut le voir, plus ou moins exactes, que la CSST a finalement dû se rendre aux arguments qui étaient portés devant elle. Mais le résultat est que tenir la Commission des affaires sociales responsable des retards et surtout se servir de ce prétexte pour créer un autre tribunal administratif, cela nous semble très fragile. La raison fondamentale, c'est vraiment les reproches que la Commission des affaires sociales a adressés à la CSST et également le fait que la CSST n'a pas apprécié - je ne parlerai pas du gouvernement - des décisions confirmées par d'autres cours qui ont renversé des jugements portés par la CSST.

On peut aussi se poser la question: Quelle sera l'indépendance de ce tribunal par rapport à la CSST quand on réalise quelle est la motivation profonde sur laquelle sera fondé l'établissement de ce nouveau tribunal? Je pense qu'à ce moment-là, évidemment, le côté ministériel nous répliquera que c'est une commission indépendante qui relèvera du ministre, mais du ministre du Travail, et - je pense qu'on pourrait froidement se le dire - qui sera créée sous la pression de la CSST qui n'aime pas les décisions qui lui sont défavorables.

M. le Président, je voudrais également poser des questions quant aux dispositions prévues pour le fonctionnement de cette commission. D'abord, les commissaires seront affectés à des régions. Je pense que le ministre devrait réexaminer ceci. Est-ce que c'est là la meilleure façon également d'assurer l'indépendance de ces commissaires quand les gens seront affectés d'une façon définitive - enfin, plus ou moins définitive dans le temps, si on veut - à une région donnée, alors que la Commission des affaires sociales a précisément, comme façon de fonctionner, une rotation dans les régions pour assurer la neutralité des personnes qui doivent rendre jugement?

On peut également s'interroger sur les qualifications des commissaires qui seront nommés par le gouvernement. Tout ce que l'on sait, c'est qu'il y aura douze commissaires dont un président et un vice-président. Si on compare ces termes très vagues par rapport aux qualifications qui sont inscrites dans la loi, eu égard à la nomination des commissaires formant la Commission des affaires sociales, il y a une grande différence. Par exemple, à l'article 3 de la Loi sur la Commission des affaires sociales, on dit que le président doit être un juge ou un avocat. Les autres membres doivent être avocats. Dans le cas de la Commission des affaires sociales, nous avons présentement à sa direction un juge qui était

juge au Tribunal du travail avant d'être affecté à la Commission des affaires sociales.

À l'article 7 de la même loi, lors de chaque nomination, le gouvernement identifie les divisions auxquelles est rattaché l'assesseur. Le nombre total d'asseurs ne peut être supérieur à 17. Mais on qualifie ou on établit les qualifications des assesseurs. Au moins dix assesseurs doivent être médecins, dont quatre psychiatres - peut être que ceci ne s'applique pas dans le cas des accidentés du travail mais comme la Commission des affaires sociales doit également entendre les appels logés en vertu de la Loi sur la protection du malade mental, ceci explique le grand nombre de psychiatres - au moins deux autres doivent être des travailleurs sociaux professionnels. Je ne soutiens pas ici que ce doit être le même type de qualifications nécessairement qui doivent être attachées aux personnes qui seront commissaires ou qui seront assesseurs, mais je pense que la loi devrait être certainement beaucoup plus spécifique que ce qui existe présentement. Enfin, c'est laissé un peu à la guise du gouvernement. Et ce n'est pas de la réglementation; ce sont des qualifications qui sont inscrites dans la loi.

En terminant, je dis: Si le ministre du Travail veut créer un autre tribunal administratif, il doit baser sa décision au moins sur quelques-uns des principes que je vais énoncer. Premièrement, sa première préoccupation, ça doit être de protéger les droits des travailleurs en leur assurant que la meilleure justice possible leur soit rendue. À cette fin, assurer l'indépendance du tribunal. Je le répète, dans le cas de la Commission des affaires sociales, vous aviez un tribunal tout à fait indépendant des plaintes qui sont portées devant la Commission de la santé et de la sécurité du travail. À ce moment-ci, on réduit cette indépendance en créant ce tribunal administratif qui fonctionnera à l'intérieur du ministère du Travail. Il n'y a aucun doute dans mon esprit là-dessus.

Il y a également: assurer la qualité des services quant aux jugements rendus et quant à la qualité générale des services. Je mets au défi qui que ce soit dans cette Chambre d'adresser des reproches à la Commission des affaires sociales; c'est d'un commun accord que tous les gens dans cette Chambre reconnaissent que la Commission des affaires sociales s'acquitte, avec les moyens qu'elle a, de ses responsabilités d'une façon plus que satisfaisante, quoique en matière de justice on ne pourrait même pas parler d'être plus que satisfaisant.

Il y a également un autre principe qui devrait guider le ministre dans sa décision. C'est d'abord l'efficacité administrative et les coûts qui seront encourus. Sur l'efficacité administrative, vous avez déjà une commission qui a développé, durant les cinq

dernières années, une expertise qu'il faudra recréer dans une autre commission ou dans un autre tribunal. Il faut également dire que la loi prévoit, à l'article 542, que même si cette autre commission ou tribunal administratif est créé, la Commission des affaires sociales gardera la responsabilité de statuer sur tous les appels qui ont déjà été logés auprès d'elle et qui le seront d'ici à ce que cet autre tribunal soit créé. Ce qui veut dire à peu près 4000 appels, au moment où on se parle. Il y aura, à ce moment, un chevauchement entre deux tribunaux administratifs. Il y aura de la confusion. Mon collègue de Charlesbourg tout à l'heure signalait comment c'est compliqué pour les accidentés du travail de faire des représentations, toute la bureaucratie par laquelle ils doivent passer avant même d'être entendus, et l'attente encore plus longue pour obtenir justice. Si à ce moment-ci, vous vous trouvez avec deux tribunaux administratifs, l'un qui est à faire ses classes, et l'autre qui continue à rendre des jugements, il y aura inévitablement des individus qui seront promenés d'un tribunal à l'autre, compliquant encore la reconnaissance de leurs droits.

(10 h 40)

Et que dire des coûts, M. le Président? Je l'ai mentionné tout à l'heure, on se prépare à mettre à la disposition de ce nouveau tribunal une somme d'environ 4 000 000 \$ ou 5 000 000 \$ identique à celle de la Commission des affaires sociales qui, elle, regroupe six services. On peut se demander si ce n'est pas là une mauvaise utilisation de l'argent qui, on le sait, est rare en ce moment, si ce n'est pas une mauvaise priorité que le gouvernement retient.

M. le Président, en terminant, je demande au ministre du Travail de réviser cette décision qui, à mon point de vue et au point de vue des observateurs, relève de pressions politiques et même individuelles qui se sont exercées sur lui à la suite de décisions qu'on n'aime pas, à la suite d'une justice qui ne nous satisfait pas individuellement mais qui, pourtant, protégeait adéquatement les gens qui y avaient recours.

Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Gaspé.

M. Henri Le May

M. Le May: Merci, M. le Président. Cela fait déjà plus d'une semaine qu'on entend différents orateurs concernant la loi 42, différents orateurs qui, selon le côté de la Chambre, nous louent les bienfaits de cette loi ou encore la dénigrent entièrement. Nous sommes devant une loi qui comporte

556 articles. Il doit certainement y avoir, parmi ces articles, des choses qui sont positives autant pour l'entreprise, autant pour l'accidenté que pour la CCST elle-même.

Depuis 1978, lors du dépôt du livre blanc en vue de réformer cette loi, de l'améliorer, il y a eu des discussions, il y a eu des consultations; il y a même eu une commission parlementaire, avant d'en arriver à un avant-projet de loi. À la suite de l'impression de cet avant-projet de loi, il y a eu des revendications de différents milieux au Québec. Le ministre et son équipe se sont penchés à nouveau sur ce projet de loi et c'est pourquoi nous avons maintenant une réimpression du projet de loi 42.

Après toutes ces consultations, après ces six années, j'imagine que le gouvernement qui propose cette loi y a certainement incorporé des choses qui sont bonnes et qui le sont pour tous les partis. Cependant, il ne faudrait pas prétendre que c'est une loi miracle, que c'est une loi qui règle tous les problèmes, que c'est une loi où il n'y a aucune faille. C'est impossible, cela n'existe pas. Tout de même, je voudrais profiter des quelques minutes qui me sont allouées pour faire ressortir certains points positifs de cette loi.

D'abord, on parle du médecin traitant; d'ailleurs, le député de Charlesbourg l'a signalé. Il est d'accord avec cette position qu'on a prise dans ce projet de loi, à savoir que le médecin traitant est le médecin choisi par l'accidenté. Donc, celui qui se blesse et qui s'en va à l'urgence où il est soigné par un médecin peut décider de choisir son médecin de famille comme médecin traitant, ce qu'il ne pouvait pas faire avant. C'est un énorme avantage pour l'accidenté et c'est aussi beaucoup moins de paperasse pour le gouvernement et pour la commission.

Si, à la suite du rapport médical, il y a des litiges qui se présentent, soit entre le médecin et la CSST, ou même la compagnie ou l'employeur, on pourra trancher, et rapidement, à la suite de la nomination d'un arbitre médical par le ministre. Ce qui n'existait pas avant. Cet arbitre sera choisi à l'extérieur de la CSST. Actuellement, c'était souvent le même médecin qui était à la fois juge et partie. C'était absolument ridicule et les accidentés étaient très souvent lésés dans leurs droits.

S'il n'y a pas encore d'accord à la suite de l'arbitrage ou si l'arbitre ne peut pas arbitrer, eh bien, c'est là qu'entre en ligne de compte la fameuse commission d'appel dont l'Opposition dit que c'est une autre structure inutile et qu'on devrait plutôt grossir la Commission des affaires sociales. Personnellement, je fais aussi du bureau de comté et je trouve que déjà la Commission des affaires sociales a une lenteur épouvantable à rendre ses jugements et que nous ne devons pas grossir encore cette

machine qui, déjà, est beaucoup trop lente. Nous aurons une commission d'appel non pas choisie encore une fois à l'intérieur de la CSST, mais qui va venir de l'extérieur: des gens neutres qui vont analyser le dossier de l'accidenté et qui porteront un jugement final.

M. le Président, en plus d'exister, cette commission sera enfin proche des régions comme la Gaspésie où le taux d'accidents du travail est assez élevé. Je dois l'avouer. Eh bien, ces gens-là, en plus d'avoir la malchance d'avoir un accident, sont obligés de s'en venir ici à Québec ou à Montréal, selon la spécialité médicale qu'ils doivent retrouver pour pouvoir faire valoir leurs droits. Or, enfin, cette commission d'appel sera régionalisée et plus proche du monde. Cette loi-là est surtout faite pour le travailleur et on tient à s'en rapprocher. Je tiens à féliciter ceux qui ont pensé d'inclure dans cette loi la régionalisation pour laquelle on se bat à tous les niveaux dans les régions, que ce soit dans les régions de l'Outaouais, en Abitibi, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, ou encore en Gaspésie, dans le Bas-du-Fleuve ou aux Îles-de-la-Madeleine.

M. le Président, dans cette loi, nous avons également la réadaptation. On dit: Vous avez grossi la loi. Elle est rendue à 556 articles; cela n'a pas de bon sens. Qui va se retrouver là-dedans? Avant, on avait la loi et la réglementation qui était plus volumineuse encore que la loi elle-même. Alors, on a inclus la réadaptation à l'intérieur même de cette loi. Cette réadaptation qui, d'ailleurs, était cause de litiges à l'intérieur de la CSST. Quand quelqu'un a-t-il besoin de réadaptation? Là on entrait dans une plomberie qui n'en finissait plus. Très souvent c'était l'accidenté qui était pénalisé. Anciennement, vous aviez la CSST, cette fameuse commission. L'Opposition nous disait à un moment donné: Cette fameuse tour d'ivoire paragouvernementale, règne en maître sur la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Eh bien, la CSST ne pourra plus réglementer comme elle le faisait avant. Avant, elle pouvait le faire sur 26 points différents. Maintenant, sur cinq points seulement elle pourra réglementer, toujours avec l'accord du ministre.

M. le Président, un autre point important dans ce projet de loi, celui qu'enfin on dégraisse la machine. Les petits cas qu'on pourrait appeler "les cas de grippe", les quatorze jours et moins, la CSST n'aura plus en s'en occuper. La personne se blesse légèrement, s'absente de son travail pour quatre, cinq ou six jours, a une grosse grippe et est couchée pour trois ou quatre jours. Sur présentation d'un certificat médical, l'employeur paie immédiatement l'accidenté.

(10 h 50)

Ce qui est intéressant, c'est que c'est quand même la CSST qui paie les frais à l'employeur sur présentation d'une facture et, évidemment, d'un certificat médical. On ne veut quand même pas tomber dans l'excès et ouvrir des portes qui n'en finiraient plus. Quelqu'un pourrait se déclarer malade, par exemple, pour aller à la chasse, de ce temps-ci, ce serait vraiment injuste envers toute la population qui paie des frais pour l'administration de cette commission.

De plus, dans une compagnie qui a moins de vingt employés, le travailleur qui est malade, qui subit un accident du travail... Le cas s'est présenté à mon bureau, ça ne fait pas un mois. On est venu s'informer, j'ai même téléphoné au cabinet du ministre, j'ai dit: Cette personne a été accidentée, a été absente de son travail pendant trois mois et elle ne peut plus reprendre son travail, l'employeur ne veut plus la reprendre. Maintenant, à partir de l'adoption de ce projet de loi 42, son emploi est préservé pendant un an. Je trouve que c'est à peu près ce qu'il y a de plus important.

Pour tous ces petits cas dont on parlait tantôt, on a tout simplement coupé les rentes, les petits 20 \$ par semaine qu'on pouvait donner. Par exemple, on donne un montant forfaitaire et il en fera absolument ce qu'il voudra, mais il n'y aura plus de rentes qui seront payées de façon hebdomadaire de façon à l'encourager ni plus ni moins à rester chez lui. Donc, on lui permet de retrouver son emploi et de retourner travailler. C'est une ouverture importante, c'est une augmentation de la productivité de l'employé et c'est aussi un encouragement pour l'employeur à toujours conserver la place à son employé. C'était injuste de voir quelqu'un qui se blessait ne pas pouvoir retrouver son emploi. Maintenant, le projet de loi 42 corrige entièrement cette lacune qui existait dans l'ancien projet de loi.

Il y a cependant une chose que je déplore, M. le Président, que je déplore énormément. Je comprends le législateur, on ne peut pas tout faire. Je déplore qu'on ne puisse pas appliquer cette loi à ceux qui sont actuellement accidentés, qu'elle ne soit pas rétroactive. Mais je comprends très bien comment ça pourrait être difficile de trouver la formule qui ferait qu'un travailleur accidenté à telle date y ait droit, l'autre pas; un autre a une maladie professionnelle; quand a-t-il commencé à être malade? On n'en finirait plus. À un moment donné, il faut trancher. C'est pourquoi cette loi n'est pas rétroactive et, lors de son adoption et de son application, quand on aura fixé la date, elle sera appliquée graduellement. Il n'y aura pas de retour en arrière.

J'aurais aimé quand même que certaines personnes qui, actuellement, sont

lées dans leur droit puissent profiter des avantages de cette loi; elles ne le pourront pas. En tout cas, une chose est sûre, c'est que ceux qui, dans l'avenir, auront la malchance de se blesser ou d'avoir une maladie professionnelle auront un avenir beaucoup plus rose que ceux qui, actuellement, sont victimes d'un accident du travail.

Le projet de loi 42 nécessite pour le gouvernement des investissements de près de 20 000 000 \$. On dit qu'on met tout sur le dos de l'employeur; je ne crois pas que ce soit réaliste, je ne crois pas que ce soit vrai. On dit encore qu'on veut courtiser les syndiqués. À écouter certains syndicats, ils ne semblent pas vouloir se laisser courtiser, mais une chose est sûre, c'est que, si on parle de cotisation, actuellement, le taux de cotisation est de 1,89 \$ les 100 \$ et maintenant, avec la nouvelle loi, ça va baisser d'un sou, à 1,88 \$. Ce n'est pas beaucoup comme baisse, mais c'est mieux qu'une augmentation. Si on regarde l'Ontario, à côté de nous, qui est à 2,17 \$ les 100 \$ et qui augmentera bientôt à 2,50 \$ les 100 \$, il y a quand même une différence. Si on compare les services qu'on offre à ce qu'il offre, on peut se comparer avantageusement également.

Une autre chose importante, M. le Président, c'est la réadaptation. J'en ai parlé tantôt. C'est le côté le plus humain de la loi. Quelqu'un se blesse gravement, perd une main ou encore une jambe et on dit: On va le réadapter physiquement avec l'aide de prothèses ou autre chose. Mais, M. le Président, jamais on ne redonnera l'équilibre psychologique à cet employé si on ne s'en occupe pas. À l'intérieur du projet de loi, on parle également de cette réadaptation qu'on appelle sociale; on lui versera 90% de son revenu net. La réinsertion sociale de cet employé afin de réapprendre à vivre avec d'autres moyens, c'est ce qu'il peut y avoir de plus important. Il y a, bien sûr, la réadaptation professionnelle; quelqu'un qui n'est plus capable de faire le travail qu'il faisait avant devra se réadapter et il aura besoin d'aide pour se réadapter physiquement en vue de s'orienter vers une autre profession.

Bien sûr, M. le Président, je ne prétends pas que la loi est parfaite. Je ne prétends pas, non plus, qu'elle règle tous les maux et tous les problèmes. Cette loi est quand même une amélioration comparative à l'autre qui était désuète depuis belle lurette. On a commencé en 1978 à faire des consultations. On est arrivé à ce projet de loi 42. Le ministre nous annonce encore des amendements en commission parlementaire lors de l'étude article par article. De la part du gouvernement, il y a une ouverture d'esprit qu'on n'a pas toujours retrouvée dans d'autres projets de loi. Il me

fait plaisir de le souligner.

En terminant, M. le Président, je tiendrais à mettre le ministre en garde. On a toujours dit et on a toujours prétendu qu'à l'intérieur de la CSST l'accueil faisait pitié. Je ne parle pas de ceux qui sont en haut de la pyramide; je parle de ceux qui sont en bas, en contact direct avec la population, avec l'accidenté, avec le malade. Très souvent, dans certains bureaux - pas tous, loin de là - les accidentés sont mal reçus, parfois même avec impolitesse, avec arrogance. On me disait au cabinet du ministre que cette loi nécessitait un changement complet de mentalités chez les employés de la CSST. Si cela nécessite un changement de mentalités, j'espère qu'on prendra les moyens pour changer ces mentalités. L'accidenté a déjà assez de malchance d'être accidenté sans, en plus, se faire traiter de bon à rien par les employés de la CSST ou encore se faire retourner du revers de la main, en voulant dire: Toi, tu n'es pas malade, tu reviendras ou on te répondra dans deux mois quand cela nous tentera. Cela se fait et surtout en région, malheureusement. M. le ministre, si certaines mentalités ne peuvent pas changer à l'intérieur de la CSST, j'espère qu'il y a des fonctionnaires qui peuvent être changés. Il doit exister des affectations, des mutations quelconques, car il faut qu'un accidenté qui se présente à un bureau de la CSST soit bien reçu parce qu'il vient chercher ses droits; il ne vient pas quémander, il ne vient pas quêter.

Il est souvent arrivé - j'en ai eu des exemples à mon bureau de comté - que les gens ont été mal reçus. J'espère qu'à la suite de l'adoption de ce projet de loi il y aura une grande amélioration de ce côté et que toutes les mentalités seront changées à l'intérieur de la CSST.

En terminant, M. le Président, je tiens à vous souligner qu'en faisant la lecture de ce projet de loi on s'aperçoit qu'on a beaucoup mis l'accent sur l'accidenté, celui qui est mal pris, celui qui a une maladie professionnelle. Je ne dis pas, encore une fois, qu'on règle tous les problèmes et tous les maux, loin de là! Il y aura encore du mécontentement, mais je suis sûr que, comme député, on aura moins de gens qui viendront nous voir pour nous dire: Cela n'a pas de bon sens, je ne reçois aucune redevance, je suis malade et incapable de travailler, qu'est-ce que je fais? Cela est arrivé souvent autant pour les députés du Parti libéral, je pense bien, parce qu'ils l'ont souligné à plusieurs reprises, que de notre côté. Cela ne règlera pas tous les problèmes, mais je suis convaincu qu'on les règlera en grande partie. Là-dessus, merci, M. le Président.

(11 heures)

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le

député de Papineau.

M. Mark Assad

M. Assad: M. le Président, j'écoutais les propos de notre collègue ici à l'Assemblée, le député de Gaspé, qui disait qu'il y avait des membres de l'Opposition qui voulaient dénigrer la loi. Je ne crois pas que ce soit le cas. Évidemment, on voudrait signaler - c'est notre rôle et c'est dans l'intérêt de tout le monde - les faiblesses et les lacunes de la loi. Avec 560 articles, c'est assez difficile de faire une étude complète. C'est très complexe, il faut le dire, et il y a des experts qui ont travaillé là-dessus pendant quelques mois, sinon quelques années. Donc, il est assez difficile de trouver toutes les faiblesses et de les comprendre. Je voudrais démontrer - il n'est pas question de dénigrer la loi, loin de là - les choses qui pourraient être améliorées. On est d'accord avec le principe, on a besoin d'un projet de loi surtout pour la CSST, pour protéger nos travailleurs qui ont eu la malchance d'avoir des accidents ou des maladies industrielles.

Par ailleurs, j'étais satisfait et même content de voir que le député de Gaspé a souligné que parfois l'accueil à la CSST n'est pas adéquat. Il faut reconnaître que c'est un droit fondamental pour nos travailleurs, ce n'est pas un privilège. Je voudrais noter cela, c'est un droit vraiment fondamental. Et surtout, pour les accidentés à la CSST, l'accueil devrait être plutôt chaleureux et on devrait démontrer un peu plus de compréhension et de compassion.

M. le Président, il est impossible d'aller en détail dans un projet de loi qui a 560 articles, mais je voudrais porter à votre attention quelques articles afin de démontrer qu'il y a des lacunes, des faiblesses et surtout des extrêmes. Si on prend le chapitre du droit au retour au travail - cela représente les articles 220 à 248 - je voudrais vous faire part des grandes lignes. Pour une entreprise de 20 employés ou moins, l'employé a le droit de réintégrer son emploi dans l'année qui suit son accident. À partir du début de la période d'absence pour lésion professionnelle, un travailleur, dans une entreprise de 20 employés ou moins, peut retourner à son travail quand il se sent capable de le faire, après un an. Donc, cela veut dire que cela peut compliquer un peu la vie des petites et des moyennes entreprises qui sont déjà aux prises avec des contraintes de toutes sortes.

Un dirigeant d'une petite entreprise de moins de 20 employés aurait de la difficulté à engager un travailleur en lui disant dès le début qu'il ne sait pas pour combien de temps il pourra être à son service parce qu'il remplace un employé qui a eu un accident et qui reprendra le travail à l'intérieur de douze mois. En plus, on doit

tenir compte du coût pour entraîner un travailleur. Lorsque celui-ci commence à donner un bon rendement, peut-être qu'on sera obligé de le congédier parce que l'employé qui a eu un accident réintègrera son travail.

Il faut reconnaître une difficulté pour les petites et moyennes entreprises, surtout celles de 20 employés ou moins. Il faut imaginer une entreprise avec cinq ou six employés et qu'à un moment donné un employé soit obligé de quitter pour six, sept ou même douze mois. Entre-temps, il est assez difficile pour l'employeur d'engager un autre employé parce qu'il y a une période de formation et, après six ou sept mois, il sera peut-être obligé de le congédier. Donc, c'est une contrainte et il faudrait en arriver à trouver un mécanisme pour rendre la chose un peu plus facile aux employeurs, surtout quand on veut encourager les entrepreneurs, dans le domaine de la petite et de la moyenne entreprise.

Au chapitre de la réadaptation, qui touche les articles 145 à 170, l'article 145 stipule que la CSST peut, par exemple, payer un ascenseur, ou d'autres améliorations, pour que le domicile d'un travailleur gravement handicapé soit adapté à son état. Je ne conteste pas cela, M. le Président, mais je voudrais démontrer qu'il y aurait certainement une amélioration à apporter à cet article. Dans la loi, on prévoit que ce travailleur est obligé d'avoir habité au moins trois ans à son domicile, pour que quelque chose d'aussi majeur qu'un ascenseur soit construit à l'intérieur de sa maison. Cependant, advenant le décès du travailleur, à cause de sa maladie industrielle, la question que je voudrais poser à M. le ministre est la suivante: N'y aurait-il pas des modifications à apporter, si une telle éventualité se produisait en moins de quelques mois? N'y aurait-il pas possibilité, pour la CSST, de récupérer une partie de la valeur investie dans la maison de l'accidenté? Lorsqu'on pense à une dépense aussi considérable, de 30 000 \$ à 40 000 \$, il devrait certainement y avoir des modifications à apporter pour s'assurer que la CSST ne sera pas portée... J'avoue que ce sont des extrêmes, mais, sachant que les coûts peuvent être considérables, on devrait avoir la possibilité de récupérer un peu de cet investissement, dans la maison.

À l'article 170, on dit que la CSST peut financer l'achat d'un commerce à un travailleur accidenté. Quelles garanties la CSST a-t-elle que le travailleur en question ne fermera pas son commerce en moins de six mois ou d'un an? Qu'advient-il alors, de la somme investie par la CSST? Cela peut aussi donner lieu à des abus. Encore là, il est certainement avantageux pour le travailleur de pouvoir bénéficier de sommes d'argent pour, comment dirais-je, créer son

propre emploi ou ouvrir un commerce, mais, encore là, je crois que la CSST pourrait se prévaloir de mesures pour se protéger contre des abus, surtout s'il y a un investissement de 30 000 \$ à 40 000 \$. Après quelques mois, la CSST sera obligée d'accepter cette perte. Évidemment, si l'accidenté n'a pas d'autre moyen de gagner sa vie, il devra faire appel à l'assistance publique.

Dans cette question de sommes perçues en trop, il y a eu, à plusieurs reprises, toutes sortes de litiges, et je voudrais poser une question au ministre: Durant les deux dernières années, la CSST a-t-elle pris des actions légales, ou d'autres moyens, pour récupérer les sommes perçues en trop par les travailleurs accidentés? Combien la CSST a-t-elle recouvré d'argent sur les sommes payées en trop? Depuis les dernières années, à quelques reprises, j'ai eu la visite de travailleurs accidentés à mon bureau, à cause de complications. Ils avaient reçu une lettre de la CSST, qui leur demandait de rembourser des montants, variant entre 2000 \$ et 10 000 \$, qui, d'après la CSST, avaient été payés en trop. Évidemment, les accidentés que j'ai reçus à mon bureau, étaient loin d'être en mesure de rembourser une pareille dette. Depuis quelques années, je serais très intéressé à savoir... Je crois comprendre - mes renseignements ne sont peut-être pas exacts - que cela peut représenter quelques millions de dollars. Lorsqu'on considère les sommes perçues en trop que les gens ont de la difficulté à rembourser, je me demande quel moyen on pourrait prendre pour éviter des erreurs qui peuvent nous coûter quelques millions de dollars.

(11 h 10)

Les articles 407 à 414 touchent au recouvrement des prestations. Avec cette nouvelle loi, la commission peut exiger le remboursement des sommes payées en trop 30 jours après la date de la dette, à défaut de quoi la CSST dépose un certificat à la cour, que le travailleur ne peut contester. Si, à l'intérieur de 30 jours, il veut contester, il est obligé d'aller devant la commission pour défendre son cas. S'il va devant la commission, on se rend compte qu'il s'agit d'une situation où la commission est juge et partie. C'est aller d'un extrême à l'autre. Auparavant, ces cas pouvaient traîner au-delà d'un an. Maintenant, on donne 30 jours au travailleur et, après ces 30 jours, ce n'est plus la responsabilité de la commission mais celle de la cour. Accorder un délai de 30 jours, alors qu'auparavant on pouvait attendre au-delà d'un an, je trouve que c'est de passer d'un extrême à l'autre.

Un cas qui m'a vraiment frappé dans mon comté, c'est celui de M. Villeneuve qui s'est présenté devant la commission pour rencontrer des médecins de la CSST qui ont émis différentes opinions, mais le médecin de

famille était d'avis qu'il était impossible pour ce patient de retourner au travail. Il s'agit d'un homme dans la cinquantaine qui occupait le même emploi depuis des années. Il ne pouvait donc pas changer d'emploi surtout à cause de son âge et de son expérience de 25 ans dans le même domaine. Durant trois ans, la CSST n'a pas voulu accepter le diagnostic du médecin de famille. Durant ces trois ans, le travailleur en question, père de deux enfants, a été obligé de faire appel à l'assistance publique pour faire vivre sa famille. Après trois ans, à la suite d'efforts et de pressions, la CSST a reconnu son erreur et a décidé de rembourser l'accidenté. Après avoir reçu le paiement de la CSST, c'est-à-dire un montant global de quelque 19 700 \$, il a reçu un avis de cotisation de l'impôt provincial de 1700 \$. Parce qu'il avait conclu une entente préalable avec l'aide sociale, lorsqu'il a reçu le montant global de 19 700 \$, il a dû le lui verser au complet. Pourtant, durant trois ans, il avait reçu de l'aide de l'assistance publique.

Évidemment, le peu d'argent qu'il a reçu n'était pas imposable, mais, parce qu'il avait reçu un montant global, il devait une somme de 1700 \$ à l'impôt. Malgré toute la correspondance échangée depuis quelques mois avec la CSST, avec le ministère du Revenu et celui des Affaires sociales pour expliquer la situation - j'avoue que c'est très complexe - le problème n'est pas résolu. Le ministère du Revenu dit qu'il doit appliquer la loi intégralement, la CSST dit qu'elle a reconnu son erreur et qu'elle doit verser un montant global et l'assistance sociale dit qu'elle avait conclu une entente avec le travailleur il y a trois ans et qu'elle doit récupérer ce à quoi elle a droit. C'est un triangle quasi vicieux et l'accidenté est pénalisé parce qu'il doit déboursier un montant d'argent qu'évidemment il ne devrait pas déboursier. C'est un exemple, M. le Président, mais il y en a beaucoup d'autres.

En conclusion, lorsqu'on regarde, depuis les 53 dernières années, c'est-à-dire depuis la création de la Commission des accidents du travail qui a vu le jour en 1931 et dont le but était de répondre aux besoins évidents pour protéger les travailleurs victimes d'accidents, la situation a évolué. L'État est omniprésent dans notre vie. L'organisme de 1931 est devenu une immense boîte qui emploie au-delà de 2800 employés avec un budget de près de 1 000 000 000 \$. Quand on regarde le budget de la CSST il faut réaliser qu'il représente presque la moitié du budget total de la province de Terre-Neuve. Il faut dire que c'est presque un État à l'intérieur d'un État. La nouvelle loi qu'il aura à administrer possède au-delà de 500 articles. C'est énorme et c'est un fardeau additionnel que le gouvernement prend à sa charge au moment où on parle de

déréglementation et de simplifier nos lois.

Il me semble, M. le Président, que le gouvernement aurait pu penser à une nouvelle approche après 53 ans, tout en protégeant les travailleurs et en diminuant les coûts et le fardeau de l'État. Je vous donne un exemple: est-ce que le gouvernement a étudié la possibilité, de concert avec les syndicats et les associations de travailleurs, de transférer ce secteur à des compagnies d'assurances qui sont déjà habituées à couvrir toutes sortes de risques? Il faut penser que le gouvernement a le pouvoir de taxer et de légiférer. Donc, dans une société démocratique comme la nôtre, quand on voit que le gouvernement possède les deux armes les plus puissantes, c'est-à-dire le pouvoir de taxer et de légiférer, il serait très facile d'adopter un projet de loi et de laisser les compagnies privées, en concertation avec les syndicats et les associations de travailleurs, assurer nos accidentés.

Si le gouvernement avait voulu innover il aurait pu remettre cela entre les mains du secteur privé. Ce rôle aurait été plus facile pour l'État, les règlements auraient pu être corrigés, les lois auraient pu évoluer au fur et à mesure de l'évolution de la situation. Nous aurions pu avoir un système efficace, innovateur et sûrement moins lourd et moins coûteux.

Je suis sûr que le secteur privé a certainement le dynamisme et la compétence nécessaires pour remplir cette fonction. Cela aurait été certainement beaucoup plus facile pour l'État de sécuriser les accidentés de l'industrie de la construction et ceux victimes de maladies industrielles et de leur assurer un service meilleur et plus rapide.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Robert Baldwin.
(11 h 20)

M. John O'Gallagher

M. O'Gallagher: Merci, M. le Président. En discutant de ce projet de loi, on est vraiment perplexe à savoir pourquoi le gouvernement a choisi de l'étudier immédiatement après le discours d'ouverture. On peut sûrement se rappeler ce discours du premier ministre du 16 octobre dans lequel il se fixe, entre autres, les objectifs de rendre nos industries, en particulier les PME, plus compétitives sur les marchés hors Québec, dans le but principal de créer des emplois. Beaucoup de choses ont été dites sur l'importance de rendre nos industries plus efficaces et plus compétitives avec nos voisins car par ces moyens seulement on arrivera à vaincre le fléau qu'est le chômage.

Il vaudrait la peine de lire une partie du discours du premier ministre à ce sujet.

Je cite le premier ministre, en date du 16 octobre: "J'en viens maintenant, M. le Président, au programme économique général du gouvernement. J'en fixerai d'abord l'objectif d'ensemble pour dire ensuite les moyens que nous comptons employer pour y parvenir. S'il fallait caractériser d'un seul mot l'objectif principal de notre tâche pour toute l'année qui vient, il en est un que je choisirais sans hésitation; c'est tout bonnement, et chacun l'aura deviné, l'emploi. La lutte contre le chômage demeure l'obsession centrale du gouvernement et de la majorité parlementaire tout comme elle est inévitablement celle de nos concitoyens et de nos concitoyennes, tout comme elle doit être la préoccupation no 1 de tous les élus du peuple sans exception." Je continue le discours du premier ministre: "Il découle de là des conséquences qui touchent toute l'activité gouvernementale: la fiscalité des particuliers comme des entreprises, les charges fiscales sur les salaires, les réglementations du travail, de la santé, de l'environnement, de l'éducation, de la formation professionnelle et du recyclage." Et plus loin: "Dans toutes ces matières, le gouvernement est prêt à toute mesure raisonnable qui permettra à la compétitivité économique de devenir vraiment l'objectif primordial qu'elle doit être."

Après ces belles paroles, M. le Président, je vous demande: Qu'est-ce que ce projet de loi contient en regard des priorités établies dans ce discours d'ouverture? Est-ce que ce projet de loi a trait de quelque manière que ce soit au problème du chômage? Est-ce qu'il créera un seul emploi? Non, M. le Président, il n'y aura pas un seul emploi de créé. Est-ce que ce projet de loi augmentera la productivité du travail? Non, M. le Président, les problèmes d'inefficacité de production causés par des accidents du travail ou des maladies professionnelles ne sont pas contenus dans ce projet de loi. Plusieurs personnes disent qu'en réalité ce projet de loi doublera les abus du système par les travailleurs non consciencieux. Ici, on pourrait citer un mémoire présenté à la commission par le Conseil du patronat, et je cite: "Cette étude établit clairement que le fait d'avoir prolongé d'un à cinq jours la période pendant laquelle l'indemnité de remplacement du revenu est versée par l'employeur a provoqué un déplacement significatif des absences de très courte durée vers des absences dont la durée avoisinerait la limite de cinq jours." C'est dans la loi actuelle. Le même mémoire poursuit: "La même étude précise que le fait de porter de cinq à quatorze jours la période en question risque fort de produire le même résultat, c'est-à-dire que les absences d'une durée d'environ cinq jours risquent de se transformer en absences qui avoisineront le nouveau maximum établi."

Est-ce que ce projet de loi améliorera

notre compétitivité, qui est un élément essentiel pour rendre nos produits plus intéressants sur le marché mondial que sur le marché canadien? Non, M. le Président. La réponse à toutes ces questions, c'est non.

Hier, le député de Notre-Dame-de-Grâce a demandé au gouvernement et au ministre de faire une comparaison entre tous les bénéfices et les coûts de notre système par rapport aux systèmes des provinces voisines et des États voisins. Il semble que cela n'ait pas été fait. Nos industries sont en concurrence avec celles des autres provinces et des autres pays, en particulier, les États-Unis. On sait bien que l'industrie des pâtes et papiers, au Québec, est en concurrence avec les États du Sud des États-Unis parce qu'on a donné les chiffres démontrant les bénéfices là-bas, ce que les industries paient là-bas par rapport aux coûts chez nous.

C'est la même chose pour l'industrie aérospatiale. Pratt & Whitney, à Montréal, et, éventuellement, Bell Helicopter sont en concurrence avec la France et d'autres endroits aux États-Unis. Est-ce qu'on a donné ces chiffres pour voir si on est vraiment compétitif avec ces pays? Il n'y a pas seulement ces industries que le député de Notre-Dame-de-Grâce a mentionnées; il y a aussi l'industrie de la construction de wagons de trains et de métro et d'autobus. Il y a Bombardier, au Québec, qui est en concurrence avec plusieurs industries semblables aux États-Unis. Il y a GM, à Montréal, qui fabrique des autobus. Est-ce qu'on a regardé ce projet de loi sous l'aspect compétitif qui est tellement nécessaire?

Il y a l'industrie de l'aluminerie. Par hasard, j'ai parlé avec des gens de l'Alcan.

retarder un gros projet en Colombie britannique, un projet de 750 000 000 \$. Pour une raison que j'ignore, probablement à cause des contrats syndicaux, cette compagnie est obligée d'appliquer les taux de la CSST même en Colombie britannique pour les travaux. Dans l'analyse des coûts de construction de ce projet, ils ont trouvé que la protection contre les accidents du travail coûtera 5% plus cher en appliquant les taux du Québec que si on appliquait ceux de la British Columbia Workmen's Compensation Board. Ce ne sont pas les 5% qui ont arrêté le projet, remarquez bien mais c'est un élément qui démontre que nous ne sommes pas compétitifs sur les marchés.

On se demande pourquoi, alors qu'au Québec on a l'électricité en abondance et qu'on peut faire de l'aluminium, des lingots, à meilleur marché que n'importe où dans le monde, quand cela en vient à la fabrication d'articles en aluminium, nous ne sommes pas compétitifs avec le reste du monde. Là, on voit pourquoi une bonne compagnie comme Alcan, une compagnie du Québec, du Canada,

a acheté une compagnie aux États-Unis, ARCO, pour produire des articles en aluminium. C'est une indication que nous ne sommes pas compétitifs.

Pas un seul emploi ne sera créé, pas plus que nous ne serons en meilleure position eu égard à la productivité et à la compétitivité. Aussi, nous nous demandons ce qui peut précipiter le gouvernement à faire avancer ce projet de loi maintenant. Est-ce que c'est en réponse à une forte demande mise de l'avant par les syndicats des travailleurs? Non. Ce projet de loi ne répond pas du tout aux revendications des travailleurs. Est-ce que c'est le résultat de pressions par des associations d'employeurs, à l'exception des demandes de révision de l'article 38.4 de la présente loi? Non, encore.

Permettez-moi de citer quelques paroles des intervenants de la commission parlementaire du mois de mars dernier. On avait l'Association des mines de métaux: La loi 42 prend pour nous beaucoup plus l'allure d'un cheval emballé que d'un cheval gagnant. L'acceptation de la loi dans sa forme présente pourrait, à brève échéance, s'avérer un frein important au processus de relance économique mis de l'avant avec tant d'ardeur par le gouvernement.

(11 h 30)

La Centrale de l'enseignement du Québec affirmait, à la même occasion: Une fois de plus, malheureusement, nous devons le faire à l'occasion d'un mauvais projet de loi tout à fait inacceptable dans sa forme actuelle comme dans son esprit et que nous avons le devoir de dénoncer et de combattre.

L'Assemblée des travailleuses et travailleurs accidentés du Québec: Le gouvernement a décidé de tenter d'amender de toutes parts ce projet de loi pour le rendre présentable, devrait plutôt faire amende honorable en le retirant immédiatement.

Les Teamsters du Québec: La dichotomie existant entre le projet de loi 42 et la politique du gouvernement énoncée dans le livre blanc de 1978 ne laissent aucun doute à savoir que cette réforme défavorise grandement les travailleurs et les travailleuses accidentés. Et j'en passe. Le Syndicat de la CSN et le poste en vrac de l'Association du camionnage, et j'en passe. Ils sont tous contre ce projet de loi. C'est seulement un échantillonnage des multiples opinions contraires à cette loi qui ont été exprimées à ladite commission parlementaire du mois de mars dernier.

M. le Président, en dépit d'une centaine de modifications mineures apportées par le ministre la semaine dernière, les opinions que je viens de citer n'ont guère changé. Après quatre ans et de nombreuses réimpressions du projet de loi et plusieurs changements de dernière minute, il est clair que les

principaux intervenants sont tous d'accord que cette loi dans sa forme actuelle est inacceptable.

L'année 1978 a vu le livre blanc suivi de près par le projet de loi 17. Ce projet de loi avait comme but de réorganiser l'administration, d'améliorer les bénéfices aux victimes et de rendre rapidement justice à ces victimes par un système informatisé et décentralisé en région. Un autre but très important de la loi 17 était de diminuer le nombre d'accidents des travailleurs et de prévenir les maladies professionnelles. Cette loi qui a été vantée comme la loi la plus avant-gardiste dans ce domaine n'a pas produit les résultats espérés. Après quatre ans d'application, tous les intervenants sont d'accord que la loi actuelle est lourde d'application. Depuis 1979, nous avons subi les réclamations suivantes: 1979: 326 000 réclamations; 1980: 345 000 réclamations; 1981: 355 000 réclamations. Cela va toujours en augmentant.

Dans l'industrie de la construction, on a constaté une augmentation de 40% dans les accidents du travail. Dans le domaine des affaires sociales, là encore, on a vu une augmentation allant jusqu'à 87%. Je cite un article paru dans le Soleil du vendredi 5 octobre 1984, de M. Pierre Pelchat. "Le grand problème est le mal de dos. Ce type d'accident compte pour 41% de tous les accidents déclarés. De 1979 à 1982, les maux de dos ont augmenté de façon effarante dans une proportion de 87%."

Il y a aussi des statistiques avouées par des autorités compétentes qui disent qu'aujourd'hui l'alcoolisme est la cause d'un accident sur trois. Que fait-on de cela? Nous constatons aussi que les coûts d'administration ont triplé depuis la mise en application de la loi 17 et qu'il y a un retard inacceptable dans le processus de règlement des réclamations des accidentés.

Ceci démontre la faillite de tout le système d'informatique et de la décentralisation en région. Il y a même un intervenant qui a recommandé qu'une commission soit chargée de faire enquête sur l'administration de la CSST avant de lui confier une nouvelle loi à administrer.

M. le Président, je veux maintenant parler des coûts. Pour ce faire, il faut procéder à un petit examen de l'histoire de la CSST. Quand on regarde la montée des coûts de la CSST au cours des dernières années, on se rend rapidement compte qu'il faut être préparé à des coûts beaucoup plus grands que les estimations d'aujourd'hui, parce que les 20 000 000 \$ cités aujourd'hui seront peut-être 40 000 000 \$ ou 80 000 000 \$ demain. De fait, les cotisations, de 1976 à 1982, ont augmenté. En 1976, elles étaient de 340 000 000 \$ et elles ont augmenté jusqu'à 667 000 000 \$, donc une augmentation des cotisations de

111%. Pendant ce temps, les frais d'administration de la CSST ont augmenté de 30 000 000 \$ à 95 000 000 \$, ce qui représente une augmentation de 316% dans l'administration alors que l'augmentation des cotisations n'a que doublé.

Le président de la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, M. Robert Sauvé, a dit à la Tribune de Sherbrooke qu'aucun pays n'a une loi aussi avantageuse que la nôtre. Tous les députés dans cette Chambre sont pour une protection adéquate de tous les travailleurs du Québec. C'est vrai qu'il y aura toujours un rapport de forces entre les employeurs et les syndicats sur la qualité de cette protection et les coûts. D'ailleurs, c'est normal. On est encore bien loin de l'harmonie parfaite sur ce front, bien que les deux parties recherchent une protection humaine et réaliste à l'intérieur de leurs moyens tout en demeurant compétitifs avec la protection offerte par nos concurrents.

La Commission de la santé et de la sécurité du travail et le ministre ne semblent pas avoir réussi à parvenir à un tel consensus. On se retrouve peut-être avec le meilleur système en Amérique du Nord, comme l'a prétendu le président, mais tous les intervenants: syndicats, associations patronales et associations d'accidentés sont unanimes à protester contre ce projet de loi. Il semble que nous ayons une belle Cadillac des années cinquante quand une voiture économique d'aujourd'hui suffirait.

Il semblerait que je n'en aie plus que pour une minute, M. le Président. Les employeurs qui paient la note et les travailleurs protégés sont dans l'insécurité à cause de la mauvaise administration montrée dans le passé. Je cite Jean Francoeur du Devoir: "Une explication possible est que le projet de loi 42, en raison de son ampleur, des centaines de millions qu'il brasse, du nombre de personnes qu'il affecte directement, crée autour de lui une ambiance d'insécurité. Les employeurs se demandent quelles vont être les conséquences financières de ce projet de loi. Est-ce que les cotisations vont encore doubler comme dans le passé? Les travailleurs se demandent si leur protection va s'améliorer. La réponse à ces dernières questions, on la connaît, car les syndicats ont carrément dénoncé l'odieuse de cette partie du projet de loi qui propose de sabrer dans les rentes viagères." (11 h 40)

M. le Président, nous de l'Opposition sommes d'avis, sur cette question de sabrer dans les rentes viagères, que le gouvernement ne prend pas ses responsabilités. Si le gouvernement maintient sa position sur cette disposition du projet de loi, nous, de ce côté de la Chambre, ne pourrions pas voter pour le projet de loi. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Dubuc.

M. Hubert Desbiens

M. Desbiens: Merci, M. le Président. Nous procédons ce matin à l'étude du projet de loi 42, Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Ce projet de loi n'est pas tombé sur notre table de travail comme une feuille au vent. Je rappelle brièvement ce que mon collègue de Gaspé disait il y a quelques instants: Les modifications à la Loi des accidents du travail qui date de 1931 sont à l'étude depuis 1978, à la suite du livre blanc sur la santé et la sécurité du travail qui avait été présenté. En 1979, un premier projet de loi a été soumis au Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre. À la suite de cette étude, il y a eu un remaniement en 1981, un nouveau projet en 1982 et, par la suite, il y a eu des études actuarielles des coûts qui ont été faites.

Finalement, l'automne dernier, en 1983, le ministre soumettait un nouveau projet de loi qui a fait l'objet d'une étude en commission parlementaire, qui a été l'objet d'une consultation de tous les intervenants intéressés dans le milieu québécois, aussi bien des travailleurs que des employeurs. On se retrouve donc aujourd'hui avec le projet réimprimé qui a été déposé en juin dernier, ici même à l'Assemblée nationale.

À ce stade-ci de nos procédures, nous avons, comme députés, à déterminer dans le vote que nous prendrons d'ici à quelques heures si ce projet de loi que nous soumet le ministre du Travail répond aux vœux, aux demandes, aux besoins et surtout aux droits des travailleurs et des travailleuses québécois. Est-ce que les principes qui y sont énoncés vont dans le sens des demandes que nous avons reçues? Je crois bien que tous les députés ici ont eu un ou plusieurs cas, certainement, de citoyens venant les rencontrer pour se plaindre d'une multitude d'aspects de la loi actuelle sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Est-ce que ce projet de loi et les principes qu'on y retrouve concourent à répondre aux besoins et à assurer les droits des travailleurs et des travailleuses?

J'ai entendu évidemment, les discours, pour ne pas dire, la semaine dernière, les élucubrations de certains députés de l'Opposition sur ce projet de loi. Je constate heureusement avec satisfaction - je le souligne - qu'au moins depuis hier j'entends des interventions beaucoup plus sérieuses de la part de l'Opposition qui a soulevé des questions qui m'apparaissent pertinentes, des observations justifiées, mais qui portent en général sur les articles du projet de loi. Or, M. le Président, nous ne sommes pas à l'étude des articles du projet de loi, nous

sommes à l'étude du principe du projet de loi.

Je crois qu'en examinant chacun des principes énoncés, qu'on retrouve toujours dans les notes explicatives d'un projet de loi, je suis d'accord globalement. Ce projet de loi, si je fais un rapprochement, depuis que je suis ici, à l'Assemblée nationale, se rapprocherait, quant à moi, du projet de loi sur l'assurance automobile. On retrouve, d'ailleurs, beaucoup des principes énoncés dans ce projet de loi qui correspondent à ceux qui sont énoncés dans la Loi sur l'assurance automobile.

L'Opposition fait des reproches sur des articles, elle dit qu'il y a des faiblesses, qu'il y a des lacunes, d'accord, mais en parlant toujours des articles. Ça, c'est un fait. Je sais que ce n'est pas parfait; ce ne sera pas parfait, comme n'importe quel projet de loi. Connaissez-vous un seul projet de loi ou un seul règlement qui soit parfait? À ce moment-là, on serait encore, dans l'histoire de l'humanité, à l'étude du premier projet de loi parce que je suis sûr qu'il ne serait pas encore parfait; on serait encore à l'étudier. S'il avait fallu attendre que la Loi sur l'assurance automobile soit parfaite... On sait qu'il a fallu la modifier comme toute autre loi en cours de route. Il faut commencer, il faut faire des pas, à un moment donné.

Devant les récriminations justifiées des travailleurs et des travailleuses, il était plus qu'urgent que ce projet de loi finisse par aboutir et qu'on apporte des modifications. Aujourd'hui, j'aimerais bien savoir qui voudrait abolir l'assurance automobile, bien qu'il se soit trouvé à l'époque toutes sortes de catégories de citoyens pour se prononcer contre ce projet de loi lors de son étude ici à l'Assemblée nationale. Cela se répète aujourd'hui vis-à-vis du projet de loi 42. Des groupes de citoyens, syndicats, patrons ou autres se sont prononcés contre certains aspects du projet. D'ailleurs, ce que nous rapporte l'Opposition, de vieilles coupures de journaux d'il y a six mois, elles ne sont plus vraies aujourd'hui parce que ces mêmes groupes ont vu la réimpression du projet. Ils ont pris connaissance aussi des modifications qui seront encore apportées - le ministre nous en a fait part - lors de l'étude article par article du projet de loi.

M. le Président, nous aurons donc à voter dans quelques heures sur les principes du projet de loi et non sur les articles du projet de loi. À ce sujet, je ne peux que me demander, comme député, si les principes énoncés dans ce projet de loi répondent non pas aux privilèges, mais aux droits des travailleurs et travailleuses du Québec qui sont les malheureuses victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles. Ces droits seront-ils respectés? Les principes énoncés concourent-ils à répondre à ces

questions? Pour cela, je lis les notes explicatives où l'on retrouve justement ces énoncés de principes. Le premier de ces principes, c'est qu'un citoyen travailleur ou travailleuse qui s'est inscrit dans un milieu de travail, qui s'est trouvé un poste probablement permanent et qui a organisé son rythme de vie en conséquence de ses revenus, si, par malheur, un accident doit lui arriver, il est normal que la société lui vienne en aide et qu'elle lui permette de continuer à jouir d'un revenu au moins équivalent à celui qu'il avait au moment où cet accident s'est produit. Dans le projet de loi, je vois que le travailleur devenu incapable d'exercer son emploi en raison d'une lésion professionnelle aura droit à une indemnité de remplacement du revenu égale à 90% du revenu net. Cela répond à ma question. Je suis donc en faveur de cet article, de ce principe et je voterai en conséquence.

Maintenant, en plus du revenu, on sait qu'un travailleur ou une travailleuse peut rester avec une lésion corporelle permanente qui mérite, je crois, dédommagement. Ce droit est-il reconnu? Oui, c'est reconnu. C'est écrit au deuxième paragraphe de la deuxième page: Un travailleur qui subit une atteinte permanente à son intégrité physique ou psychique en raison d'une lésion professionnelle a droit à une indemnité pour dommages corporels. Cela répond donc à la question que je me pose en ce sens. Je voterai donc pour.

Il arrive aussi qu'un accident ou une maladie professionnelle entraîne même la mort d'un responsable de famille, dans certains cas. Les enfants et l'épouse qui se retrouvent du jour au lendemain privés du soutien familial au niveau des revenus seront-ils laissés comme cela, du jour au lendemain, sans protection? La société a un devoir et c'est de s'assurer que les enfants et l'épouse puissent jouir d'une compensation. Est-ce mentionné dans les principes? Oui, M. le Président: Le conjoint du travailleur décédé aura droit à une indemnité qui sera équivalente et ajustée, s'il y a des enfants, selon le nombre d'enfants, et ainsi de suite. Encore là, ce principe est donc reconnu et j'en suis satisfait.

(11 h 50)

Lors d'un accident, il arrivera des pertes ou dommages de vêtements, prothèses, orthèses, etc., et aussi des frais seront encourus par les travailleurs et les travailleuses à cause de cette lésion. C'est un principe qui existe dans la loi actuelle, mais qui est repris dans le présent projet de loi. Donc, ce droit est aussi reconnu. Parfait, j'y vais, je suis d'accord et je vais voter pour cela.

Il est normal aussi - on vient de le dire - que le projet de loi garantisse un revenu suffisant au travailleur victime. Il est

normal que ce travailleur - étant donné la perte de pouvoir d'achat causée par l'inflation - puisse conserver ce pouvoir d'achat. Est-ce que ce droit - parce que c'est un droit quant à moi - est préservé? Oui. En outre, le projet de loi prévoit que les indemnités seront revalorisées chaque année selon l'indice des prix à la consommation. Ce droit de conserver son pouvoir d'achat est reconnu comme principe dans la loi, et je suis d'accord.

Il est normal aussi, pour ce travailleur ou cette travailleuse ou celui qui a subi un accident ou une maladie, de pouvoir - s'il en est capable - retourner à son milieu de travail. Et, pour cela, cela peut nécessiter une période de réadaptation. Je crois que c'est encore là un droit pour le travailleur et la travailleuse et il est également reconnu comme principe dans la loi. Ce projet de loi reconnaît le droit à la réadaptation que requiert son état pour sa réinsertion sociale et professionnelle. Cela va se faire individu par individu. Ce sera selon un plan individualisé de réadaptation - selon les besoins des travailleurs - avec leur collaboration. Tout un programme de réadaptation physique, sociale et professionnelle sera mis sur pied. C'est un autre principe important dans le projet de loi qui va faire en sorte que ce projet de loi va répondre aux besoins, aux demandes des travailleurs. Alors, M. le Président, quand je voterai là-dessus dans quelques heures, je voterai pour ce principe.

Le droit à l'assistance médicale est-il reconnu dans le projet de loi? Oui, M. le Président, il est reconnu. Plus que cela, on sait, par des cas que nous avons dans nos bureaux de comté, combien cela crée des problèmes aux travailleurs et aux travailleuses et combien on a eu de plaintes au sujet, par exemple, du choix du médecin. Le projet de loi prévoit que le droit à l'assistance médicale que requiert l'état du travailleur, à la suite de sa lésion, soit reconnu et que le médecin qui va être choisi et qui va déterminer la capacité, ce sera celui que le travailleur aura choisi. Ce droit est reconnu, c'est excessivement important, quant à moi, parce qu'il y a toujours eu beaucoup de plaintes là-dessus qui ont été portées à mon attention. Donc, je voterai en faveur de cela.

Et s'il y a contestation - de la part de la CSST, par exemple, de l'employeur - du rapport médical fourni par le médecin du travailleur, il y aura un droit d'appel par un arbitre, qui ne sera pas désigné par la CSST, mais qui sera désigné par le ministre. Ce qui est important, c'est que cet arbitre devra rendre réponse dans les 30 jours, c'est-à-dire dans un temps limité et le plus bref possible. Vous savez à quel point on a des plaintes également de la part de travailleurs sur la longueur des procédures, sur le temps que

cela prend avant d'avoir des réponses. J'aurai à voter sur ce principe et cela répond à ce qu'on m'a dit à mon bureau de comté, cela répond à des demandes de travailleurs lésés. Je suis d'accord.

Le travailleur, M. le Président, doit aussi avoir le droit de retourner au travail et d'être réintégré s'il en est capable. Toutes les maladies ou tous les accidents ne rendent pas tous les travailleurs absolument incapables de reprendre leur ancien travail. Donc, il y a un droit qui est important et qui est reconnu, c'est de réintégrer son emploi ou un emploi équivalent. C'est un droit qui est reconnu comme principe du projet de loi et qui devra, dans l'étude du projet de loi article par article, se retrouver. C'est un droit et un principe avec lequel je suis d'accord.

À cet égard, quand on parle des travailleurs de la construction, on va même jusqu'à dire, on reconnaît qu'aucun délai ne limitera l'exercice des droits qu'ont ces autres travailleurs de la construction. Par exemple, il aura quand même droit, s'il n'a pu travailler dans la construction pendant un an, à sa carte d'apprenti, de salarié de la construction ou à son certificat de classification. C'est un droit important. C'est un droit qu'on retrouve dans les principes du projet de loi.

M. le Président, il arrive que des réponses ou des décisions qui seront rendues par la CSST ne satisferont pas les citoyens, le travailleur ou la travailleuse qui ont été victimes d'accident ou de maladie. À ce moment-là, le travailleur ou la travailleuse aura le droit de demander une révision administrative. Contrairement à ce que disait un député de l'Opposition ce matin, ce qui me plaît beaucoup, au contraire, comme député d'une région périphérique, c'est le fait qu'il y aura un bureau de la commission... Il y a aura d'abord une commission d'appel qui sera indépendante de la CSST et cette commission aura un bureau dans chacune des régions administratives. Peut-être que la députée de L'Acadie qui est de la région de Montréal n'a pas le même sentiment à l'égard des cours d'appel et des tribunaux administratifs, en général, qui siègent soit à Montréal ou à Québec, mais, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, c'est important pour nous et sans doute dans les régions périphériques autres que la nôtre. C'est un article important. Cela me plaît particulièrement de voir que cette commission d'appel en matière de santé et de sécurité du travail aura un bureau dans chaque région du Québec afin de recevoir tout près les gens qui ont à faire appel devant cette commission.

Enfin, M. le Président - et là, je suis resté un peu surpris - on a beaucoup critiqué, du côté de l'Opposition, la réglementation qu'on va retrouver dans ce

projet de loi. Je ne comprends pas son attitude. La loi actuelle de la CSST prévoit 26 sujets de réglementation. La réglementation de la CSST, aujourd'hui, est quelque chose qui... C'est cela, la réglementation de la CSST aujourd'hui. Il y a 26 sujets de réglementation, alors que, dans la nouvelle loi, il y aura cinq sujets de réglementation. S'il y a une chose sur laquelle on est d'accord, je pense, des deux côtés de la Chambre, c'est qu'on diminue la réglementation au maximum. Les Québécois sont les citoyens les plus réglementés au monde. On fait des efforts en ce sens au gouvernement pour diminuer la réglementation. On fait un effort particulier dans le cas du projet de loi 42. On a un exemple où on a une action qui est produite et qui va diminuer considérablement... Au lieu d'une brique de réglementation comme celle-ci - 26 sujets de réglementation - ce sera peut-être une brique comme celle-là; il y en aura seulement cinq. On fait un effort considérable de déréglementation, et l'Opposition ne semble pas d'accord avec cela. Je ne comprends plus rien. C'est un aspect très important qui est d'ailleurs reconnu dans les principes du projet de loi, à la dernière page: "Ce projet de loi confère à la commission quelques pouvoirs réglementaires." En fait, c'est une diminution de 26 à 5 pouvoirs réglementaires qui seront laissés à la CSST.

Tous ces droits, parce que c'est une assurance, la Loi sur les accidents du travail... C'est une assurance pour les travailleurs et les travailleuses du Québec de pouvoir jouir et de pouvoir recevoir des compensations à la suite d'un malheur qui peut se produire en milieu de travail. C'est une assurance, un peu comme l'assurance automobile. Dans ce cadre-là, quand je regarde tous les principes qu'on vient d'examiner ensemble et que je constate que tous ces principes - parce que je le répète, c'est là-dessus qu'on a à voter, ce n'est pas sur les articles qu'on a à voter dans quelques jours... C'est sur les principes de la loi. C'est cela, notre travail, pour l'instant. Quand je constate que les principes qui sont énoncés là vont permettre de concourir à répondre aux vrais besoins, aux vœux et aux droits des travailleurs qui sont victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles, je dis, M. le Président, que je vais voter oui et à deux mains dans certains cas. Quand je regarde seulement la déréglementation qu'il y a déjà là-dedans, ce serait suffisait pour m'inciter à voter favorablement. On verra, par ailleurs... J'ai écouté les discours de l'Opposition, mais il semble qu'elle ne soit pas prête à voter favorablement. Ce sont des demandes des citoyens maintes fois répétées et je ne peux que dire oui, M. le Président. Merci.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Sauvé.
(12 heures)

M. Marcel Parent

M. Parent: M. le Président, il y a à peine trois semaines, je faisais mon entrée à l'Assemblée nationale. Grâce à vous, j'avais l'avantage de m'adresser à mes collègues de l'Assemblée nationale, de communiquer un message aux gens de mon comté et, par la présence de la télévision en cette Chambre, de m'adresser à tous les Québécois. Je leur disais pourquoi j'étais venu en politique, ce qui avait motivé ma venue ici, à l'Assemblée nationale. Entre autres, je parlais d'aider les plus démunis et je préconisais la justice et l'équité pour tous. Je pense que c'est un moment rêvé pour quelqu'un qui est motivé comme je le suis pour intervenir sur un projet de loi tel que le projet de loi 42 qui devrait avoir pour objectif l'amélioration de la qualité de vie des travailleurs du Québec et leur protection.

Je vais tâcher de commenter ce projet de loi et de le critiquer, de le critiquer d'une façon constructive pour le rendre meilleur, plus juste et, peut-être, plus près de la réalité sociale et économique du Québec. Ce projet de loi, j'aurais préféré qu'il soit beaucoup plus avant-gardiste, plus près de la réalité, plus libéral. Ce projet de loi, si on le compare avec l'ancienne Loi sur les accidents du travail, on ne peut pas dire qu'il innove beaucoup. On peut dire qu'il est plus lourd que l'ancienne loi et qu'il va provoquer de la tatillonnerie, de la paperasserie et des problèmes administratifs difficilement compréhensibles. Ce projet de loi, à mon avis, n'était pas nécessaire car il n'améliore pas l'ancienne loi. Au contraire, il est défavorable aux travailleurs sous plusieurs aspects.

Je vais essayer d'énumérer quelques facettes de ce projet de loi, lesquelles, à mon avis, n'aident pas le travailleur québécois et n'aident pas non plus l'employeur québécois qui devra en défrayer les coûts. On a pratiquement aboli la rente à vie pour la remplacer par le versement d'un montant forfaitaire à l'employé qui a subi un préjudice et qui souffre d'une incapacité permanente. Au lieu de lui garantir un versement mensuel jusqu'à la fin de ses jours, ou jusqu'à la fin de son incapacité, on a introduit le versement d'un montant forfaitaire laissant à l'individu victime d'un accident du travail le soin d'administrer ce montant.

Je pense que le gouvernement n'a pas été prudent et qu'il a préjugé de la sagesse de la victime. Il n'est pas tout à fait certain que le fait de verser 50 000 \$ à un individu en lui disant: Voilà, en fonction de l'étude de ton cas et de l'évaluation de ton degré

d'invalidité, on te remet ce montant d'argent et administre-le de façon à recevoir une rente jusqu'à la fin de tes jours... Je pense qu'il était téméraire de penser que chaque Québécois a les possibilités et le talent d'administrer de façon saine et rationnelle ces montants d'argent. Cette politique, qui semble généreuse envers le travailleur québécois, est une politique qui ne l'aide pas. Nous retrouverons ces gens-là, en grande majorité, dans cinq ou dix ans, à la porte des bureaux d'aide sociale. Ils seront des assistés sociaux chroniques jusqu'à la fin de leurs jours.

Je pense qu'un gouvernement qui se vante d'être pour la social-démocratie aurait pu faire un effort pour répondre plus adéquatement aux nécessités des travailleurs québécois.

Nous trouvons ce projet de loi tatillon et compliqué. S'il est adopté cette nouvelle loi sera plus lourde à administrer que l'ancienne loi. Encore si c'était du pareil au même, si c'était du statu quo! Mais non, c'est pire. On y retrouve aussi la quasi-impossibilité pour le travailleur québécois de consulter un spécialiste de la santé de son choix.

D'autre part, ce projet de loi est déplorable pour l'employeur qui en défraie les coûts, tant au plan pécuniaire qu'au plan des ressources humaines. C'est la prise en charge par l'employeur des coûts des accidents survenus à certains travailleurs alors que l'employeur n'exerce aucun contrôle sur ceux-ci. Supposons que je sois un employeur et que j'aie des employés qui travaillent pour moi de 8 heures du matin à 5 heures du soir. Si un employé décide, de sa propre initiative, de venir à mon bureau ou à mon usine le soir et qu'il est blessé j'en suis tenu responsable alors que je n'ai aucun contrôle sur les allées et venues de cet individu.

La révision administrative rend la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec - la CSST - juge et partie.

Je suis aussi intrigué par la nouvelle définition d'un accident. Cette nouvelle définition permettra d'imputer aux employeurs des coûts qui n'ont rien à voir avec leur responsabilité. Par exemple, en élargissant la couverture de la CSST à des accidents survenus sur le terrain de l'entreprise à des personnes qui ne sont pas au travail. Vous avez tous entendu parler de la compagnie X ou Y qui organise les loisirs de ses employés. En période de récréation, en période de loisirs, en période de non-travail l'employé se blesse sur le terrain de l'usine, sur la patinoire ou sur le terrain de volley-ball. Qui est responsable? C'est le propriétaire, l'employeur. Je pense que c'était très sain de vouloir protéger le travailleur et de rendre l'employeur plus

responsable, mais il aurait fallu y mettre un peu plus de discernement.

Il y a aussi la base retenue pour calculer l'indemnité de remplacement du revenu. Ceci permettra à certains travailleurs de justifier une indemnité plus élevée que le revenu qu'ils touchaient lors de l'accident, ce qui constitue, je crois, une invitation à l'imprudence et à des maladies qui n'en sont pas toujours.

Un pompier ou un policier qui a un travail d'appoint, qui est jardinier en dehors de ses heures de travail, à un taux horaire moindre que son travail principal, et qui se blesse dans son travail secondaire aura droit de réclamer une indemnité équivalant à 90% de son salaire principal. Voyons donc! Si je suis un policier gagnant 25 000 \$ par année, que je travaille pour un entrepreneur en faisant du jardinage le samedi pour 5000 \$ ou 10 000 \$ par année, et que je me blesse dans les travaux de jardinage, je pourrai réclamer 90% de mon salaire principal alors que ces indemnités sont défrayées par l'employeur.

Je me demande si le gouvernement a été conscient. Il a voulu protéger le travailleur; il a voulu donner à l'employeur, au patron, une responsabilité. Mais ce gouvernement est-il tellement coupé de la réalité pour croire que c'est logique? Est-ce qu'il a analysé la capacité de payer de l'employeur? C'est beau de protéger le travailleur, il en a besoin, mais il ne faut quand même pas l'inciter à utiliser le système.

Le régime qu'on nous présente n'offre pas de garanties suffisantes pour témoigner d'une volonté politique claire et déterminée d'améliorer le sort réservé au travailleur handicapé par le travail.

Nous déplorons le fait que le projet de loi 42 contienne plusieurs reculs substantiels en rapport avec les droits qui sont reconnus aux accidentés du travail en vertu de la loi actuelle. Donc, entre la proposition gouvernementale que nous avons devant nous et la loi actuelle, nous privilégions nettement la loi actuelle, mais améliorée, bonifiée à la lueur des interventions qui ont été faites en commission parlementaire et qui sont faites actuellement par l'Opposition.

(12 h 10)

Ce qui est plus déplorable, cependant, c'est qu'on soit passé d'une loi à une autre sans s'arrêter a priori à l'un des principes de base du premier livre blanc et de la loi 17 qui en a découlé. M. le Président, le respect et la santé des travailleuses et des travailleurs... Comme le disait dans son mémoire le Syndicat professionnel des infirmiers et infirmières du Québec, la santé étant synonyme d'un état complet de bien-être physique, mental et social, eh bien, je pense qu'on a oublié cela. On a bifurqué, on a glissé à côté.

Un des éléments de ce projet de loi qui nous laisse aussi sceptique, c'est la ségrégation que l'on semble encourager envers certains professionnels de la santé. Vous savez comme moi que très nombreux sont les bénéficiaires de la Loi sur les accidents du travail qui souffrent de maux de dos ou qui disent avoir des problèmes de colonne vertébrale. Malgré tout cela et aussi inconcevable que cela puisse paraître, le projet de loi 42 est, à prime abord, discriminatoire envers les chiropraticiens du Québec. La chiropratique est exercée depuis presque 50 ans au Québec. Cependant, ce n'est qu'en 1973 qu'elle a été légalisée et élevée au rang de profession reconnue par le Code des professions et par la Loi sur la chiropratique. Par le biais de ces deux lois, le législateur a fait du chiropraticien un professionnel à part entière, habilité à dispenser des soins et à en déterminer l'indication ou la non-indication par des examens cliniques et radiologiques. Il est autorisé à faire ces examens sur ses clients. Le chiropraticien est donc un professionnel. Il est reconnu depuis 1973 comme un professionnel de premier contact que le public peut consulter et aller rencontrer pour obtenir des ordonnances ou pour se faire référer à d'autres catégories de professionnels.

Cependant, ce statut de professionnel de la santé accordé au chiropraticien par le législateur n'est absolument pas respecté dans cette présente loi, et c'est inconcevable. On dit à un professionnel: On vous reconnaît votre qualité de professionnel; on vous reconnaît un droit d'intervention de première ligne. On sait que la spécialité de ces gens-là, c'est le traitement de la colonne vertébrale. On sait tous les maux de dos qui affligent les travailleurs québécois actuellement et on leur dit: Dans cette loi, vous n'êtes pas présents; ce n'est pas votre place. Eh bien, la valeur de la chiropratique a été reconnue par une loi en 1973, je le disais tout à l'heure. Il est incompréhensible et inacceptable que le gouvernement persiste à ignorer nos chiropraticiens, surtout dans le domaine des accidents du travail.

Il appert, à la lecture du Code des professions et des autres lois qui régissent les corporations professionnelles, que le législateur a voulu établir une égalité - retenez bien cela - entre les membres de ces corporations. Il n'existe pas, en effet, de catégorie de professionnels de la santé, surtout en ce qui concerne les personnes habilitées à traiter les patients en premier contact, qui soient supérieurs aux autres. Cette égalité entre les professionnels du Québec n'est cependant pas respectée par les organismes qui administrent les services de santé publique, au contraire. En regardant la façon dont les chiropraticiens sont systématiquement exclus par l'État de tous

les domaines qui concernent la santé publique, la discrimination dont ils sont l'objet apparaît clairement évidente et, en ce sens, spécialement dans ce présent projet de loi 42, qui est une autre loi dans laquelle le législateur québécois persiste à ignorer le droit et le statut qu'il a déjà conférés au chiropraticien.

Ce projet de loi, à l'article 129, dit: "Le travailleur a droit aux soins de l'établissement de santé et du professionnel de la santé de son choix." Ce libre choix que l'article 129 semble donner aux travailleurs, il le supprime en même temps en ce qui concerne la visite et les soins donnés par les chiropraticiens. Dans la mesure où le chiropraticien n'est pas considéré comme un professionnel de la santé dans la loi, il apparaît inacceptable que l'on impose aux employeurs et indirectement aux travailleurs le versement de cotisations pour couvrir des soins de santé dont les travailleurs pourront avoir besoin en cas d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, et que l'on affecte ces cotisations par la suite à la couverture de certains services de santé dont le choix est déterminé arbitrairement par l'État. Cette façon d'agir du gouvernement constitue une forme de dirigisme selon laquelle il effectue un choix à même les fonds des contribuables au profit de certaines catégories de professionnels à qui le législateur du Code des professions et des lois régissant les professionnels de la santé n'a pourtant pas reconnu de supériorité par rapport aux autres professions de premier contact. On pourrait toujours soutenir facilement que le travailleur reste libre de consulter un chiropraticien, s'il le désire et s'il est prêt lui-même à défrayer le coût de ses traitements. Or, dans la mesure où le gouvernement affecte des fonds versés par les employeurs à certaines catégories de services de santé bien spécifiques, la liberté des travailleurs accidentés d'aller consulter un autre type de professionnel, dont les services ne sont pas défrayés par la Commission de la santé et de la sécurité du travail, s'avère illusoire.

Il en résulte que seules les personnes bien nanties pourront profiter des soins des chiropraticiens et que des classes entières de travailleurs vont s'en priver. La liberté de choix du professionnel, décrétée à l'article 129 du projet de loi 42, apparaît donc comme un mythe dont seuls les gens aisés pourront profiter. Il en résulte que les travailleurs font face à la même situation que celle que le gouvernement lui-même déplorait avant l'adoption de la Loi sur l'assurance-maladie. Nous soumettons donc que l'article 126 du projet de loi 42 limite dans une large mesure le choix du professionnel de la santé, établi à l'article 129 de ce projet de loi, puisqu'il soumet le droit des travailleurs aux soins chiropratiques

à un pouvoir décisionnel, arbitraire de la commission.

Au moment où le gouvernement doit se pencher sur l'opportunité d'inclure dans l'assistance qu'il désire accorder aux accidentés du travail un type de soins en particulier, en l'occurrence, les soins de la chiropratique, il apparaît intéressant d'examiner ce qui en est dans les autres provinces canadiennes à ce sujet. La chiropratique est reconnue en tant que profession dans neuf provinces canadiennes. Seule Terre-Neuve n'a pas présentement de loi régissant la chiropratique. Des neuf provinces canadiennes qui reconnaissent la profession, l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta, la Colombie britannique, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick accordent - c'est là que c'est important - dans leurs lois respectives sur les accidents du travail un droit officiel aux travailleurs accidentés de recevoir des soins de chiropratique.

Les chiropraticiens du Québec ne sont-ils pas aussi compétents et ne sont-ils pas aussi prêts à répondre aux besoins des Québécois que les chiropraticiens des autres provinces? Pourquoi nous, au Québec, avons-nous des chiropraticiens de deuxième classe? Ces gens ont suivi les mêmes cours, ils ont la même compétence. Je ne veux pas ici porter un jugement de valeur sur la capacité des chiropraticiens par rapport à la capacité d'autres intervenants dans le domaine de la santé, mais justement vous dire une chose: lorsqu'on reconnaît un type comme professionnel et qu'on lui reconnaît un droit d'intervention de première ligne, on doit y aller jusqu'au bout. Lorsqu'on est un homme, on est un homme; lorsqu'on est une femme, on est une femme. Généralement, c'est cela. Il y en a quelques-uns, pas de ce côté-ci.

Le devoir d'un gouvernement, lorsqu'il propose une nouvelle loi, je pense que c'est de s'assurer que cette loi fasse l'objet d'un consensus acceptable de la part des principaux intervenants et de s'assurer aussi qu'elle soit voulue par l'ensemble de la population. Je pense que c'est la manière de travailler en démocratie. Une loi est faite pour aider, une loi est faite pour améliorer. Elle n'est pas faite spécifiquement pour administrer et pour gérer.

Dans le cas présent, contrairement à mon collègue de Dubuc, je ne voterai pas aveuglément et automatiquement pour le projet de loi 42. Si le gouvernement tient compte des intervenants en commission parlementaire, s'il tient compte des interventions du côté de l'Opposition, alors, je voterai pour le plus grand bien des citoyens du Québec, pour le plus grand bien des travailleurs du Québec selon le message qui nous sera présenté dans le projet de loi final. Merci.

Le **Vice-Président** (M. Rancourt): M. le député de Jeanne-Mance.

M. Bissonnet: Après avoir entendu l'excellent exposé du député de Sauvé, je voudrais, en vertu des règles de procédure de cette Assemblée, proposer l'ajournement du débat.

Le **Vice-Président** (M. Rancourt): Est-ce que cette motion d'ajournement est adoptée? Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Blouin: Puisqu'il s'agit d'une entente entre les partis, afin de bien informer les membres de cette Assemblée, je précise que comme le prévoit l'article 284 la commission du budget et de l'administration s'est réunie pour étudier la politique budgétaire et l'évolution des finances publiques. Demain, nous commencerons donc les affaires du jour par un débat d'une heure visant à prendre en considération le rapport de cette commission. Par la suite, nous poursuivrons le débat que nous ajournons actuellement qui porte sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Maintenant, nous abordons un débat portant sur les finances municipales et, à cet égard, je vous demande d'appeler l'article 10 du feuillet, s'il vous plaît.
(12 h 20)

Projet de loi 2

Adoption du principe

Le **Vice-Président** (M. Rancourt): Nous allons maintenant étudier le principe du projet de loi 2, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales. M. le ministre des Affaires municipales.

M. Alain Marcoux

M. Marcoux: M. le Président, si j'avais à qualifier le projet de loi que je vais défendre, je dirais que c'est un bijou de loi. C'est exactement le genre de projet de loi qu'attend le monde municipal.

Ceci pour vous dire que je ne cache pas la joie que j'ai à présenter le projet de loi 2, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales, qu'on appelle communément projet de loi sur les approbations administratives, c'est-à-dire la série d'approbations que devaient demander les municipalités au ministre des Affaires municipales ou à la Commission municipale du Québec auparavant. En effet, s'il y a un sujet qui fait l'unanimité dans le monde municipal, c'est bien celui des contrôles excessifs qu'exerce le gouvernement sur

l'administration des municipalités. Or, ce projet de loi s'attaque véritablement à ce problème et propose l'élimination d'un grand nombre d'approbations administratives gouvernementales à l'égard des décisions prises par les élus et les employés des municipalités.

Si je devais résumer en trois mots tout ce que sous-tend ce projet de loi, je dirais: confiance, simplification et autonomie. Confiance aux administrateurs municipaux qui ont acquis au fil des ans une expertise très diversifiée et une indiscutable compétence, confiance aux corporations municipales qui ont accepté d'exercer des pouvoirs de plus en plus réels et de plus en plus divers et qui les ont assumés avec souplesse et débrouillardise. Depuis 1978 en particulier, les municipalités ont pris à charge des responsabilités fiscales nettement plus grandes, une large part du pouvoir d'aménagement et une revitalisation de la démocratie dans leur milieu et cela, sans écueil et sans bouleversement de la vie rurale et urbaine.

Confiance en la gestion financière des municipalités qui ont traversé la crise économique sans alourdir leur déficit et sans hypothéquer leur avenir. Cette compétence financière nous commande maintenant de leur laisser une plus grande latitude.

Confiance en la participation des citoyens à la vie municipale et en la vigilance des contribuables à l'égard des élus locaux. Ces contribuables sont maintenant en mesure d'exercer adéquatement les contrôles appropriés sur les finances municipales et d'assumer à la place du gouvernement une responsabilité qui leur revient de plein droit.

Confiance enfin en la démocratie qui est le meilleur gage de la saine administration. Bien sûr, le jeu démocratique favorisera, à l'occasion, l'émergence de gens excessifs, mais le même exercice démocratique les répudiera à la prochaine séance ou à la prochaine occasion, rétablissant ainsi l'équilibre fondamental des institutions municipales.

Ce projet de loi, M. le Président, repose sur la confiance que ce gouvernement a des hommes et des femmes qui travaillent dans les organismes municipaux. C'est le prérequis essentiel.

Je dis confiance et aussi simplification. Simplification de l'administration municipale en éliminant 9000 approbations gouvernementales par année sur les 13 000 environ nécessaires actuellement.

Simplification en n'obligeant plus les municipalités à soumettre au ministre des Affaires municipales et à la Commission municipale du Québec 42 types d'actes administratifs. Dorénavant, ces gestes administratifs seront posés par les municipalités sans approbation gouvernementale. En somme, ce projet de loi

va réduire de 13 000 à 4000 environ les approbations administratives nécessaires de la part du ministre des Affaires municipales et va supprimer 42 sortes d'approbation actuellement nécessaires.

Simplification en faisant disparaître la double approbation du ministre des Affaires municipales et celle de la Commission municipale. Pour les 4000 approbations qui demeurent, les municipalités ne s'adresseront qu'au ministre des Affaires municipales.

Simplification également pour mettre fin au contrôle tatillon et souvent inutile du gouvernement sur les décisions des élus municipaux. Ces milliers de contrôles embourbent les administrations municipales, occasionnent des délais embarrassants et finissent par exacerber les administrateurs municipaux. Ce projet de loi fera passer de 13 000 à 4000 le nombre d'approbations administratives auxquelles devront se soumettre les municipalités. C'est un effort considérable de simplification de l'administration municipale et de simplification de la vie municipale elle-même.

Je dis confiance, simplification et autonomie, une autonomie que les municipalités ont gagnée par morceaux et qui, avec ce projet de loi, s'affirmera de plus en plus dans la vie quotidienne; une autonomie des municipalités qui ont atteint la pleine maturité de leur compétence et qui doivent maintenant conquérir la liberté d'agir avec efficacité; une autonomie pour mieux répondre aux besoins variés des contribuables, aux situations imprévisibles et aux responsabilités croissantes des institutions municipales; une autonomie pour intéresser des candidats et des candidates de valeur aux postes d'élus et d'administrateurs municipaux; une autonomie par respect de ces personnes à qui le gouvernement du Québec confie des tâches de plus en plus importantes et qui, à bien des égards, sont des partenaires fiables et responsables. Oui, le projet de loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales accroîtra sensiblement l'autonomie des municipalités parce qu'elles seront en mesure de prendre seules de nombreuses responsabilités qu'elles doivent présentement soumettre à l'approbation du gouvernement.

Ce projet de loi a fondamentalement trois effets. Le premier effet est d'éliminer complètement un grand nombre d'approbations administratives; le deuxième effet est de faire disparaître la double approbation de la Commission municipale en plus de celle du ministre des Affaires municipales et le troisième effet est d'améliorer la gestion interne des municipalités, particulièrement au chapitre de l'information des citoyens. Si le projet de loi a 324 articles et une annexe de 20 pages,

c'est essentiellement à cause de la complexité des lois municipales. Pour permettre aux organismes municipaux de pouvoir contracter des emprunts temporaires, pour ce seul changement - un article ou un amendement - il faut amender quatorze lois municipales. Il y a donc, dans le projet de loi 2, de nombreuses et fastidieuses répétitions qui augmentent considérablement le volume du texte législatif. Pour l'ensemble du projet de loi, il faut amender 23 lois et 103 chartes privées des municipalités. C'est un travail colossal et je rends hommage aux légistes du ministère des Affaires municipales qui ont effectué ce travail de moine. Plus que n'importe quel discours, la présentation du projet de loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales illustre l'importance et l'urgence de simplifier et de bonifier les lois municipales. Nous entreprenons d'ailleurs, dès la présente session, ce travail de refonte et de révision des lois municipales.

Mais revenons-en au projet de loi 2. Quelles sont les approbations qui disparaissent? Pour donner des exemples, j'ai indiqué tantôt qu'il y avait 42 sortes d'approbation qui ne seront plus données par le ministre ou la Commission municipale et qui ne seront plus nécessaires. Nous proposons, dans le projet de loi 2, de soustraire de façon définitive les municipalités de l'obligation d'obtenir du gouvernement l'approbation de poser certains gestes administratifs dans les matières suivantes: les engagements financiers, la gestion des emprunts et la gestion des opérations. Les municipalités, par exemple, pourront de leur propre initiative et sans demander à qui que ce soit à Québec contracter des emprunts temporaires en attendant l'émission d'obligations ou une subvention quelconque. Avant, toute municipalité devait exiger l'approbation du ministre des Affaires municipales pour contracter un emprunt temporaire. À partir de janvier 1985, nous espérons qu'elles pourront faire ces emprunts temporaires d'elles-mêmes, sans approbation.

Nous supprimons également l'obligation d'avoir une approbation du ministre des Affaires municipales pour signer des contrats pour une durée inférieure à 36 mois. Combien de contrats de déneigement, d'entretien, de collecte des ordures ménagères, etc., seront signés sans attendre la sanction de Québec? Également, il ne sera plus nécessaire d'avoir l'approbation du ministre, premièrement, pour conclure une entente avec la Société québécoise d'assainissement des eaux; deuxièmement, pour créer un fonds de roulement et l'augmenter au besoin; cela fait partie des principes élémentaires de saine gestion; actuellement, une municipalité doit obtenir l'approbation du ministre pour augmenter son

fonds de roulement, pour modifier un règlement d'emprunt lorsque cela ne change pas l'objet du règlement et la charge des contribuables. Pourquoi maintenir le contrôle de l'État si la cause et les conséquences du règlement d'emprunt ne changent pas? Troisièmement, pour rembourser plus rapidement un emprunt; à quoi bon sanctionner la vertu? Également, il ne sera plus nécessaire d'avoir l'approbation du ministre pour émettre des obligations avec une prolongation de douze mois du terme de l'emprunt. Il est parfois souhaitable de rembourser un emprunt sur 21 ans plutôt que 20 ans. Cette discrétion peut être laissée aux municipalités sans mettre en péril leur santé financière. Également, pour emprunter à un taux différent, plus ou moins élevé que celui fixé dans le règlement. Imaginez si une municipalité avait passé un règlement d'emprunt au moment où les taux d'intérêt s'élevaient à 13,5% et qu'ils auraient diminué ensuite à 12,5%... Pour contracter l'emprunt, elle doit demander l'approbation du ministre des Affaires municipales. Cette exigence ne sera plus nécessaire dorénavant. Si les taux d'intérêt changent, il faut donner aux municipalités la souplesse de décider si elles maintiennent leur décision d'emprunter ou si elles y renoncent.
(12 h 30)

Lorsqu'une municipalité voudra emprunter au fonds de roulement pour financer temporairement des dépenses d'immobilisation, elle pourra le faire sans autorisation. Cela se fait couramment dans l'entreprise privée. Pourquoi ne pas permettre aux municipalités de se servir librement de ce procédé plutôt que de contracter un emprunt à l'extérieur ou d'attendre l'émission d'obligations? En somme, les municipalités pourront financer des dépenses d'immobilisation à partir de leur fonds général, dans une certaine mesure.

De plus, les municipalités pourront disposer de biens autrement que par enchère ou soumissions publiques. Un simple avis public informant les contribuables peut être beaucoup plus pratique et tout aussi démocratique, dans certains cas, que le processus de soumissions publiques.

Les municipalités pourront fixer elles-mêmes le pourcentage du budget annuel qui pourra être consacré à des fins socioculturelles et communautaires. Actuellement, c'est le ministre des Affaires municipales qui doit ratifier le règlement municipal disant que 5%, 7% ou 10% du budget pourra être consacré à des fins socioculturelles ou communautaires. Dorénavant, elles pourront établir ce pourcentage elles-mêmes sans approbation et verser librement des subventions aux organismes charitables. Pourquoi normaliser la générosité? Pourquoi plafonner, comme c'est le cas actuellement, le niveau de

dépenses de cette nature? C'est une forme de paternalisme qui n'a plus sa raison d'être.

Les municipalités pourront également signer, sans autre forme de procès, un bail ou un acte de cession d'un immeuble municipal à des fins de services sociaux.

Les municipalités pourront aussi engager et destituer un vérificateur. La Commission municipale du Québec peut-elle juger plus adéquatement qu'un conseil municipal de la compétence d'un vérificateur et de la qualité de son travail?

Les municipalités pourront effectuer un virement de solde d'un règlement d'emprunt. Il arrive souvent que les travaux aient coûté moins cher que prévu et que les municipalités demandent au ministre des Affaires municipales et à la Commission municipale du Québec l'autorisation de réduire, à même ce solde, la dette résultant de l'emprunt. Dorénavant, la réduction de l'emprunt ne nécessitera pas d'approbation. Les municipalités pourront même verser le solde de l'emprunt au fonds général lorsqu'il n'y a plus de dette.

Les municipalités auront le droit de poursuivre les travaux lorsque les dépenses excèdent le montant du règlement d'emprunt. La municipalité pourra d'elle-même combler le manque à dépenser en puisant dans son fonds général.

La municipalité pourra dorénavant déléguer son pouvoir de dépenser. Dans n'importe quelle administration, l'autorité peut déléguer son pouvoir d'autoriser une dépense. Pourquoi obliger le conseil municipal à autoriser les dépenses les plus routinières, les frais inévitables et les obligations contractuelles de la municipalité?

La municipalité pourra dorénavant disposer de crédits lorsque des circonstances exceptionnelles empêchent l'adoption du budget. Si le budget ne peut être adopté pour le 1er janvier, le bon sens commande que la municipalité puisse avoir les crédits nécessaires pour assumer ses responsabilités. Faut-il attendre quatre ou cinq semaines avant d'obtenir l'approbation du ministre?

Un autre exemple de règlement que le ministre devait approuver jusqu'à maintenant: lorsqu'une municipalité décide d'adopter un règlement de fermeture de rue, cela remonte jusqu'au ministre des Affaires municipales pour obtenir l'approbation. Et j'en passe: il y en a 42 sortes.

Le projet de loi élimine également les approbations pour contracter un emprunt par annuités, pour tenir en dehors du Québec un registre servant à inscrire les détenteurs d'obligations, pour aliéner un immeuble, pour émettre des billets promissoires, etc.

En un mot, le projet de loi 2 accorde aux municipalités la latitude financière normale qu'on donne aux administrateurs responsables. Dorénavant, les municipalités auront les coudées suffisamment franches

pour réagir efficacement aux problèmes auxquels elles sont confrontées et pour gérer sans interférence indue les deniers publics.

Par un autre aspect du projet de loi, nous voulons favoriser la participation des citoyens. Le projet de loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales - je le répète - allège considérablement les contrôles exercés par le gouvernement sur les administrations municipales. Il donne, en contrepartie, un meilleur droit de regard aux contribuables sur la gestion des finances de leur municipalité. Quatre mesures législatives visent particulièrement cet objectif de favoriser la participation des citoyens par une meilleure information des citoyens.

Une première mesure législative: le trésorier de la municipalité devra déposer devant le conseil, à tous les trois mois, un état des revenus et des dépenses par rapport aux prévisions budgétaires. De cette façon, les contribuables qui ont accès aux séances du conseil pourront suivre l'évolution des comptes de la municipalité et, au besoin, exercer des pressions pour rectifier le tir.

Un deuxième changement législatif pour favoriser la participation du citoyen et son information: le rapport financier annuel de la municipalité sera uniformisé et devra comprendre, entre autres, les états financiers et le calcul du taux global de taxation.

Un troisième changement: un vérificateur impartial devra produire chaque année un rapport indiquant que les états financiers reflètent fidèlement la situation financière de la municipalité. Ce rapport sera déposé au conseil et, par conséquent, rendu public.

Un quatrième changement pour améliorer l'information des citoyens: pour certains actes administratifs, la municipalité devra publier des avis publics pour disposer, par exemple, de biens autrement que par enchère ou soumission publique et notamment pour aliéner un immeuble.

Ces mesures sont toutes axées vers l'amélioration de l'information au citoyen. Les municipalités sont des institutions démocratiques et leur administration doit être transparente. Les contribuables doivent être en mesure de connaître les engagements financiers de leur municipalité, de les approuver ou de les critiquer librement.

D'aucuns diront que le fardeau administratif des municipalités que nous soulageons en éliminant un grand nombre d'approbations administratives, nous l'alourdissons par ces mesures de transparence. C'est exagéré. La production des rapports financiers fait déjà partie des obligations actuelles des municipalités. Nous ne faisons que normaliser cette pratique afin que les rapports soient compréhensibles pour les citoyens qui ne sont pas comptables.

Ces nouvelles règles sont beaucoup

moins contraignantes que les milliers d'approbations actuelles. Il faut dire aussi que les administrateurs municipaux gèrent des fonds publics et qu'ils doivent périodiquement rendre des comptes. Les contribuables ont le droit de savoir à quelles fins sont utilisées leurs taxes.

Les nouvelles règles de gestion sont déjà pratiquées à peu de chose près par un grand nombre de municipalités du Québec et elles ne constitueront pas une charge importante pour les autres. La démocratie a un certain nombre d'exigences élémentaires.

Un autre effet du projet de loi est d'éliminer la double approbation du ministère des Affaires municipales et de la Commission municipale du Québec. Présentement, toutes les décisions administratives que les municipalités soumettent au ministre des Affaires municipales sont également transmises à la Commission municipale du Québec. Il y a double emploi, ce qui signifie lourdeur, paperasserie et délais.

Nous proposons que, pour 4000 actes administratifs qui continueront de nécessiter l'approbation du gouvernement, ce soit le ministre des Affaires municipales qui accorde cette approbation.

Pour la compréhension des membres de l'Assemblée et du grand public, je crois qu'il est nécessaire d'expliquer comment ces approbations sont données, autrement dit de décrire brièvement par quels cheminements administratifs passent les demandes d'approbation des règlements d'emprunt des municipalités. Lorsqu'il y a des demandes d'approbation de règlement d'emprunt de la part d'une municipalité, ces demandes sont analysées par la Direction générale de l'administration financière qui est une direction du ministère des Affaires municipales qui émet un avis sur l'impact qu'est susceptible de provoquer le règlement d'emprunt sur les finances de la municipalité.

En même temps, le service juridique du ministère des Affaires municipales se prononce sur la légalité du règlement d'emprunt. L'analyse financière, d'une part, et l'analyse juridique, d'autre part, qui, je le répète, ont été préparées toutes deux par le ministère, sont référées au ministre et à la Commission municipale qui approuvent donc le règlement d'emprunt sur la foi des mêmes études, des mêmes recommandations formulées par les mêmes fonctionnaires.

(12 h 40)

À moins de vouloir sanctifier la bureaucratie, on reconnaîtra qu'il y a un évident double emploi dans ce système d'approbation. Pour éviter cela, nous choisissons le ministre des Affaires municipales plutôt que la Commission municipale du Québec. Mais pourquoi le ministre et non la commission? D'abord parce que le personnel qui étudie ces demandes est au ministère des Affaires

municipales et que ces fonctionnaires ne s'occupent pas seulement des approbations de règlements d'emprunt. Si les fonctionnaires concernés ne formulaient des recommandations qu'à la Commission municipale, il faudrait les transférer à ladite commission. Or, ces personnes ne font pas qu'étudier les règlements d'emprunt. Elles suivent la gestion financière des municipalités, effectuent la vérification, versent des subventions, conçoivent et administrent des programmes d'aide financière, donnent de l'aide technique aux municipalités, émettent de nombreux avis juridiques, participent aux programmes législatifs du ministère, etc. Si on transfère à la Commission municipale les ressources humaines qui sont requises pour évaluer les règlements d'emprunt, on affaiblit d'autant le ministère des Affaires municipales et on est moins en mesure de connaître la gestion financière des municipalités et de suivre son évolution.

On peut difficilement concevoir que le ministère des Affaires municipales n'étudierait pas les règlements d'emprunt. C'est en effet par ce biais que nous pouvons porter un jugement sur la santé financière des municipalités et diagnostiquer très rapidement les problèmes avant qu'ils atteignent des proportions endémiques. C'est également par le mécanisme des approbations que nous pouvons vérifier l'usage que font les municipalités des subventions qui leur sont octroyées.

D'autre part, il faut éviter de placer la Commission municipale dans une position inconfortable où elle serait à la fois juge et partie. La commission possède en effet un pouvoir d'enquête sur l'administration des municipalités et en particulier sur leur administration financière. Il ne faut pas que la commission ait à porter des jugements sur des actes auxquels elle a donné son consentement en autorisant des règlements d'emprunt. Il y a des exemples vécus où la Commission municipale a eu à faire enquête sur l'administration financière d'une municipalité et où elle avait à étudier des règlements d'emprunt illégaux pour lesquels elle avait donné son consentement, dont elle avait ratifié l'exécution. Vous voyez comme cela peut être une situation embêtante pour une commission d'avoir à étudier, à porter un jugement et à trouver des solutions lorsqu'il y a une commission d'enquête sur une municipalité où la commission a à porter des jugements sur des actes qu'elle a ratifiés sur la foi des rapports juridiques ou des analyses financières faits par les fonctionnaires du ministère des Affaires municipales. En retirant la Commission municipale de ces approbations, nous lui donnons son plein rôle lorsqu'elle a à faire enquête ou à conseiller le ministère des Affaires municipales ou les municipalités du

Québec.

On a évoqué l'idée qu'en confiant au ministre plutôt qu'à la Commission municipale le pouvoir d'approuver les règlements d'emprunt, on contribue à politiser les approbations. Ce n'est pas particulièrement le genre de sujet qui se repaît de tripotage partisan. Un règlement d'emprunt est bon ou n'est pas bon. Il est légal ou il est illégal. La municipalité a les moyens de rembourser cet emprunt ou elle n'en a pas les moyens. C'est purement comptable et les critères d'acceptation des règlements d'emprunt sont publics et ne prêtent guère à interprétation. Il n'y a pas une très grande marge discrétionnaire dans ce genre de décision. S'il y en avait une, elle ne serait pas exercée de façon arbitraire puisque les critères d'approbation de règlements d'emprunt sont connus de l'ensemble des municipalités, basés sur des taux de rentabilité des investissements qui sont prévus et basés sur les taux d'endettement de la municipalité. D'ailleurs, le milieu municipal ne craint pas cette réforme des approbations administratives. L'Union des municipalités du Québec et l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec ont convenu à la table Québec-municipalités que le retrait de la Commission municipale du champ des approbations administratives ne les inquiétait pas. Aussi, le président de la Commission municipale du Québec reconnaît que l'élimination de la double approbation va permettre à la Commission municipale d'accomplir plus efficacement et plus librement ses autres mandats, en particulier celui des enquêtes sur l'administration des municipalités.

Maintenant vous allez dire: Vous abolissez à peu près 9000 approbations en termes de quantité et 42 sortes d'approbation nécessaires, mais il en reste. Quelles sont celles qui restent? Des approbations demeurent, mais nous croyons que ces approbations sont essentielles. Il y a quatre types d'approbations qui demeurent. Nous avons résolument décidé de réduire les approbations administratives pour les municipalités, mais nous n'abdiquons pas la responsabilité fondamentale du gouvernement du Québec de s'assurer que les municipalités ont une situation financière saine. Tout est dans la manière d'exercer cette surveillance. Dans le fond, les approbations en matière financière que nous continuerons d'exercer ont généralement des incidences financières importantes ou elles visent à assurer une meilleure coordination de l'activité des municipalités avec celle du gouvernement.

Nous continuerons donc d'approuver en premier lieu tous les règlements d'emprunt, et cela pour trois raisons. C'est le gouvernement qui garantit et endosse, en quelque sorte, les obligations municipales. Il

faut quand même que l'on sache ce que l'on cautionne. Également, par rapport aux règlements d'emprunt, les marchés financiers exigent une garantie gouvernementale, avant d'émettre des obligations, et veulent être assurés que ces règlements ont une validité juridique incontestable. Avec ces garanties, les municipalités ont accès à un marché des obligations où les taux d'intérêt sont plus bas.

Si le ministère des Affaires municipales n'approuvait plus les règlements d'emprunt, les municipalités devraient faire certifier, à leurs frais, la validité juridique de ces règlements; ce qui leur occasionnerait des frais additionnels. Pour ces trois motifs, nous continuerons d'approuver les règlements d'emprunt.

D'autre part, nous continuerons d'entériner les acquisitions et les aliénations d'immeubles industriels, afin de coordonner les interventions, des municipalités dans la création ou l'agrandissement des parcs industriels, avec celles du ministère de l'Industrie et du Commerce, dans le même domaine. La concertation entre les municipalités et le gouvernement en matière de développement industriel peut épargner des duplications aussi inutiles que nuisibles.

Un troisième type d'approbation concerne les engagements de crédits, comme les contrats de plus de trois ans, les cautionnements et les programmes clés en main. De même, nous examinerons les acquisitions et les aliénations d'un immeuble, dans le cadre d'un programme adopté par la Société d'habitation du Québec, puisqu'il s'agit généralement de loyers subventionnés.

Une quatrième sorte d'approbation sera nécessaire et elle concerne les contrats accordés à d'autres que le plus bas soumissionnaire.

Enfin, nous maintiendrons les approbations du ministère des Affaires municipales, pour autoriser les municipalités à accorder un contrat à quelqu'un d'autre que le plus bas soumissionnaire conforme, de même que pour permettre à une municipalité de signer une convention avec ses créanciers, c'est-à-dire une forme de concordat.

M. le Président, tels sont, en résumé, les types d'actes administratifs, de nature financière, qui continueront d'être soumis à l'approbation du ministre des Affaires municipales. Mais, comme vous pouvez le voir, l'ensemble de ce projet de loi rejoint l'essentiel des messages qui m'ont été transmis par le monde municipal, depuis quelques mois, spécialement lorsque j'ai fait des rencontres de consultation auprès de celui-ci, en avril, mai et juin derniers, pour connaître quelles seraient, selon eux, les priorités d'action du ministère des Affaires municipales pour les deux prochaines années.

Ce que le monde municipal m'a indiqué, à ce moment-là, se résumait à cinq

idées: écoutez-nous, faites-nous confiance, accroissez le rôle d'aide et de soutien technique aux municipalités et diminuez votre rôle de contrôle des municipalités. Le milieu municipal m'a également dit: Au lieu d'entreprendre de nouvelles réformes, consolidez les réformes déjà entreprises, pour les améliorer, et, surtout, jouez davantage votre rôle de ministre des Affaires municipales, dans la coordination interministérielle, pour faire en sorte qu'il y ait une cohérence, dans l'action de l'ensemble des ministères du gouvernement, par rapport au monde municipal.

Je crois que ce projet de loi rejoint très clairement les préoccupations, les volontés et les désirs du municipal, qui souhaite, selon le langage gouvernemental employé depuis quelques années en Chambre, une déréglementation de notre vie en société et une diminution des contrôles sur la vie des citoyens. Et bien, ce type d'approche, qui rejoint l'autonomie municipale, la volonté de déréglementer et de diminuer les contrôles, de la part du gouvernement, c'est exactement le genre d'objectif que poursuit ce projet de loi. Il ne le fait pas, je dirais, de façon théorique, de façon vertueuse, mais de façon très concrète. C'est mesurable. Ce qui est proposé va réduire de 13 000 à 4000 le nombre d'approbations que le ministre des Affaires municipales ou la Commission municipale du Québec auront à donner, chaque année, face à des décisions des élus municipaux.

Cela supprime 42 sortes d'approbations, dont a besoin actuellement le monde municipal, pour pouvoir diriger leur vie et leur gestion. En ce sens-là, je peux vous assurer que le travail que nous avons fait, à la table Québec-municipalités, a été un travail positif. Ce projet de loi a été discuté durant deux longues séances de la table Québec-municipalités. Chacun des points a été examiné et je peux dire que l'ensemble de ce projet de loi, comme, probablement, à peu près tous ses éléments particuliers, fait consensus au sein de l'Union des municipalités du Québec et au sein de l'Union des municipalités régionales de comté du Québec.

J'ai eu l'occasion de le constater lors du dernier congrès de l'Union des municipalités régionales de comté du Québec et lors de diverses rencontres que j'ai pu avoir avec le monde municipal depuis une dizaine de jours, alors que j'ai parlé du dépôt de ce projet de loi et de l'essentiel de son contenu, et j'ai reçu une approbation générale du monde municipal concernant l'orientation retenue. Le monde municipal trouve qu'il y a cohérence, concordance entre le discours du gouvernement du Québec au sujet de la responsabilisation des élus, au sujet de la déréglementation, au sujet de la simplification des lois et de la simplification

de la gestion qui découle de ces lois et de la réglementation qui découle de ces lois, qu'il y a une cohérence entre ce discours et ce projet de loi.

C'est pourquoi je souhaite, M. le Président, que ce projet de loi soit adopté à l'unanimité par cette Chambre, qu'il puisse être étudié au cours du mois de novembre en commission parlementaire pour pouvoir entrer en vigueur dès le 1er janvier 1985. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Laprairie.

M. Saintonge: M. le Président, considérant l'heure tardive, je demanderais l'ajournement du débat.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce que cette motion d'ajournement est adoptée?

M. Blouin: Adopté.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Blouin: M. le Président, tout comme le député de Laprairie, vu l'heure tardive, je demande la suspension de nos travaux jusqu'à 15 heures.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce que cette motion de suspension de nos travaux est adoptée? Adopté. Nos travaux sont effectivement suspendus jusqu'à 15 heures.

(Suspension de la séance à 12 h 52)

(Reprise de la séance à 15 h 2)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Veuillez prendre vos places.

Aux affaires du jour, il n'y a pas de déclarations ministérielles.

À la présentation de projets de loi, M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article e du feuillet d'aujourd'hui.

Projet de loi 196

Le Président: Et éventuellement l'article c aussi, quant à faire. M. le député de Saint-Louis présente le projet de loi no 196, Loi régissant l'usage du tabac dans les endroits publics.

Une voix: Bravo!

Le Président: M. le député de Saint-Louis.

M. Harry Blank

M. Blank: M. le Président, pour la cinquième fois, je propose qu'on dépose ce projet de loi. Le présent projet de loi prévoit qu'il est interdit de fumer dans certains endroits publics ou parties d'endroits publics. En anglais, on lit: "This Bill provides for the prohibition of smoking in certain public places or certain areas thereof." Voilà que le premier ministre est ici aujourd'hui, peut-être...

Le Président: L'Assemblée accepte-t-elle de se saisir du projet de loi no 196?

Des voix: Oui.

Le Président: Il en est ainsi décidé.

Projet de loi 5

M. le ministre du Revenu présente le projet de loi no 5, Loi modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal. M. le ministre du Revenu.

M. Robert Dean

M. Dean: M. le Président, ce projet de loi modifie plusieurs lois fiscales dans le but principalement de donner suite au discours sur le budget prononcé le 22 mai 1984 par le ministre des Finances. Je dispense la Chambre de la lecture d'un très long préambule à la suite de cette déclaration principale.

Le Président: L'Assemblée accepte-t-elle de se saisir du projet de loi no 5?

Une voix: Adopté.

Le Président: Il en est donc ainsi décidé.

Au dépôt de documents, Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Rapport annuel de la Commission des affaires sociales

Mme Marois: Merci, M. le Président. Permettez-moi de déposer le rapport annuel 1983-1984 de la Commission des affaires sociales.

Le Président: Rapport déposé.

M. le leader du gouvernement au nom du ministre des Affaires culturelles.

Rapport annuel du ministère des Affaires culturelles

M. Bertrand: M. le Président, qu'il me soit permis de présenter au nom de mon

collègue, le ministre des Affaires culturelles, le rapport annuel de son ministère pour l'année 1983-1984.

Le Président: Rapport déposé.

Au dépôt de pétitions, M. le député de Saguenay.

Relocalisation du bureau du ministère de l'Énergie et des Ressources à Forestville

M. Maltais: Merci, M. le Président. J'ai l'honneur de déposer une pétition adressée à l'Assemblée nationale par l'Association des handicapés de Forestville invoquant les faits suivants: La nouvelle localisation du bureau du ministère de l'Énergie et des Ressources de Forestville, comté de Saguenay, ne permet plus l'accessibilité aux personnes handicapées. On conclut que demande soit faite à l'Assemblée nationale que le bureau du ministère de l'Énergie et des Ressources de Forestville, situé dans le comté de Saguenay, soit relocalisé dans un endroit accessible aux personnes vivant avec un handicap. Merci.

Le Président: Pétition déposée. Ce qui nous mène à la période de questions des députés. M. le chef de l'Opposition.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

Solidarité ministérielle et discussion sur l'option constitutionnelle du PQ

M. Levesque (Bonaventure): Au retour du premier ministre que je salue bien, je n'ai sûrement pas à lui apprendre que les chamailleries et les chicanes sur l'option indépendantiste - l'article 1 du programme du Parti québécois - ont continué de plus belle parmi les militants et les députés de son parti. Même si le premier ministre peut prétendre qu'il s'agit là d'un exercice démocratique auquel se livre le Parti québécois, il peut difficilement, il me semble, en conclure ainsi lorsqu'il s'agit du gouvernement du Québec et de ses ministres liés par la solidarité ministérielle et responsables de la bonne gestion des affaires de l'État.

Ma question est celle-ci: Comment le premier ministre peut-il concilier le principe de la solidarité ministérielle avec le comportement de plusieurs ministres qui se contredisent publiquement et, à l'occasion, s'invectivent alors que la population s'attendrait, normalement, que ces personnages unissent et coordonnent leurs efforts à faire face aux nombreux problèmes économiques et sociaux qui affligent notre société?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Je voudrais remercier le chef de l'Opposition pour l'accueil courtois, même presque chaleureux qui précédait la question. Cela permet de réfléchir et de se sortir de la grippe - jusqu'à nouvel ordre - parce que trois mois, ça commençait à suffire.

Écoutez, pour répondre très brièvement à la question, on a un débat interne, c'est sûr. La solidarité ministérielle quant à moi n'a jamais été quelque chose de mécanique, c'est quelque chose à quoi on arrive constamment sur des questions difficiles. Il faut la maintenir, mais cela ne se maintient pas simplement comme dans un couvent. C'est normal que des idées s'affrontent au moment où un parti justement démocratique cherche comment ajuster sa position pour l'année - assez cruciale pour tout le monde à peu près - qui vient. C'est un débat qui jusqu'ici... des invectives, je n'ai pas tout suivi, mais je n'ai pas eu l'impression que cela avait atteint ce genre de paroxysme que gonfle un peu le chef de l'Opposition. S'il y a une chose que je peux dire, c'est premièrement que cela n'affecte pas - je pense qu'on pourra en avoir des preuves dans les jours qui viennent - pendant les jours qui passent, l'efficacité, pour autant qu'on peut y mettre l'essentiel de nos efforts, de la gestion des affaires publiques. De toute façon, sûrement dans une question de semaine et de pas beaucoup de semaines, il est évident que ce débat devra se dénouer.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, est-ce que ce n'est pas le premier ministre lui-même qui a invité les ministres à agir de la sorte lorsqu'il a, entre guillemets, "levé" le moratoire?

M. Lévesque (Taillon): Ce n'était pas une invitation; c'était simplement se placer devant la réalité que ce moratoire que - entre nous, c'est un moratoire qui ne peut pas être imposé - tout le monde a accepté de bonne foi pendant un bon nombre de mois, il est évident qu'il fallait qu'il finisse un jour. Ce n'est pas venu du Conseil des ministres d'abord; c'est venu de gens de l'extérieur qui dans nos instances ont des rôles importants. Par conséquent, à partir de là, le débat a été ouvert un peu plus tôt que je l'aurais voulu, mais il fallait qu'il vienne.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, est-ce que le premier ministre, qui nous annonce l'issue de ce mélodrame, croit que cela va se passer dans les prochains jours? Est-ce qu'on va arriver à une

conclusion? Lorsqu'on arrivera à la conclusion qui, je l'espère, sera prochaine, est-ce qu'à ce moment la solidarité ministérielle va être rétablie comme il se doit et qu'on sera invité à se soumettre ou à se démettre?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): J'ai pleine confiance, M. le Président, que cela n'ira pas jusque-là. De toute façon, je n'ai pas, je pense, à annoncer au chef de l'Opposition à quel moment nous aurons clarifié nos idées le mieux possible, pas plus que je n'oserais lui demander à quel moment le Parti libéral aura quelque chose à proposer sur quoi quelqu'un puisse discuter concrètement. Alors, à chacun ses décisions.

Le Président: M. le député de Gatineau.

M. Gratton: M. le Président, le premier ministre est sûrement au courant que la réunion du cabinet, il y a dix jours, a porté uniquement sur cette question. Est-ce qu'il peut confirmer que le caucus d'hier des députés, de l'exécutif du Parti québécois a porté uniquement sur cette question et peut-être bien la réunion du cabinet de ce matin? Est-ce que le premier ministre est au courant que des ministres d'une faction ou de l'autre se rencontrent soit chez le ministre des Transports, soit chez la ministre déléguée à la Condition féminine, soit ailleurs dans les Laurentides, à Québec, un peu partout, et qu'on ne discute toujours que d'une chose, de la fameuse option du Parti québécois? Est-ce que le premier ministre ne considère pas que bientôt tous ces gens devront s'affairer aux choses qui importent à la population du Québec, c'est-à-dire à régler les problèmes auxquels elle fait face?
(15 h 10)

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Oui, je suis au courant de la séance. De plus en plus fréquemment - et c'est normal, cela vous arrive aussi, je sais qu'il y a un caucus sur certaines choses d'ici la fin de semaine du côté libéral - tout le monde est appelé à se consulter assez régulièrement. Des grandes parties de séances - c'est arrivé il y a dix jours, j'y étais - sont consacrées à ce sujet-là. C'est vrai, hier soir, que le caucus qui d'ailleurs... Beaucoup de députés et de ministres se réunissent, je ne vois pas là quoi que ce soit qui soit un sombre complot. Tout le monde a besoin de consulter un peu tout le monde pour savoir où on s'en va.

Vous pouvez toujours gratter, mais on n'en est pas rendu au point de pouvoir vous donner nos propositions avant de les discuter définitivement entre nous. Si vous avez des questions à poser sur des cas pressants qui préoccupent beaucoup la population et qui

sont des cas sur lesquels un gouvernement doit agir, peut-être qu'on pourrait répondre à cela aussi...

Une voix: Ah oui.

M. Gratton: C'est ce qu'on a fait toute la semaine passée.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, tout en rappelant au premier ministre que c'est exactement ce que nous avons fait pendant son absence et que nous aurons l'occasion de continuer dans quelques instants...

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): N'ai-je pas le droit de reprendre les...

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): Le premier ministre pourrait-il nous dire comment il concilie tout ce qui s'est passé depuis quelques semaines à l'intérieur du Conseil des ministres et parmi sa députation, alors que - je n'ai pas à le répéter - on a agi et on s'est comporté comme je l'ai mentionné, comment peut-il concilier cela avec ce qu'il a dit dans son discours d'ouverture: Priorité à l'économie?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, c'est justement une chose qui commence quelque peu à me surprendre. Cela fait dix ou quinze minutes qu'on parle de tout, sauf des problèmes à la fois économiques et très cruciaux qui occupent l'actualité. C'est curieux, de loin j'ai essayé de suivre, pas tout, mais de mon mieux, des décisions qu'on avait à prendre, qui ont été préparées et qu'on a longuement discutées, en particulier ce matin, lesquelles on annoncera avec ou sans l'Opposition. Mais, si cela ne vous intéresse pas...

Si vous avez des questions à poser, posez-les.

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Gratton: Je me rends à l'invitation du premier ministre: Quelle décision avez-vous prise ce matin que vous pouvez nous annoncer?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je donnerai un exemple: Si j'ai été bien informé, sauf erreur, il y avait des questions d'annoncées pour aujourd'hui même - les minutes passent et cela achève de passer - à propos d'une grève intolérable depuis le début dans un hôpital d'un secteur les plus stratégiques des soins de santé, l'hôpital de Sept-Îles. On l'annonçait hier!

Des voix: ...

M. Lévesque (Taillon): Posez-la!

Le Président: M. le député de Brome-Missisquoi.

La grève illégale à l'hôpital de Saint-Ferdinand d'Halifax

M. Paradis: M. le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Pour le resituer géographiquement, à Sept-Îles, malheureusement, il s'agit du pont. La question qui touche les hôpitaux, c'est la grève illégale à Saint-Ferdinand d'Halifax. Cette grève perdure d'heure en heure, de jour en jour et de semaine en semaine. Malgré les propos faussement rassurants de votre vice-premier ministre, un juge de la Cour supérieure, après avoir entendu la partie patronale et la partie syndicale, après avoir constaté que les quelque 700 patients, du département psychiatrique de cet établissement, sont affectés de maladies comme l'épilepsie, l'incontinence, sont privés d'autonomie motrice ou souffrent d'automutilation, conclut que la grève illégale prive ces personnes qui ont droit à des services de soins essentiels.

Lundi soir dernier, le conseil municipal de cet endroit, dans le comté de Frontenac - ce n'est pas Duplessis - réclamait l'intervention personnelle du premier ministre. Le maire, Bernard Larochelle, dans un télégramme qu'il vous a adressé - si vous avez eu le temps de le lire parmi votre volumineux courrier sur les choses constitutionnelles - expliquait que le conflit avait pris des proportions alarmantes et que le climat se détériorait de plus en plus dans le village. "Pour le bien de la population, explique M. le maire, et le mieux-être de la communauté, votre collaboration immédiate est exigée."

Le même soir, votre vice-premier ministre, ou quelqu'un de son bureau, déclarait: "Dans ce dossier, on essaie d'intervenir le moins possible, parce qu'on est occupé ailleurs et on a autre chose." Avant de quitter, vous avez déclaré, M. le premier ministre, que vous menaciez de vous en mêler personnellement. C'était il y a deux semaines.

Ma question est très brève. Elle concerne cette réponse que vous m'avez donnée le 25 octobre 1984, et je cite le Journal des débats: "Cela ne peut pas durer longtemps, je peux assurer le député, très simplement, que d'une façon ou d'une autre, en espérant toujours que le bon sens va revenir, cela ne durera pas." Quelque chose qui ne dure pas, c'est comme le congé que vous avez pris, M. le premier ministre, mais la grève, elle, dure toujours. Quand comptez-vous vous impliquer personnellement?

Le Président: J'ai déjà souligné, la semaine dernière, si ma mémoire est bonne, la longueur démesurée de certaines réponses, mais là on constate vraiment la longueur démesurée de certaines questions. M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je laisserai de côté les incidentes qui ont nourri ce long préambule, pour parler du cas lui-même, tel qu'on peut le voir aujourd'hui. De Saint-Ferdinand, c'est-à-dire Bernierville, semble-t-il officiellement, au point de vue municipal, j'ai reçu le télégramme qu'évoque le député, un télégramme pressant, c'est compréhensible. Tout cela nous mène très évidemment après - combien de jours? - 22 jours sinon "à la" immédiatement, certainement, "aux" minutes de vérité qui sont non seulement atteintes mais qui achèvent de s'écouler.

Le Conseil des ministres, donc cela comprend votre serviteur, a eu une longue discussion aujourd'hui pour faire le point. Ce que j'ai à dire comme président du conseil, au nom du gouvernement tout entier, c'est que, d'abord, tout le monde le sait, c'était une grève illégale. D'après les dossiers qu'on connaît et qu'on peut évoquer avec le ministre responsable, une grève en soi plus que difficilement justifiable dans un des coins les plus névralgiques du secteur de la santé. Donc, dès le départ, c'était intolérable. Dès le départ, il était évident que cela devait cesser. On compte toujours, pendant quelques jours en tout cas, même quand c'est intolérable - l'espoir ne meurt pas tout de suite - que peut-être cela va venir. Ce n'est pas venu. Alors les mesures disciplinaires ont été prises. Jusqu'ici, une vingtaine, de 20 à 25 personnes, ont été mises à pied. Il ne faut jamais oublier qu'elles ont toujours les recours éventuels au grief selon une convention collective, à condition que cela puisse entrer dans ce cadre-là. Je ne veux pas faire l'expert là-dessus. Une chose est certaine, c'est que les mesures disciplinaires prises jusqu'à maintenant ont reçu ce matin l'approbation unanime du Conseil des ministres.

Pour la suite - encore une fois, si cela ne suffit pas, il y aura une suite très rapidement - quant à la politique définitive

du ministère, parce qu'il faut qu'elle soit claire, je crois, je demanderais à mon collègue que, incessamment ou avant la fin de la semaine, non seulement les gens impliqués dans ce village, mais aussi tout le monde y compris d'abord et avant tout les patients, puissent être rapidement au courant de ce que serait la décision finale.

Le Président: M. le ministre... La réponse a déjà été non pas trop longue, mais d'une bonne longueur. Si on ajoute une deuxième réponse qui risque d'être également longue, je préférerais que nous passions, si vous n'y voyez pas d'objection, à une question complémentaire qui pourrait recevoir une réponse du ministre des Affaires sociales.

M. le député de Brome-Missisquoi.

M. Paradis: Ne dites-vous pas, M. le premier ministre, dans votre réponse que vous n'avez rien fait jusqu'à maintenant dans ce dossier? Qu'est-ce que vous allez faire pour que les travailleurs reviennent au travail le plus tôt possible et pour que les malades reçoivent les services essentiels?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): Justement, M. le Président, pour avoir un minimum d'équité pour le ministère en question et les représentants administratifs qui prennent des décisions sur le terrain, je demanderais au député et collègue des Affaires sociales de répondre.
(15 h 20)

M. Paradis: Un appel au règlement, M. le Président.

Le Président: Un appel au règlement, M. le député de Brome-Missisquoi.

M. Paradis: Le premier ministre s'est engagé dans cette Chambre - je fais appel à votre décision, M. le Président et j'ai cité tantôt le Journal des débats - à agir personnellement dans ce dossier.

Le Président: C'est une argumentation de fond. Je ne vois pas en quoi le règlement est concerné par votre intervention. M. le ministre des Affaires sociales.

M. Laurin: Je rappelle, M. le Président, que la responsabilité du gouvernement c'est de voir à ce que les soins soient bien assurés et j'ai répété à plusieurs reprises que nous avons tout le personnel de nursing actuellement pour donner des soins essentiels aux malades. Mais j'ai également toujours ajouté que c'était une situation transitoire et il fallait espérer que tout le personnel revienne pour que l'hôpital fonctionne vraiment dans sa pleine normalité. Cela n'est

pas encore le cas, il faudrait sûrement éviter une escalade dans un cas comme celui-là. C'est une grève illégale donc, il ne saurait être question de protocole de retour au travail, de médiation ou de conciliation, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a rien à faire.

Évidemment, la solution du conflit relève au premier chef de l'administration de l'établissement parce que c'est normal et aussi en vertu de ce que nous préconisons, c'est-à-dire la négociation et l'administration des conventions collectives au niveau local. Cependant, il reste que le ministre des Affaires sociales peut parler au conseil d'administration et je m'engage à communiquer avec lui pour lui faire connaître mon opinion et lui faire quelques propositions. Par exemple, qu'il ne sera pas question de représailles pour les employés qui reviendraient au travail du seul fait de la grève.

Deuxièmement, j'ai également dit que nous nous attendions à un retour à la table de négociation pour négocier, pour parler d'un problème qui n'a pas encore été réglé et sur ce deuxième point, je m'engage également, s'il y a des difficultés de la part des syndiqués, à déléguer à cette réunion quelqu'un de mon cabinet pour être bien sûr que tout ce qui sera dit là sera en fonction des intérêts des travailleurs de la santé aussi bien que des malades. Car il ne faudrait pas, comme je l'ai souvent dit dans cette Chambre, que le temporaire devienne permanent. Mais si les syndiqués ne réfléchissent pas et s'ils ne prennent pas action, il y a quand même un risque sérieux que ce temporaire devienne permanent.

Le Président: M. le député de Brome-Missisquoi.

M. Paradis: Une question brève et additionnelle au ministre du Travail. M. le ministre du Travail, n'avez-vous pas nommé M. Raymond Leboeuf pour agir comme intermédiaire dans ce dossier et pourquoi n'est-il pas sur place?

Le Président: M. le ministre du Travail.

M. Fréchette: M. le Président, c'est un fait que, il y a une dizaine de jours, M. Raymond Leboeuf avait reçu le mandat d'évaluer les possibilités qui existaient de rapprocher les parties. Cependant, dans les heures qui ont suivi le mandat donné à M. Leboeuf, la situation a évolué, à telle enseigne que nous lui avons demandé de ne pas exécuter pour le moment - en tout cas, pour ce moment-là - le mandat qui lui avait alors été confié. Depuis ce temps, d'autres événements ont fait en sorte que le ministère du Travail ne s'est pas impliqué, pour des motifs qui sont expliqués dans cette

Chambre depuis un bon moment avec suffisamment d'emphase pour qu'on comprenne pourquoi M. Leboeuf n'est pas là.

Le Président: M. le député de Brome-Missisquoi.

M. Paradis: Oui, au ministre des Affaires sociales, M. le Président. Le ministre des Affaires sociales peut-il nous confirmer que si les travailleurs retournent au travail aujourd'hui même, il n'y aura pas de représailles, sauf les représailles pour ceux qui ont commis des délits et qui seront confiées au système judiciaire?

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales.

M. Laurin: C'est exactement ce que j'ai dit, M. le Président. Si des sanctions disciplinaires ont été prises par le directeur de l'établissement, il dit qu'il est prêt à les justifier. Les syndiqués peuvent toujours recourir aux procédures prévues à la convention collective. Il faut donc faire la distinction très nette entre représailles et sanctions disciplinaires. Ce que je viens d'affirmer, c'est qu'il n'y aura pas, en ce qui me concerne, de représailles du seul fait d'avoir débrayé durant 22 jours.

Le Président: En complément, M. le député de Frontenac.

M. Grégoire: M. le Président, j'aimerais poser une question au premier ministre. Le premier ministre est-il au courant que les premiers travailleurs de l'hôpital Saint-Julien qui ont été mis à pied sont tous des organisateurs du Parti québécois du coin, dont l'organisateur en chef de la municipalité de Saint-Ferdinand, Christian Dubois, organisateur des six municipalités environnantes, et est-ce que le premier ministre peut voir à ce qu'une telle discrimination ne se poursuive plus?

Des voix: Ah! Ah!

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, je dois dire au député "ex" du Parti québécois de Frontenac que, de façon directe, je n'étais pas tout à fait au courant parce qu'on a certains contacts qui ont été rompus avec les organisations du coin, c'est évident, mais cela prouve au moins une chose, quitte à ce que soient vérifiés les cas, parce qu'ils le seront, de toute façon, cela prouve qu'il n'y a pas vraiment de favoritisme.

Le Président: M. le député de Brome-Missisquoi.

M. Paradis: Oui, au ministre des Affaires sociales. Lorsque vous dites qu'il n'y aura pas de représailles pour ceux qui sont sortis, est-ce que cela inclut les gens qui ont reçu des avis de congédiement? Est-ce que ces gens-là ne subiront pas de représailles?

Le Président: M. le ministre des Affaires sociales.

M. Laurin: Non, ce n'est pas ce que j'ai dit, M. le Président. J'ai dit que des gestes ont été posés par l'administration de l'établissement qu'elle se juge parfaitement capable de justifier et qu'il y a des recours prévus dans la convention collective à l'endroit de tels gestes par les syndiqués s'ils n'en sont pas contents. Ces recours peuvent être invoqués. J'ai parlé de représailles qui seraient dues simplement au fait d'avoir participé à cette grève, même illégale, de 22 jours. Il n'y aura pas de représailles en fonction de cette participation, même à une grève illégale.

Le Président: M. le député de Brome...

M. Grégoire: Question supplémentaire au ministre de la Justice.

Le Président: Oui, M. le député de Frontenac.

M. Grégoire: Le ministre de la Justice peut-il nous dire s'il est vrai que la Sûreté du Québec effectue des fouilles chez des travailleurs nouvellement entrés à l'hôpital Saint-Julien, spécialement des travailleurs engagés à Montréal qui auraient volé de la drogue et des médicaments à cet hôpital?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, les seules choses dont j'ai eu connaissance quant aux activités de la Sûreté du Québec à Saint-Ferdinand relèvent des arrestations et des mises en accusation qui ont eu lieu pour des crimes allant du méfait à l'assaut grave avec intention de blesser.

Le Président: Question principale, M. le député de Nelligan.

Exigence américaine qui menace des PME québécoises

M. Lincoln: M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur. Il y a une dizaine de jours était signé aux États-Unis le "Trade and Tariff Act" de 1984, dont une section réglementaire était ajoutée à la dernière minute, la section 207, qui prévoit que tous les tuyaux d'acier

exportés aux États-Unis doivent comporter, dorénavant, dans la structure même des tuyaux, la mention gravée du pays d'origine. On constate au sein de l'industrie dans tous les pays touchés, surtout au Canada, que cette réglementation porte un coup pratiquement mortel à certains fournisseurs de tuyaux d'acier. Est-ce que le ministre pourrait nous dire quelles sont les mesures qu'il a prises ou qu'il doit prendre envers les États-Unis pour protéger les intérêts de nos producteurs et de nos fournisseurs d'acier?

Le Président: M. le ministre du Commerce extérieur.

M. Landry: Premièrement, je dois dire que je ne trouve pas abusif un usage très répandu en matière de commerce international qui consiste à ce qu'un producteur identifie le périmètre juridique dans lequel est fabriqué son produit. C'est une précaution élémentaire. Elle est peut-être superfétatoire, mais les Américains sont maîtres de leur législation et cela facilite beaucoup l'application des réglementations internationales en matière de dumping, en particulier, et, éventuellement, en matière de cartellisation. Je ne vois pas dans cette mesure une chose outrancière ou qui puisse être, en soi, néfaste aux intérêts des producteurs québécois ou canadiens.

Deuxièmement, je dois rappeler au député que seul le gouvernement souverain du Canada responsable de ces choses peut entrer en communication directe avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique. Il arrive, par ailleurs, que le gouvernement du Canada requière notre collaboration ou que nous passions par ce canal pour faire des représentations concernant nos producteurs. Je veux bien envisager cette question si je me rends compte que le gouvernement du Canada n'a pas fait son travail convenablement.

Le Président: M. le député de Nelligan.

M. Lincoln: M. le Président, est-ce que le ministre du Commerce extérieur est tellement occupé aux affaires diplomatiques de l'heure qu'il est complètement détaché des réalités? Est-ce que vous réalisez, M. le ministre, que cette réglementation est tout à fait différente de l'identification du produit comme cela se faisait antérieurement avec des stencils, qu'il faudra maintenant que le produit soit gravé et qu'il y a trois producteurs québécois, trois PME, qui emploient environ 40 personnes chacune, qui seront atteintes presque mortellement si cette réglementation est mise en vigueur? Êtes-vous au courant de cela?

Le Président: M. le ministre du Commerce extérieur.

(15 h 30)

M. Landry: Je prends acte du fait que le député reconnaisse que je suis occupé. Je me trouverais ulcéré s'il prétendait le contraire. Deuxièmement, il tombe sous le sens que, pour les producteurs nationaux, quelle que soit la façon d'inscrire la provenance du produit, le nom de la compagnie ou le pays d'origine, ce n'est pas une chose qui va à l'encontre du commerce international, mais qui le favorise. Depuis quand un producteur - si on veut conserver quelque bonne foi dans les négociations du GATT, en particulier - va-t-il se servir de quelque loi ou disposition pour cacher l'origine de son produit?

Le Président: M. le député de Nelligan.

M. Lincoln: Est-ce que le ministre est au courant que le Steel Advisory Board, que le Canada lui-même prétend que cette nouvelle réglementation va à l'encontre du GATT parce qu'il déforme le produit d'origine et le rend non sécuritaire. Est-ce que le ministre est au courant que trois firmes québécoises, les Tubes Solac de Saint-Jérôme, les Conduits Condell et les Aciers Nova de Montréal - qui vient de commencer une usine d'acier tubulaire - disent qu'elles seront obligées de fermer leurs portes et de faire perdre tous les emplois si cette réglementation est adoptée? Il n'est même pas au courant de ce qui se passe. Est-ce qu'il a lui-même les journaux?

Le Président: M. le ministre du Commerce extérieur.

M. Landry: Si le député est si fort en technique, il serait intéressant qu'il nous démontre comment un produit peut devenir non sécuritaire parce qu'on inscrit le nom du fabricant dessus; premièrement.

Deuxièmement, je réitère ce que j'ai dit dans la première partie de ma réponse. Il y a au Canada un gouvernement souverain en matière de commerce international. Il a le devoir, au premier chef, de parler au gouvernement des États-Unis si quelque violation survient de la réglementation du GATT ou va à l'encontre de l'intérêt de nos producteurs. Si, d'aventure, il ne le fait pas, je réitère ce que j'ai dit, M. le Président, c'est-à-dire que j'interviendrai auprès des autorités compétentes, en l'occurrence le gouvernement fédéral du Canada et que je n'ai aucun signe jusqu'à ce jour que leur travail n'a pas été fait.

Le Président: M. le député de Nelligan.

M. Lincoln: Est-ce que le ministre est au courant d'abord que le Canada, au plus haut niveau, est déjà intervenu avec les États-Unis? Il devrait peut-être téléphoner au

consulat américain pour savoir ce qui se passe.

Est-ce que le ministre n'est pas aussi d'accord que dans le cas du bois de sciage il est intervenu avec les ministres des autres provinces et le Canada pour faire pression sur les États-Unis? N'est-il pas normal, parce qu'il y a des industries québécoises, que vous fassiez des pressions vous-même pour défendre les intérêts du Québec et que vous sachiez ce qui se passe dans cette industrie avant de dire des bêtises comme celles que vous avez dites aujourd'hui?

Le Président: M. le ministre...

M. le député, votre dernière remarque...

M. Lincoln: Je peux bien la retirer, M. le Président. Je demande au ministre de lire les articles des journaux et de s'informer, c'est tout.

Le Président: Bien!

M. le ministre du Commerce extérieur.

M. Landry: Je vous remercie d'être intervenu, M. le Président. Si c'est la meilleure façon de poser des questions par rapport au règlement, ce ne l'est sûrement pas par rapport à la politesse et au désir d'information.

Deuxièmement...

Une voix: On veut Johnson!

M. Landry: ...par sa dernière intervention le député de Nelligan confirme bien que l'approche que j'ai fournie dans ma réponse était la bonne, précisément dans la question du bois de sciage. Le seul interlocuteur légal du gouvernement américain, le gouvernement du Canada, nous a demandé de nous joindre à lui, ce que nous avons fait d'ailleurs avec vigueur et énergie et nous avons réussi à gagner la cause, mais sans l'intervention du gouvernement du Canada il ne m'aurait jamais été possible de même parler à M. Baldrige, secrétaire d'État des États-Unis.

Il ne faut pas demander à un gouvernement provincial d'assurer des rôles de responsabilité nationale, surtout quand on se bat avec toutes ses énergies pour que ces responsabilités n'arrivent pas.

Le Président: Question principale, M. le député de Duplessis.

Commission d'enquête sur la chute du pont à Sept-Îles

M. Perron: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre du Travail et concerne la constitution d'une commission d'enquête sur la tragédie du pont de la rivière Sainte-Marguerite à Sept-Îles. On sait

que six personnes ont actuellement perdu la vie dans l'écroulement du pont en date du 30 octobre dernier et que cinq de celles-ci sont toujours dans les débris du pont. On sait aussi qu'une enquête en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail doit porter spécifiquement sur les faits relatifs à l'observance de cette loi et de ses règlements, c'est-à-dire la loi 17. Mercredi dernier, j'étais intervenu auprès de trois ministres du gouvernement du Québec, soit le ministre des Transports, le ministre de la Justice ainsi que le ministre du Travail, pour demander qu'une commission d'enquête publique soit tenue à ce sujet, et ce bien avant que les députés du Parti libéral ne le fassent.

Une voix: C'est vrai.

M. Perron: Puisque le ministre du Travail avait annoncé hier que le Conseil des ministres devait se présenter...

Une voix: Se prononcer.

M. Perron: ...devait se prononcer sur la question ce matin, à la suite d'un mémoire qu'il présenterait, est-ce qu'il pourrait nous dire si le Conseil des ministres a pris une telle décision?

Le Président: M. le ministre du Travail.

M. Fréchette: M. le Président, comme je l'avais indiqué hier et comme mes collègues de la Justice et des Transports en avaient également informé cette Chambre, nous avons, ce matin, soumis le dossier à l'appréciation du Conseil des ministres et, après discussion, évaluation de ce dossier, les décisions suivantes ont été prises par le Conseil des ministres. D'abord, M. le Président, en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête, une enquête publique sera tenue à la suite de cette tragédie et je vous indiquerai dans un instant la nature du mandat qui sera confié. Je signale, par ailleurs, pour l'information de cette Chambre et de la population, que cette enquête sera présidée par M. le juge André Quesnel, de la Cour provinciale, un ancien bâtonnier du Québec, à qui s'adjoindront deux commissaires qui seront nommés au cours de la semaine qui vient.

Par ailleurs, M. le Président, il est important de signaler que le travail de récupération des corps des victimes a été confié depuis hier matin, 11 heures, à la Sûreté du Québec qui a également reçu le mandat, au même moment, de prendre toutes les dispositions qui s'imposaient pour qu'effectivement les corps des victimes soient retirés de l'endroit où ils sont et, deuxièmement, que dans le cadre de ce travail, les moyens soient pris pour la

préservation ou la conservation de la preuve qui pourra être utile dans la suite des événements. Tout cela n'empêchera pas la Commission de la santé et de la sécurité du travail d'exécuter le mandat qui lui est confié par la loi et de faire les expertises qui lui sembleront indiquées dans les circonstances.

Finalement, M. le Président, je vous indique que le mandat de la commission est de la nature suivante: premièrement, elle devra déterminer les causes qui ont entraîné l'accident du 30 octobre 1984; deuxièmement, enquêter sur les circonstances de cet accident et sur les conditions qui l'ont précédé; troisièmement, faire les recommandations sur les mesures à prendre pour éviter la répétition de tels événements, notamment sur le plan de la sécurité publique. Le rapport de cette commission devra être remis le ou avant le 28 février 1985.

Le Président: M. le député de Duplessis.

M. Perron: Merci, M. le Président. Le ministre vient de mentionner que la Sûreté du Québec avait maintenant la responsabilité de ce dossier et qu'elle travaille conjointement avec la Sûreté municipale de Sept-Îles. Est-ce que le ministre pourrait dire aux membres de cette Chambre si la CSST a actuellement accès au lieu ainsi que les syndicats qui représentaient les travailleurs touchés?

Le Président: M. le ministre du Travail.

M. Fréchette: M. le Président, je sais que des rencontres ont eu lieu entre les différents intervenants et que le problème précis que soulève le député de Duplessis était au coeur des discussions. Les nouvelles que j'ai, à ce stade-ci en tout cas, c'est que tous ces intervenants s'étaient effectivement entendus entre eux sur un processus à suivre pour que chacun puisse exécuter le mandat qui lui est dévolu en vertu des dispositions de la loi.

Le Président: M. le député de Duplessis.
(15 h 40)

M. Perron: Question additionnelle. Vu que le gouvernement a décidé de nommer le juge André Quesnel, de la Cour provinciale, en charge de ce dossier, est-ce que le ministre pourrait nous dire quels seront les membres de cette commission d'enquête puisque normalement une telle commission d'enquête doit être formée de plusieurs membres?

Le Président: M. le ministre du Travail.

M. Fréchette: Comme je viens de le signaler, la décision qui a été prise, c'est que cette commission d'enquête soit formée de trois membres. Si le député de Duplessis fait référence nommément aux commissaires qui s'associeront au juge Quesnel, je ne suis pas en mesure, pour le moment, d'identifier qui que ce soit parce que précisément les démarches à cet égard ne sont pas complétées. Cependant, il m'apparaît indiqué, sous réserve des informations qui pourraient nous venir et qui nous mèneraient à une conclusion contraire, qu'un spécialiste en sécurité du travail - quand je parle de spécialiste, je fais référence à quelqu'un de l'Ordre des ingénieurs - devrait se retrouver à cette commission; deuxièmement, quelqu'un qui est familier avec le phénomène de la santé et de la sécurité du travail, familier dans le sens qu'il a été impliqué directement dans les milieux de travail au niveau de la santé et de la sécurité.

Le Président: M. le député de Saguenay.

M. Perron: Dernière question additionnelle.

Le Président: M. le député de Duplessis, suivi du député de Saguenay.

M. Perron: Est-ce que le ministre pourrait nous dire par qui seront endossées les dépenses inhérentes à toute cette opération de récupération et de plans pour préparer la récupération?

Le Président: M. le ministre du Travail.

M. Fréchette: Je croyais avoir informé la Chambre tout à l'heure que les services de la firme Lavalin avaient été retenus pour que l'opération de récupération se déclenche immédiatement et déjà le plan est élaboré pour que tout s'enclenche dans les heures qui viennent. Quant à la note qui en découlera, il est évident que le gouvernement devra voir à prendre ses responsabilités. Il n'est pas exclu, par ailleurs, que des discussions à cet égard se fassent aussi avec les autorités de la ville de Sept-Îles, compte tenu que la tragédie s'est déroulée sur le territoire de cette municipalité. Il nous est apparu tout à fait évident que c'était le genre de préoccupation qui devait être totalement éliminé quant à la nécessité d'amorcer tout de suite les démarches de récupération des corps des victimes.

Le Président: M. le député de Saguenay, en complémentaire.

M. Maltais: Question additionnelle au ministre de la Justice. Le ministre du Travail vient de dire qu'ils ont confié la

récupération des victimes à la firme Lavalin, comme on a pu le voir dans les journaux de ce matin également. J'aimerais savoir du ministre de la Justice s'il a toutes les garanties nécessaires présentement ou si la firme Lavalin lui a donné toutes les garanties que des éléments de preuve à la suite du désastre ne partiraient pas dans le décor lors de la récupération. On sait que c'est un travail très compliqué. J'aimerais que le ministre de la Justice confirme à l'Assemblée ici que toutes les précautions sont prises pour que les éléments de preuve ne tombent pas dans la nature.

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Johnson (Anjou): Hier, le ministre du Travail et moi-même avons rencontré les représentants de la Sûreté du Québec et de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, notamment, le responsable à la Sûreté du Québec de ces opérations. C'est la sûreté qui coordonne les activités de récupération des victimes. En même temps, je leur ai demandé de prêter une attention particulière à la conservation de ce qui pourrait consister en des éléments de preuve lors ou de l'enquête de la CSST ou de l'enquête publique que nous déclenchons depuis aujourd'hui, ou encore, évidemment, lors de l'enquête du coroner qui aura lieu probablement en fin de course. Il faut bien voir que techniquement ces choses ne seront pas très faciles dans la mesure où, pour dégager les victimes des décombres, il faudra procéder à la mise en pièces d'une partie du tablier du pont qui s'était affaissé, mais, malgré tout, tout le monde est avisé de ça.

Deuxièmement, la maison Lavalin a été choisie parce que c'est une des maisons qui s'occupent de stabilisation et il faut bien voir que la stabilisation vient du fait qu'on ne veut pas que le reste du pont s'écroule sur ceux qui vont dégager les victimes. La stabilisation est un domaine très spécialisé, très peu de firmes s'y connaissent dans ce domaine. D'autres firmes que Lavalin s'y connaissent évidemment mais Lavalin a cet avantage, semble-t-il, d'avoir très peu de son chiffre d'affaires qui est relié au ministère des Transports pour s'assurer que des allégations de conflit d'intérêts ne surviendraient pas en cours de route. Dans ces circonstances, je crois que le meilleur sera fait pour la conservation de la preuve, que toutes les garanties d'une approche impartiale seront prises sous la direction de la Sûreté du Québec dans ces circonstances. Espérant d'ailleurs que, la rivière étant retenue par un barrage actuellement, ce barrage n'aura pas à être ouvert même en partie; mais c'est le climat qui va nous le dire. S'il pleut beaucoup, on va être obligés d'ouvrir en partie le barrage éventuellement,

ce qui pourrait présenter des problèmes au niveau de la conservation de la preuve. Tout le monde est avisé de cela, sauf qu'on ne peut pas faire autrement que ce que je viens d'évoquer comme mesure de sécurité et de prévention.

Le Président: Une question principale.
M. le député de D'Arcy McGee.

Un rapport sur des fuites au ministère du Revenu du Québec

M. Marx: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre du Revenu. Cette question porte sur la fuite du ministère du Revenu des informations qui font état des démêlés des députés fédéraux avec le fisc québécois. Le ministre nous a dit qu'il a reçu le rapport de l'enquête interne. Ma question est la suivante: Le ministre peut-il nous donner les conclusions de ce rapport? Le ministre a-t-il envoyé une copie du rapport au ministre de la Justice?

Le Président: M. le ministre du Revenu.

M. Dean: M. le Président, comme j'ai déjà dit, et il me semble que c'est la logique même, lorsqu'une enquête administrative se fait en même temps qu'une enquête de la Sûreté du Québec, que le contenu ou les parties du contenu qui peuvent être révélés publiquement ne doivent pas l'être tant et aussi longtemps que l'enquête et le rapport de l'enquête de la Sûreté ne sont pas reçus et analysés par le ministère de la Justice. Je maintiens la même réponse que j'ai donnée les deux autres fois que le député a posé la question. Je comprends son désir de faire la lumière sur cette question. Moi, aussi, devant un geste aussi répréhensible que cette fuite, je souhaite ardemment que la Sûreté du Québec réussisse à trouver le ou les coupables de façon à permettre que des poursuites soient prises. Mais, tant et aussi longtemps que l'enquête policière ne sera pas reçue et analysée par le ministère de la Justice, je n'ai pas l'intention de révéler quelque information que ce soit.

Le Président: M. le député de D'Arcy McGee.

M. Marx: Une question additionnelle au ministre de la Justice qui mène le dossier, c'est évident. N'est-il pas vrai que le 18 octobre le ministre a dit en Chambre qu'il recevrait le rapport de l'enquête policière dans quelques jours? Étant donné que nous sommes le 7 novembre, est-ce que le ministre a reçu le rapport de la Sûreté du Québec?

Le Président: M. le ministre de la

Justice.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, d'abord quant au préambule du député dans sa question additionnelle, je dirai que la Sûreté du Québec est la responsabilité du Procureur général et que les fonctionnaires du ministère du Revenu sont la responsabilité du ministre du Revenu.

Deuxièmement, je n'ai pas pris connaissance de ce rapport de la Sûreté du Québec, qui, effectivement, doit être prêt ou incessamment prêt.

Le Président: Une question principale, M. le député de Marquette.

Traduits devant un tribunal indien pour avoir pêché dans le lac Saint-Louis

M. Dauphin: Merci, M. le Président. Ma question s'adresse au premier ministre du Québec. Depuis quelques mois le Conseil de bande des Indiens de Kahnawake prétend qu'une partie du lac Saint-Louis, près de Châteauguay et de Lachine, lui appartient. Ce qui est arrivé c'est que plusieurs pêcheurs, entre autres de clubs de pêche de la région montréalaise, se sont fait arrêter par la police indienne et sont accusés d'avoir passé illégalement sur le territoire appartenant aux Indiens. Je sais que le premier ministre a déjà donné son opinion sur le sujet, qu'il n'était pas d'accord avec les Indiens qui prétendent que la moitié du lac Saint-Louis leur appartient. Maintenant ce qui est sérieux, M. le Président, c'est que demain matin, à 9 heures, quatre citoyens de Montréal, quatre pêcheurs sont accusés devant le tribunal indien de Kahnawake. D'ailleurs, j'ai eu des discussions avec le ministre de la Justice à savoir si le gouvernement du Québec était prêt à prendre fait et cause pour ces citoyens qui sont accusés de "trespassing" sur le territoire indien. Ma question est bien simple au premier ministre. Quelle est votre position sur cela? Êtes-vous prêt comme gouvernement à prendre fait et cause pour ces pauvres citoyens qui sont accusés et dont tous les biens ont été confisqués parce qu'ils pêchaient dans le lac Saint-Louis?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Lévesque (Taillon): M. le Président, j'ai l'impression que le député est beaucoup plus proche du dossier par les temps qui courent que votre serviteur puisqu'il prétend, sûrement à juste titre, avoir consulté la Justice. Depuis une semaine je n'ai pu avancer beaucoup dans ce dossier. Est-ce qu'il pourrait adresser sa question à mon collègue?

(15 h 50)

Une voix: Le jugement du président...

Le Président: M. le ministre de la Justice, brièvement.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, le député m'a entretenu, en dehors de cette Chambre, de cette question qui touche les gens qu'il représente, je crois, à différents titres, d'ailleurs. Je l'assure que nous suivons de près ce dossier, mais il ne m'apparaît pas opportun, ici, en Chambre, de soulever une question qui relève des problèmes de droit constitutionnel, devant les tribunaux réguliers. Je crois qu'il faut s'abstenir ici de commentaires, d'autant plus que cette cause doit procéder demain. Cependant, je donne l'assurance au député, comme j'ai eu l'occasion de le faire il y a quelques minutes à peine, à la suite d'une demande qu'il me faisait par écrit, qu'il y aura un observateur du ministère de la Justice, à ce procès.

Le Président: Fin de la période des questions.

Aux motions sans préavis.

Avis touchant les travaux des commissions

Aux avis touchant les travaux des commissions, je vais donner les avis suivants: demain, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, à 10 heures, la sous-commission permanente de la réforme parlementaire se réunira et, à 11 h 30, la commission de l'Assemblée nationale, tandis qu'à 10 heures, à la salle 80 de l'Hôtel du Parlement, la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira en séance de travail.

M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Oui, M. le Président. Conformément à l'engagement que j'avais pris la semaine dernière, à la suite d'une motion qui nous permettait de déferer, à la commission parlementaire de l'éducation et de la main-d'oeuvre, le projet de loi 3, sur l'enseignement primaire et secondaire, j'ai obtenu les informations, à savoir que la commission avait tenu une réunion et qu'on en était arrivé à s'entendre sur une liste de groupes, d'organismes qui viendraient devant la commission parlementaire à compter de mardi, le 13 novembre. En conséquence, je voudrais indiquer à cette Assemblée, par un avis touchant ces travaux, que mardi, le 13 novembre 1984, à la salle du Conseil législatif, cette commission siégera - et je ferai motion, par la suite, pour qu'il y ait une dérogation à notre règlement, si on y consent - aux heures suivantes - et cela a été discuté aussi à la commission: de 9 h 30 à 12 h 30 et, après les affaires courantes, jusqu'à 18 heures, ainsi que de 20 heures à 23 heures. Le 14 novembre, de 9 h 30 à 12 h 30, après les affaires courantes, jusqu'à

18 heures et de 20 heures à 23 heures. Le jeudi, 15 novembre, de 9 h 30 à 12 h 30, après les affaires courantes, jusqu'à 18 heures et de 20 heures à 23 heures. Enfin, vendredi, le 16 novembre, de 9 h 30 à 12 h 30, une série de groupes, d'organismes, nommés sur un document, qui a été présenté par la commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre, et que je pourrais très bien déposer, à ce moment-ci, à l'Assemblée nationale, puissent être entendus, en vertu de la motion faite la semaine dernière.

En conséquence, M. le Président, il faudrait que je présente une motion pour déroger à l'article 139, de nos règles de procédure, qui indique que les heures de séance des commissions sont les mêmes que celles où l'Assemblée peut se réunir, que les commissions peuvent, en outre, se réunir les mardi, jeudi et vendredi de 10 heures à 12 h 30 et elles ne siègent pas après minuit, même lorsque l'Assemblée le peut. Donc, faire motion pour déroger à l'article 139, de nos règles de procédure, et souscrire au vœu exprimé par la commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre.

Le Président: M. le leader de l'Opposition. Non?

Je prends note des avis. Pour ce qui est de la motion, puis-je me permettre une simple remarque, sur le plan administratif? Dès lors que l'on fait siéger les commissions jusqu'à 23 heures, il s'ensuit un coût, en temps supplémentaire, pour le personnel de l'Assemblée nationale. Je n'ai pas d'objection que nous le défrayions, mais j'attire l'attention de la Chambre, à ce sujet, comme je l'ai fait récemment à une réunion de la commission de l'Assemblée nationale. Si les commissions pouvaient s'en tenir aux horaires habituels de la Chambre, cela faciliterait singulièrement la comptabilité de l'Assemblée nationale.

M. Bertrand: Je pense qu'on s'est bien compris, M. le Président. Même si je présente cette motion à titre de leader parlementaire, je me rends à un consensus qui, semble-t-il, s'est établi au sein de la commission de l'éducation et du travail. Comme c'est un peu le sens de la réforme parlementaire de laisser à ces commissions parlementaires le soin de prendre un certain nombre de décisions sur leur façon de travailler, comme leader parlementaire, à moins qu'on ne m'indique par d'autres informations qu'il n'en a pas été ainsi, je ne fais que souscrire au vœu exprimé par la commission.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Gratton: M. le Président, évidemment, nous sommes fort au fait que c'est la commission de l'éducation et du

travail qui a demandé de déroger aux règles prévues à l'article 139. Je ferai remarquer simplement au leader du gouvernement qu'il lui appartient, à lui, de faire motion et qu'il doit, en conséquence, assumer les responsabilités de la motion qui est présentée. Du fait qu'il l'ait présentée, nous y souscrivons volontiers.

Le Président: M. le vice-président de la commission de l'éducation et du travail. M. le député d'Argenteuil, vous vouliez intervenir, je pense.

M. Ryan: Je voudrais simplement donner une explication, M. le Président, au sujet de cette dérogation qui a été envisagée à l'horaire de la tenue des séances de commissions. En siégeant à 9 h 30, la commission envisage de recevoir deux organismes le matin. Tandis que si elle commence à 10 heures, il y a des chances que l'horaire traîne et qu'un organisme soit reporté à l'après-midi. Il y a un calendrier extrêmement chargé d'audiences pour toute la semaine prochaine. C'est en vue de gagner du temps et de s'assurer qu'un horaire sérieux pourrait être respecté que cette proposition a été faite et agréée par les deux côtés, je pense.

Le Président: Loin de moi l'idée de m'immiscer dans un débat puisque le président n'a pas le droit de participer aux débats. En tant que chef de direction de l'Assemblée, je réitère tout simplement qu'en commençant à 9 h 30 au lieu de 10 heures et en finissant à 23 heures au lieu de 22 heures, vous entraînez des coûts additionnels à l'Assemblée nationale et que, dans la mesure du possible, il serait préférable d'éviter d'augmenter les dépenses pour le temps supplémentaire qui sont déjà considérables.

Cela étant, la motion du leader du gouvernement est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

M. de Bellefeuille: M. le Président.

Le Président: M. le député de Deux-Montagnes.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. de Bellefeuille: Aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée, je voudrais demander au leader parlementaire du gouvernement quand il a l'intention d'appeler l'étude en principe du projet de loi 196, Loi régissant l'usage du tabac dans les endroits publics.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: M. le Président, si je m'aventurais à répondre à cette question, je me ferais passer à tabac.

M. de Bellefeuille: Question supplémentaire.

Le Président: M. le député de Deux-Montagnes.

M. de Bellefeuille: Le leader du gouvernement considère-t-il que ce que beaucoup d'experts jugent comme étant le problème de santé le plus grave dans la société québécoise c'est-à-dire le tabagisme, comme d'ailleurs dans la plupart des sociétés occidentales, est matière à rigolade?

M. Bertrand: M. le Président.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: En tout temps, l'humour a sa place dans la société. Mais si le député veut une autre réponse, je peux lui indiquer que nous travaillons en ce moment, à la sous-commission sur la réforme parlementaire, à faire en sorte que dans une amélioration de nos règles de fonctionnement, nous puissions... Le débat avait été soulevé par le député de Saint-Marie à l'occasion d'un mercredi après-midi, alors qu'il avait eu l'intention de présenter un projet de loi qui était inscrit à son nom pour qu'il soit possible, dans la mesure où l'Assemblée nationale souscrira éventuellement aux recommandations de la commission de l'Assemblée nationale, qu'un député de l'Opposition puisse appeler un projet de loi qui est inscrit à son nom et s'assurer qu'il puisse être étudié au niveau de ce qu'on appelle l'adoption du principe.

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Gratton: Justement, il serait important que le leader du gouvernement réponde plus clairement à la question du député de Deux-Montagnes. Effectivement, si le gouvernement n'entend pas faire en sorte que le principe de ce projet de loi soit étudié par l'Assemblée nationale, comme cela a été le cas à quatre reprises précédemment, le député de Saint-Louis l'a mentionné tantôt, c'est la cinquième fois qu'il présente le même projet de loi, si on demande à l'Opposition de présenter ce projet de loi, de l'appeler par une motion du mercredi, encore faudrait-il que le gouvernement nous indique

qu'il n'a pas l'intention de le faire étudier par l'Assemblée nationale et alors, on pourrait agir en conséquence.
(16 heures)

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: Je peux indiquer, M. le Président, que jusqu'à maintenant et sauf indication contraire, après discussion non seulement avec mon collègue, le ministre de l'Environnement, mais, bien sûr, les membres et collègues du Conseil des ministres, je n'ai aucune indication à fournir à cette Chambre que nous avons l'intention d'appeler ledit projet de loi.

Le Président: M. le député de Saint-Marie.

M. Bisillon: M. le Président, toujours dans les renseignements concernant les travaux de la Chambre, le leader du gouvernement m'ayant ouvert la porte allègrement, le projet de loi interdisant la production, l'entreposage, le commerce et l'utilisation d'armes nucléaires est aujourd'hui en préavis au feuilleton. Lorsque je l'avais appelé au moment d'une motion du mercredi, le leader s'était engagé à ce que la discussion se fasse sur ce sujet après le congrès du Parti québécois. Or, le congrès du Parti québécois a eu lieu. Je voudrais savoir si le leader du gouvernement a envisagé d'autres mécanismes pour nous permettre de discuter de ce projet de loi autrement que par une motion du mercredi?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Bertrand: D'autres mécanismes que ceux qui sont en discussion en ce moment à la sous-commission de la réforme parlementaire, non, mais ces mécanismes sont en discussion et permettront un débat. Je pense que c'était un des objectifs visés à ce moment-là. Pour ce qui est du reste, c'est-à-dire l'intention du gouvernement d'appeler lui-même ledit projet de loi pour en faire la discussion ici, à l'Assemblée nationale, au niveau du principe, là aussi je dois répondre comme pour le précédent projet de loi, que je n'ai pas d'indication aujourd'hui qu'il y a une telle intention.

Reprise du débat sur la motion proposant que l'Assemblée déplore l'incapacité du gouvernement à mettre en oeuvre des propositions de nature à aider les jeunes

Le Président: Bien! Ce qui nous mène aux affaires du jour et aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition, à la reprise du débat ajourné le 31 octobre 1984 sur la motion du député de Jean-Talon proposant

que cette Assemblée déplore vivement l'incapacité du gouvernement péquiste à mettre en oeuvre des propositions substantielles et concrètes de nature à aider véritablement les jeunes du Québec à faire face aux multiples problèmes auxquels ils sont confrontés, dont celui du manque tragique d'emplois permanents. La parole...

M. Gratton: M. le Président...

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Gratton: Oui. J'aimerais simplement, pour le bénéfice de l'ensemble des membres de l'Assemblée, faire part d'une entente entre les cabinets des leaders, que le vote sur cette motion, qui devait normalement avoir lieu à 18 heures ce soir, sera reporté à demain, avec le consentement du leader du gouvernement.

Le Président: Bien! Le vote aura lieu demain.

Pour l'instant, la parole est au député de Saint-Laurent.

M. Germain Leduc

M. Leduc (Saint-Laurent): M. le Président, novembre 1976 devait représenter pour plusieurs la réalisation d'un grand rêve. Les attentes suscitées par le Parti québécois étaient immenses. Imaginez un Québec indépendant avec les pleins pouvoirs d'un État souverain, un rêve politique dans lequel plusieurs se sont embarqués. Il faut bien le reconnaître, les jeunes et ceux de la classe modeste de cette société ont voté PQ en majorité lors des élections générales de novembre 1976. On leur promettait une meilleure part des richesses. Ils y ont cru. La réalité économique, pourtant, a été très différente. Ce sont cette même classe modeste et ces mêmes jeunes qui ont été le plus durement touchés par les politiques péquistes. Le Parti québécois a de plus mis le couteau dans les salaires de ses propres employés. Qu'on se rappelle la loi 70, la loi 105 et la loi 111. Elles ont affecté tous ces employés, tant du secteur public que du secteur parapublic.

Quelle est la situation économique des jeunes après sept ans de règne péquiste? Voilà la question qu'il faut se poser. Je dirais qu'elle est désastreuse. Le chômage chez les jeunes québécois atteint aujourd'hui 19%, alors que la moyenne générale au Québec qui affecte tous les chômeurs, qui est d'ailleurs elle-même nettement trop élevée est de 13%, tout de même une différence de 6% en moins pour l'ensemble des Québécois. En 1982-1983, le taux de chômage chez les jeunes a même dépassé les 25%. Jamais il n'a atteint ce sommet. La

situation de l'emploi chez les jeunes est également catastrophique comparée à la performance de certains autres pays. Pour ne prendre que quelques exemples, le Japon connaît aujourd'hui un taux de chômage chez les jeunes de 6% seulement, soit trois fois moins qu'au Québec. En Allemagne, il est de 13%; aux États-Unis, il est de 14%.

Le bilan désastreux de la situation économique des jeunes ne s'arrête pas là. À ces chiffres, il faut ajouter plus de 150 000 jeunes ménages qui reçoivent l'aide sociale. Ils représentent 36,4% de tous les assistés sociaux. Ces chiffres ne mériteraient pas d'être cités et soulignés si ce n'était que 75% de ces jeunes assistés sociaux sont aptes au travail. Ils sont prêts à travailler. Cela signifie qu'on est en présence d'une force de travail et d'un dynamisme social négligés et bafoués. Cela signifie que c'est le gouvernement qui marginalise les jeunes et non ceux-ci qui refusent de s'intégrer à la société. La qualité de la vie commence justement par l'autonomie financière. Un jeune ne peut vivre sans emploi. Il faut être péquiste pour prétendre le contraire.

Présentement, les jeunes qui reçoivent des prestations d'assurance-chômage ou d'aide sociale ne peuvent même pas survivre. Procédons à un petit calcul très simple. Le revenu annuel d'un jeune assisté social de moins de 30 ans s'établit à 1860 \$, c'est-à-dire 155 \$ par mois. Quel est le minimum de subsistance nécessaire à ce même jeune? Le Dispensaire diététique de Montréal évalue ce minimum à 430 \$ par mois, soit 5161 \$ par année. Le manque à gagner pour ce jeune est donc de 3300 \$ par année. Si on procède maintenant au même calcul, mais, cette fois-ci, en reconnaissant à ce jeune le droit à un minimum de confort plutôt qu'à un minimum de subsistance, on en arrive à un manque à gagner qui totalise - je dis bien, qui totalise - 4332 \$ par année. Vous vous rappellerez, M. le Président, que le Conseil national du bien-être social, il y a quelques mois, a fixé le seuil de la pauvreté à 7332 \$ par année pour une personne seule. Quand on parle de personne seule, on doit nécessairement se référer aux jeunes de moins de 30 ans. Vous conviendrez avec moi que ce chiffre de 7332 \$ est déjà un strict minimum. Il est évident que ce montant qui ne représente que 140 \$ par semaine est nettement insuffisant pour assurer à chacun un train de vie économique et un état mental exempts de tout tracasserie. C'est donc dire qu'au mieux un jeune assisté social doit survivre avec seulement 25% - je dis bien, avec seulement 25% - de ce dont il aurait besoin pour vivre strictement au niveau du seuil de la pauvreté.

À cet égard, je me dois de citer certains autres chiffres dont nous devons constater l'étroite relation avec la situation économique des jeunes. Si les jeunes n'ont

pas le nécessaire pour subvenir à leurs besoins, ils doivent se le procurer d'une autre façon. En effet, on observe que, de 1962 à 1984, le nombre de délits commis par les jeunes a connu une croissance vertigineuse. Il a été multiplié par huit. Mais il n'y a pas que la délinquance. Certains jeunes choisissent une solution beaucoup plus draconienne pour régler leurs problèmes. C'est ainsi que, de 1961 à 1984, on a assisté à une multiplication par cinq du taux de suicide chez les adolescents. En 1984, on connaît au Québec un taux de suicide de 17 par 1000 habitants. Aux États-Unis, on a évalué qu'une hausse de 1% du taux de chômage entraînait la mort de 35 000 personnes.

(16 h 10)

Ce dont les jeunes ont besoin aujourd'hui, c'est qu'on reconnaisse la place qui leur revient dans cette société, dans la société québécoise. Il est inacceptable qu'un si grand nombre de jeunes ne trouvent pas d'emploi actuellement. On ne doit pas chercher ailleurs que dans cette déplorable situation l'explication de leur rejet pur et simple du système. D'ailleurs le gouvernement péquiste s'est livré l'an dernier à une manœuvre de récupération - il fallait faire quelque chose qui n'a malheureusement produit aucun résultat. Et pour cause! le sommet québécois de la jeunesse n'avait même pas la saveur d'un bonbon. Il s'en est même fallu de peu pour que les jeunes n'y participent même pas.

C'est dans la même optique que l'on doit classer le Secrétariat à la jeunesse, ce fameux secrétariat qui devait régler le problème des jeunes. Nous avons là la meilleure preuve de l'absence de volonté du gouvernement pour résoudre le problème des jeunes. Le Secrétariat à la jeunesse n'a jamais eu aucun pouvoir ni aucune autorité dans le domaine. Il n'a jamais eu bien sûr non plus les crédits nécessaires.

Le député ministériel qui avait été nommé - on se rappelle le député de Verchères - a même démissionné, refusant de cautionner une manœuvre strictement politique de la part du premier ministre. Il y a maintenant un an que le premier ministre a repris personnellement les rênes du secrétariat. Si l'on fait le bilan de ses réalisations, force nous est de constater qu'il ne reste de ce secrétariat que le nom.

Un nom, c'est une image, n'est-ce pas? Et une image, c'est de la publicité. Voilà donc un autre exemple concret de l'utilisation abusive que l'on peut faire de la publicité chez ce gouvernement. Voici donc une autre preuve de l'utilisation naïve - je dis bien "naïve" - que l'on peut faire de nos jeunes sans emploi et désœuvrés.

Comment maintenant venir en aide aux jeunes de façon concrète? Lors du débat sur le discours d'ouverture, j'ai fait remarquer

au gouvernement qu'il épousait maintenant les thèses du Parti libéral, d'ailleurs bien tardivement. Le gouvernement reconnaissait enfin qu'avant de distribuer la richesse, il fallait d'abord la créer. Il reconnaît aussi enfin que l'entreprise privée est le moteur de l'économie. Voilà, bien sûr, la philosophie libérale, M. le Président. Nous ne parviendrons à créer de l'emploi pour nos jeunes - il faut bien le reconnaître - qu'avec une vraie relance. La création d'un climat économique sain est la condition sine qua non de cette relance.

Ceux qui débattent aujourd'hui de la place que devrait ou devra occuper la souveraineté aux prochaines élections générales ne travaillent nullement pour les jeunes mais pour des fins électoralistes, pour se faire réélire aux prochaines élections. Pour nous, c'est un gaspillage pur et simple d'énergies.

Qu'a fait maintenant le gouvernement du Parti québécois depuis huit ans pour les jeunes? Il a investi 500 000 000 \$ pour finalement ne créer que des "jobines". Le résultat: aucune personne n'ayant participé à ces emplois ne peut se monter un curriculum vitae avec une expérience quelconque. C'est la désolation. C'est à peine 83 000 "jobines" qui ont été créées avec ces programmes et c'est à peine 10% des assistés sociaux qui ont participé à ces mêmes programmes qui ont coûté tout près de 500 000 000 \$ aux citoyens du Québec pour ne créer purement et simplement que des "jobines".

Qu'est-ce que le gouvernement leur propose maintenant qu'il a reconnu l'échec de ses propres interventions? Une chose: du chômage déguisé. Oui, M. le Président, purement et simplement du chômage déguisé. Inutile, par ailleurs, de leurrer les jeunes. Les trois programmes de réinsertion des jeunes annoncés en novembre 1983 n'ont pas créé et ne créeront pas une seule nouvelle job.

Le premier volet vise à favoriser - si on prend les trois volets un à un - le retour à l'école des jeunes décrocheurs. Ici on assoit les jeunes sur les banquettes d'école plutôt que de leur donner du travail.

Le deuxième volet qui est celui des stages en milieu de travail. Ici encore, plutôt que de leur donner un emploi, on les envoie étudier dans des entreprises.

Enfin le troisième volet du programme de réinsertion, celui des travaux communautaires, se rapproche sensiblement de tous les programmes précédents de "jobines" qui ne conduisent nulle part. Loin de moi, M. le Président, l'idée de dénoncer sans nuance ces trois programmes. La formation de la main-d'oeuvre et le recyclage sont essentiels dans une société qui veut prendre le virage technologique. Il faut cependant reconnaître qu'aucun emploi stable et permanent n'a été créé par ces

programmes, il faut le dire. Selon les statistiques, le taux de chômage des jeunes diminuera évidemment. Plutôt que de chercher un emploi, ces jeunes seront aux études, mais ils ne travailleront pas. Si le but du gouvernement est, encore une fois, de manipuler les chiffres, il y arrivera bien sûr, mais qu'il ne tente pas de nous duper et qu'il tente encore moins de duper les gens.

Depuis la crise de 1981, c'est 184 000 emplois sur un total de 220 000 emplois perdus qui ont été récupérés au Québec, soit seulement 83%. La performance de l'ensemble canadien est de 100% d'emplois récupérés et celle de l'Ontario est de 129%. Cela revient à dire qu'au lieu de créer des emplois au Québec on en perd et qu'au lieu de créer des emplois pour les jeunes on en perd.

Nous, du Parti libéral, croyons que le gouvernement doit travailler sur trois fronts: d'abord, créer un environnement économique propice aux investissements, notamment en allégeant le fardeau fiscal des entreprises et en renonçant une fois pour toutes à son option souverainiste; donc, créer un climat. Deuxièmement, le gouvernement doit repenser tous ses programmes de création d'emplois et trouver des mesures incitatives pour favoriser le partage de l'emploi. Durant des périodes difficiles, on doit demander aux Québécois de partager. À cet égard, nous avons déjà proposé la création d'une banque d'initiatives régionales dont la philosophie de base est la concertation avec tous les intervenants socio-économiques et les jeunes. Nous proposons également de mettre en place le plus rapidement possible des mécanismes pour le partage volontaire - je dis bien volontaire - du travail. On a établi à 40% le pourcentage de travailleurs qui se déclarent prêts à laisser leur emploi pendant quelques années pour vaquer à d'autres tâches moyennant un revenu décent. Troisièmement, nous proposons une révision complète des programmes scolaires de formation professionnelle. Quand on sait que cette révision n'est prévue que pour 1989, que seulement 10% de nos finissants du secondaire ont une formation industrielle appropriée contre 60% en Allemagne, que les deux tiers des entreprises ne peuvent trouver sur le marché du travail les travailleurs spécialisés dont elles ont besoin, que les entreprises elles-mêmes doivent déboursier plusieurs millions de dollars par année pour former leurs employés et que le Québec est la seule province à ne pas avoir de cours de sciences obligatoire dans les trois premières années du secondaire, il y a là de graves lacunes.

En conclusion, je voudrais rappeler que les jeunes font aujourd'hui l'objet d'une discrimination systématique que le gouvernement actuel entretient. En effet, les jeunes connaissent un taux de chômage plus

élevé que la moyenne générale du Québec; je l'ai établi tantôt. Un grand nombre de jeunes se retrouvent bénéficiaires de l'aide sociale tout en étant aptes au travail et ce, dans des proportions nettement plus grandes que la moyenne nationale. Autre discrimination, M. le Président: aux jeunes de moins de 30 ans, il accorde seulement 34% des prestations d'assistance sociale accordées aux plus âgés. Enfin, il renvoie aujourd'hui les jeunes à l'école, mais exactement comme si ces jeunes n'avaient pas droit à un emploi comme tous les autres travailleurs du Québec.

Je voudrais terminer en ajoutant que l'Opposition et les jeunes ne sont pas les seuls à blâmer le gouvernement sur la question de l'emploi chez les jeunes. Je citerai les propos du jeune député péquiste de Rouyn-Noranda-Témiscamingue. Il disait: "Je serai d'accord avec le gouvernement pour dire que, naturellement, à travers la crise, on a essayé tant bien que mal de tempérer par des solutions dites temporaires." (16 h 20)

Comment, également, concilier les propos du 31 octobre dernier de ce même député, de ce jeune qui est censé s'occuper des jeunes, qui affirmait que le gouvernement du Parti québécois s'est largement occupé des jeunes, avec ce qu'il déclarait à la veille du dernier congrès du Parti québécois? "Depuis au moins trois ans, disait-il, à part peut-être quelques exceptions, il faut dire que le gouvernement n'a pas été imprégné d'un discours cohérent, d'un langage d'ensemble qui répondrait véritablement aux aspirations de la population, des jeunes, en particulier. Le gouvernement a plutôt été animé d'un discours qu'on pourrait appeler cryptochrétien, petit discours de petites mesures." Merci.

Le Vice-Président (M. Jolivet): Mme la députée de Jonquière.

Mme Aline Saint-Amand

Mme Saint-Amand: Merci. Depuis mon élection à titre de députée de Jonquière, il y a maintenant tout près d'un an, j'ai tenté par toutes mes actions et mes discours également à l'Assemblée nationale de sensibiliser le gouvernement aux problèmes vécus en région et aux solutions qu'on désirait y voir apporter. Pourtant, il semble que mon appel soit resté sans réponse, jusqu'à maintenant, du moins. Si M. le premier ministre se rapprochait, d'ailleurs, des régions, il comprendrait sûrement l'irréalisme de ses politiques centralisatrices et peu soucieuses des besoins régionaux. Il comprendrait tout le caractère dramatique de la situation, alors que le taux de chômage des régions de la Gaspésie, du Bas-Saint-

Laurent, de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Saguenay-Lac-Saint-Jean se situe à un niveau beaucoup plus élevé que le taux moyen du reste de la province. Est-il nécessaire de rappeler les multiples différences socio-économiques qui existent dans le Québec et que Montréal et Québec ne sont nullement représentatives de ce qui se passe ailleurs dans la province?

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, par exemple, comme je l'ai déjà mentionné, la population a été durement touchée par la récession. On estime à 23 000 le nombre d'emplois perdus entre janvier 1981 et avril 1983. Le taux de chômage y a atteint une pointe record en février dernier pour se situer à 21,9%. Mais la situation des jeunes dans les régions est probablement ce que nous pouvons considérer de plus tragique actuellement. Loin de diminuer l'urgence de leurs problèmes dans les grands centres, je désire apporter, au contraire, un élément de plus dans le dossier noir de la jeunesse au Québec et, en même temps, dans le dossier noir de l'inaction gouvernementale ou de son manque de réalisme dans les prétendues solutions apportées jusqu'à maintenant.

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, les jeunes regroupent 56,4% de l'ensemble des chômeurs de la région et ils forment 50% de tous les bénéficiaires de l'aide sociale. On dénombre, en fait, 10 000 ménages de moins de 30 ans qui vivent des prestations d'aide sociale sur un total de 21 000 dans l'ensemble de la région. Selon les statistiques toujours, les bénéficiaires du Saguenay-Lac-Saint-Jean demeurent plus longtemps sur l'aide sociale qu'ailleurs, soit plus d'un an, alors que la moyenne provinciale se situe autour de huit mois.

La stratégie gouvernementale à l'égard des jeunes a, depuis huit ans, été très inefficace. Elle a été empreinte d'incohérence et d'une multiplicité inutile. Alors que tous les discours péquistes nous parlaient de priorité à l'emploi, du côté du gouvernement, par contre, on procédait à la pièce et à l'improvisiste. Pendant sept ans, le gouvernement a cru que la solution à ce problème proviendrait d'un transbordement des jeunes de l'aide sociale à l'assurance-chômage en passant, bien sûr, par des programmes de création d'emplois de 20 semaines, et ce, en attendant que l'équilibre démographique redonne l'avantage à la jeunesse. Pendant sept ans, on ne s'est pas inquiété des impacts psychologiques qu'un tel transfert de responsabilités pourrait avoir. Pendant sept ans, on n'a même pas su prévoir l'impact économique d'une génération peu formée aux défis des années 1980 et dans l'impossibilité de s'intégrer à la population active. La huitième année, annonce du plan de relance. Loin de susciter l'espoir, il a déçu et désillusionné des milliers de jeunes.

Les trois nouveaux programmes, sauf celui bien sûr du rattrapage scolaire, ont un goût bizarre de réchauffé. Trop de questions au sujet du fonctionnement des programmes, de l'encadrement des jeunes, de la formation qu'ils dispensent, de leur applicabilité, sont demeurées sans réponse de la part du gouvernement. Le résultat d'ailleurs est probant. Seulement 5% des bénéficiaires de moins de 30 ans aptes au travail y participent actuellement, et on se dispute la réalité des chiffres au sein du Conseil des ministres. Est-ce que c'est 10 000, 12 000 ou 14 000? Nous n'en savons rien encore et les jeunes encore bien moins.

Depuis près de trois ou quatre ans, d'ailleurs, les jeunes lancent un cri d'alarme touchant au gouvernement et on ne veut point le prendre au sérieux. Selon son habitude, le gouvernement péquiste leur répond maintenant à coups de symposiums. Quelle solution!

Dans les régions, M. le Président, les jeunes n'en veulent pas de ces symposiums. Ce qu'ils veulent avant tout ce sont des emplois et des emplois permanents. Eux aussi veulent avoir la possibilité d'apprendre un métier qui représente une valeur sûre, pour eux, une valeur sûre pour leur région, la possibilité d'avoir accès à des programmes de recyclage, si c'est nécessaire, d'avoir également un meilleur dialogue entre le milieu des entrepreneurs et celui des jeunes chômeurs, une plus grande collaboration entre tous les bureaux et associations qui s'occupent actuellement des problèmes des jeunes, chacun de leur côté. Aussi, ce qu'ils veulent, c'est une écoute, mais une écoute véritable.

Je lisais récemment dans le Devoir un article sur la façon dont le gouvernement aide les groupes qui effectuent une tâche de réadaptation au marché du travail auprès des jeunes. Je cite, un texte signé de Mme Carole Beaulieu: "Deux organismes jeunesse de formation à l'emploi affichant des taux élevés de placement devront fermer leurs portes le 30 novembre à moins que la subvention que leur promet depuis près de deux ans le gouvernement du Québec ne soit enfin débloquée." "Leur taux de placement, pourtant, atteint 85%".

Alors que le gouvernement dépensera 10 000 000 \$ pour l'Année internationale de la jeunesse, je ne peux comprendre qu'il fasse montre d'autant d'inertie dans ce dossier. Quand bien même quelques milliers de dollars de plus seraient nécessaires pour assurer le fonctionnement de ces organismes, qui sont des organismes de formation à l'emploi! Au moins ces derniers ont le mérite d'être efficaces. Beaucoup plus que la quantité, c'est surtout l'efficacité qu'il faut rechercher.

De plus, M. le Président, le gouvernement nous permettra sûrement de

rester sceptiques face à l'objectif de 49 000 bénéficiaires qu'il s'était fixé sur deux ans, bénéficiaires, d'ailleurs, qui sentent qu'il y a déjà trop d'ingrédients indispensables qui ont manqué dans cette recette miracle.

En fait, on a d'abord négligé de consulter les principaux agents socio-économiques, les partenaires essentiels de ce plan. On les a plutôt placés devant le fait accompli et après coup on leur a demandé leur appui et leur participation.

Malgré les multiples sommets socio-économiques qu'il a tenus, le gouvernement a encore une fois oublié l'élément moteur: la concertation. Le manque de concertation, également, avec le gouvernement fédéral de l'époque constitue de plus une sérieuse lacune dans la politique d'emploi du gouvernement. Au lieu d'unir leurs efforts vers une véritable stratégie de retour au marché du travail, les deux gouvernements ont plutôt gaspillé temps et argent sans résultat concret.

(16 h 30)

La solution aux problèmes de la jeunesse n'aurait dû souffrir aucune barrière idéologique de la part du gouvernement québécois. Le réalisme et le pragmatisme nécessaires d'une solution adéquate passent obligatoirement par de nouvelles avenues développées par et pour les régions. Dénués de souplesse et de cohérence, les programmes gouvernementaux n'ont malheureusement été pensés jusqu'à maintenant qu'en fonction des grands centres. Le problème s'est posé pour la Gaspésie, mais il se pose aussi pour ma région, également pour l'Abitibi-Témiscamingue.

Comment procurer des stages en entreprise aux jeunes alors qu'il n'y a pas suffisamment d'entreprises économiquement viables pour supporter ces stagiaires? De plus, celles qui se montrent disponibles ont très souvent trop peu de personnel pour encadrer ces nouveaux stagiaires et pas assez de temps pour vraiment leur enseigner le métier. On ne fait ainsi que procurer à l'entreprise un personnel à très bon marché mais qui n'offre que très rarement une expérience pertinente à leur formation. Chaque région est beaucoup plus au fait de ses besoins, des genres de projets qui lui sont nécessaires, des groupes dynamiques qu'elle possède et de ceux qui, avec un soutien financier et technique, seraient aptes à rendre efficace une mesure visant l'intégration des jeunes au marché du travail.

Voilà d'ailleurs pourquoi j'ai déjà, en cette Chambre, fait la suggestion, qui a été reprise par mon collègue il y a quelques minutes, de créer une banque d'initiatives régionales. On n'aurait plus à attendre qu'un programme débloque et que les critères d'un autre s'élargissent pour satisfaire une réalité régionale. Ceci serait laissé à la discrétion de chacune des régions qui devrait également

les gérer. On y mettrait en valeur le dynamisme et l'imagination de chacun. Comme je l'ai déjà mentionné, il faut permettre aux régions de participer activement à l'élaboration de programmes de création d'emplois permanents dans les secteurs qui favoriseront leur développement, régions périphériques qui, de par leur situation géographique, ont développé des habitudes d'auto-organisation. Elles se sont donné des structures de développement originales qu'il faut soutenir.

L'implication de l'"entrepreneurship" régional est une condition sine qua non du succès d'une véritable politique de l'emploi. Leur implication dans la mise sur pied de cette banque d'initiatives régionales l'est donc tout autant, sinon plus. Les entreprises, les groupes communautaires et les autres agents économiques devront être les maîtres d'oeuvre de cette banque et devront s'associer étroitement à tout nouveau projet ainsi conçu dans leur région respective.

Une concertation régionale sur les besoins, les possibilités et les initiatives locales sera alors plus facile, la décentralisation en étant, en définitive, le fer de lance. Cette nouvelle impulsion favorisera pleinement le développement économique régional en ouvrant la porte à toute une génération remplie de bonne volonté, remplie du goût de travailler, même si elle a plutôt perdu ses illusions.

Une étude récente du ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu révélait que sur quatre jeunes qui avaient participé à l'étude, trois avaient diminué ou cessé complètement leur recherche d'un emploi. La majorité demeure très pessimiste face à son avenir. Ce qu'elle désire avant tout, c'est le respect. Pour cette raison, les jeunes favoriseront, d'abord et avant tout, tout emploi où ils se sentiront d'abord respectés.

Malheureusement, M. le Président, c'est plutôt un sentiment de culpabilité, de marginalisation et de démotivation qui les anime. Comment ignorer que la plupart n'ont jamais connu d'emploi satisfaisant, mais surtout stable, et que leur jeune vie de travailleuses et de travailleurs n'a été qu'une période d'inactivité entrecoupée de "jobines".

Comment donc ne pas comprendre que tant de jeunes décrochent? Ce n'est sûrement pas par paresse, M. le Président. La raison, d'un tout autre ordre, concerne plutôt l'incapacité actuelle du gouvernement de leur fournir les outils de réinsertion nécessaires. L'intransigeance, l'inefficacité des centres Travail-Québec, face à ce problème spécifique, la non-flexibilité des programmes, la faiblesse de l'information et du soutien aux initiatives de chacun constituent quelques-unes des solides barrières auxquelles se heurtent les jeunes Québécois. Ces barrières nous semblent de

béton.

Comment s'étonner également que des jeunes déclarent que la seule façon de sortir de la crise actuelle, c'est par une bonne guerre mondiale, eux qui souhaitent pourtant la paix mondiale. L'absurdité de leur situation n'est que plus évidente. Ce cul-de-sac "générationnel" est dramatique. Pour l'éviter, il faut désormais que le gouvernement mette de côté ses politiques électoralistes et ses politiques à court terme.

Pour faire véritablement place aux jeunes, il est essentiel que le gouvernement refasse ses classes et non pas seulement en apparence, comme nous l'a démontré d'ailleurs l'image du plan de relance.

M. le Président, je réitère l'urgence de développer une plus grande volonté d'action et de collaboration avec les jeunes au sein du gouvernement. Cette volonté doit aussi se manifester parmi toutes les instances socio-économiques quelles qu'elles soient, provinciales ou régionales. Il faut prendre les moyens pour démontrer aux jeunes les liens de solidarité que nous voulons tisser autour de la mise en valeur de leur dynamisme et de leur force. Le gouvernement n'a plus le droit d'échouer. Nous ne nous contenterons plus de tentatives de solution. La tolérance et l'apathie ont des limites, et au-delà de ces limites, c'est le vécu de toute une société qui est mis en jeu, ce qui comporte des risques trop sérieux pour que nous acceptions d'en être vos complices. Merci M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Châteauguay.

M. Roland Dussault

M. Dussault: Merci, M. le Président. Il me fait plaisir d'intervenir, cet après-midi, dans le débat sur une motion du député de Jean-Talon concernant les jeunes. Je vous dis tout de suite que je ne saurais appuyer un tel tricotage de mots dont l'objectif évident, chez nos amis d'en face, est de jeter de la poudre aux yeux aux jeunes pour lesquels ils n'ont aucune orientation de fond ni de solutions concrètes à offrir d'ailleurs. Il s'agissait d'écouter les derniers discours que nous avons entendus de ce côté-là de la Chambre pour bien constater qu'il n'y a pas véritablement d'orientation, ni de solutions concrètes.

De plus, cette motion vise à faire croire que le présent gouvernement n'a rien fait de substantiel pour aider les jeunes à sortir de l'embarras conjoncturel dans lequel ils sont pris à la suite de la crise et de ses effets.

Cet objectif de l'Opposition n'est absolument pas justifié. Je pense que les jeunes méritent un bien meilleur traitement que celui que leur offre l'Opposition

présentement et particulièrement à l'occasion du débat sur cette motion du mercredi.

Je voudrais démystifier l'argumentation libérale et cette motion qui tend à laisser croire que les mesures prises par le gouvernement n'ont aucun effet de permanence. Je dis bien: aucun effet de permanence. Il n'y a rien de plus faux. Quand un jeune - je prends en exemple un jeune bénéficiant de l'aide sociale - décide de retourner aux études, il a la conviction qu'il pose un geste de nature à améliorer son sort et cela, de façon permanente. Il sait très bien qu'il y a là un moyen plus approprié que celui d'attendre béatement qu'il se passe quelque chose, pour mettre des assises sérieuses à sa vie d'adulte. Assurés d'avoir une rémunération supplémentaire, ce sont des milliers de jeunes, M. le Président, des milliers de jeunes en chômage, bénéficiant de l'aide sociale, qui ont décidé de retourner aux études selon le programme gouvernemental de réinsertion scolaire. C'est beaucoup plus que nos prévisions et nos attentes. Ce sont beaucoup de jeunes qui comptent asseoir une situation permanente sur un meilleur socle de formation. Il faut les féliciter, ces jeunes. Chez nous, dans mon comté, plusieurs ont posé ce geste. Je les en félicite.

(16 h 40)

C'est la même chose pour ceux qui ont décidé de faire une démarche pour se faire intégrer dans un milieu de travail. Ces jeunes-là aussi savent très bien que c'est une excellente façon de se donner une sécurité d'avenir avec des effets de permanence. Ils savent aussi que ces effets de permanence ne peuvent venir que de leur effort et que le rôle du gouvernement ne peut être que celui de faciliter l'initiative des gens responsables du côté du patronat. Cela se solde par la possibilité pour des jeunes d'apprendre de façon pratique les rudiments d'un métier et, si le jeune concerné fait preuve d'un certain intérêt, je dirais même d'un intérêt certain, il sait qu'il a de très grandes chances de garder cet emploi qui deviendra donc permanent. C'est la plus belle chose qui puisse arriver à un jeune, qu'on lui offre l'occasion de démontrer qu'il a du cœur au ventre et du potentiel.

Dans ce programme gouvernemental, M. le Président, qui vise l'intégration en milieu de travail, une très grande part du résultat quant à une permanence des effets de l'aide apportée aux jeunes dépend largement de l'initiative et de la bonne volonté des jeunes, de la compréhension des gens d'affaires à leur égard, dans leur région.

Ce sont 3284 contrats qui ont été signés avec des gens d'affaires. Ce sont 2197 stagiaires, selon les derniers chiffres, qui ont jusqu'à maintenant eu la chance de démontrer leur goût de s'impliquer et qui nous disent implicitement: Appréciez cette

chance d'aller chercher une permanence d'emploi.

Mais encore mieux, 7300 entreprises ont déposé une demande pour organiser un stage dans leur entreprise. C'est au rythme de 2000 stages par mois que nous pensons pouvoir créer cette chance à la permanence pour des jeunes. Donc, M. le Président, les effets de permanence des mesures gouvernementales sont vrais. Ils sont vrais aussi pour les jeunes qui veulent créer leur propre entreprise grâce au programme de "Bourses d'affaires" du ministère de l'Industrie et du Commerce. Ce qu'il y a de merveilleux dans ce programme, c'est qu'il démontre - c'est déjà démontré - que l'on peut faire confiance à des jeunes qui se sont formés en administration non seulement pour se créer une entreprise et se donner un emploi stable, mais aussi pour créer de l'emploi à beaucoup de jeunes comme eux, donc des emplois créés par des jeunes pour des jeunes.

Cela M. le Président, dans des secteurs où il ne sera pas créé de concurrence déloyale à l'égard des entreprises existantes et dans des secteurs où les jeunes en général dans leur façon de s'exprimer et les tribunes qu'ils ont trouvées, ont démontré un intérêt quant au développement du milieu. Je songe particulièrement à tout ce qui concerne l'environnement et sa protection et qui comporte un potentiel de création d'emplois qu'entre autres plusieurs jeunes ont déjà exploité pour de la création d'emplois. C'est environ 19 800 000 \$ qui auront été disponibles à cette fin au ministère de l'Industrie et du Commerce sur trois ans pour créer des entreprises et des emplois largement accessibles aux jeunes. Je le rappelle à nouveau, M. le Président, il s'agira toujours de création d'emplois permanents.

Des effets de permanence sont aussi réels pour les mesures gouvernementales de création d'emplois par le biais du programme qu'on appelle PECEC. Ce programme à caractère communautaire qui canalyse la bonne volonté et la compétence de milliers de Québécois et de Québécoises dans le but de créer de l'emploi permanent, ce qui est une condition sine qua non pour obtenir une subvention. Ces emplois sont tout aussi accessibles aux jeunes adultes qu'à leurs aînés. J'ai un exemple à l'esprit d'un projet réalisé dans mon comté, à partir du programme PECEC, d'un journal communautaire où plus de la majorité des emplois créés l'ont été pour des jeunes.

Que dire, M. le Président, des mesures gouvernementales visant à protéger les emplois pendant et après la crise? On se rappellera du plan Biron qui consistait et qui consiste toujours à aider les petites et moyennes entreprises qui sont aux prises avec les hauts taux d'intérêt engendrés par la crise et acculés à la faillite malgré

qu'elles soient considérées en bonne santé sur le plan de leur administration. Une dizaine de milliers d'emplois ont été protégés et même créés grâce à ce programme d'aide. Un très grand nombre de ces emplois étaient occupés par des jeunes dans la proportion habituelle. N'y a-t-il pas là une preuve de plus qu'il y a des effets de permanence réelle à nos mesures de création d'emplois?

M. le Président, de l'été 1982 à l'été 1984, le taux de chômage chez les jeunes est passé de 27% à 19%. Il faut qu'il y ait une explication à ce phénomène et l'explication, je pense, se trouve dans les ouvertures multiples qu'offrent les programmes du gouvernement pour la création d'emplois et, particulièrement, la création d'emplois permanents. Peut-on sérieusement avancer que le présent gouvernement est incapable de mettre en oeuvre des propositions substantielles, selon les mots de la motion, et ayant des effets de permanence? Non, c'est évident. Avec la seule partie des programmes et des résultats que j'ai évoqués, qui prendra au sérieux les propos de l'Opposition sur cette question? Personne, sinon les militants teints rouge du Parti libéral. Même pas les jeunes libéraux qui se sont fait offrir par l'auteur de la motion, comme seule hypothèse de solution d'aide aux jeunes, que le gouvernement subventionne les MRC pour assurer la création d'emplois, ce qui ne changerait rien puisque c'est déjà fait par les municipalités et que, de toute façon, c'est encore aux municipalités que cela reviendrait de créer ces emplois.

Ces jeunes libéraux ne pourraient pas non plus prêter foi aux propos de leurs aînés, sachant qu'ils se sont fait rabrouer par leur chef invisible d'une façon inacceptable quand ils ont préconisé le partage de l'emploi comme un des moyens d'aider les jeunes à se trouver de l'emploi. À cette occasion, d'ailleurs, la Presse titrait: "Bourassa dit non au partage de l'emploi." Le journaliste disait, à un moment donné, un peu plus loin dans l'article: "Les propos du chef libéral ont plutôt été reçus froidement par les jeunes qui auraient préféré un engagement plus profond de M. Bourassa envers le développement régional." Un permanent du comité, Harold Lebel, qui est aussi membre de l'exécutif national du Parti québécois, a résumé le sentiment général des jeunes présents à la rencontre, en disant: "Nous ne nous attendions pas à ce que M. Bourassa nous fasse un cours sur l'économie mondiale. Nous pensons qu'il est décroché de la réalité régionale." Le fait qu'il ait été incapable de faire ouverture aux propos des jeunes sur le partage de l'emploi démontre effectivement que le chef invisible libéral est décroché de la réalité.

M. le Président, dans un autre ordre d'idées, est-ce à dire qu'il faut se satisfaire des résultats obtenus? Non, bien sûr. Il ne

faudra être satisfait que le jour où la situation sera revenue à celle qu'on connaissait avant la crise et même meilleure, mais les résultats sont excellents - il faut quand même être capable de l'admettre - compte tenu des circonstances et de la conjoncture et compte tenu du degré de sensibilisation de ceux sur qui on doit compter pour créer de l'emploi permanent pour les jeunes. C'est d'ailleurs là que nous devrions tous faire porter nos efforts, l'Opposition comme le pouvoir. Pour l'Opposition, il y aurait là une façon positive d'aider les jeunes, de concourir avec le gouvernement à aider ces jeunes. Si on ne peut s'attendre que l'Opposition ait des solutions à propos de tout, n'est-il pas normal qu'on attende des solutions de l'Opposition pour des situations qu'elle a choisi elle-même de dramatiser?

C'est le monde patronal qui est le principal dépositaire de la clé de la création d'emplois. Ce n'est pas en tentant de faire adopter par l'Assemblée nationale des motions totalement vides de sens que l'Opposition aidera à améliorer la situation des jeunes. Je voterai donc contre cette motion du député de Jean-Talon, une motion qui m'apparaît sans fondement réel. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Jolivet): M. le député de Brome-Missisquoi.
(16 h 50)

M. Pierre-J. Paradis

M. Paradis: Oui, M. le Président. Le député de Châteauguay vient de nous annoncer qu'il va voter contre une motion. J'aimerais peut-être qu'on prenne le temps de la relire et qu'il prenne le temps d'y réfléchir. Il s'agit de la motion du député de Jean-Talon qui se lit comme suit: "Que cette Assemblée déplore vivement l'incapacité du gouvernement péquiste à mettre en oeuvre les propositions substantielles et concrètes de nature à aider véritablement les jeunes du Québec à faire face aux multiples problèmes auxquels ils sont confrontés, dont celui du manque tragique d'emplois permanents. Si le député de Châteauguay s'apprête à voter contre, c'est donc dire qu'il a confiance, qu'il croit que cela va bien pour les jeunes au Québec, que ces jeunes ont eu de la part du gouvernement d'en face des mesures concrètes capables de leur assurer des emplois permanents dans notre société québécoise, capables de leur assurer le droit au travail, capables de leur assurer des revenus suffisants pour réaliser un rêve légitime chez tout jeune du Québec, celui de fonder un foyer dans notre province.

Quelles mesures concrètes le Parti québécois a-t-il annoncées? Quelles mesures concrètes le Parti québécois a-t-il mises de

l'avant pour tenter d'apporter des solutions? Je vais vous proposer - vous dites souvent qu'on n'a pas de propositions de ce côté-ci de la Chambre - quelque chose de différent de ce que vous avez essayé jusqu'à maintenant. Parce que vous avez un mauvais choix de priorités, parce que vous avez dépensé là où il ne fallait pas dépenser, c'est-à-dire dans votre propagande péquiste, il ne vous reste pas beaucoup d'argent. Je vais tenir compte de cette situation.

Est-ce que Mme la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, est-ce que les députés "back-benchers" péquistes ont déjà pensé que, strictement s'ils s'attaquaient honnêtement et consciencieusement à tout le problème de la réglementation, ils pourraient enlever des barrières qui empêchent nos jeunes d'entrer sur le marché du travail? Est-ce que vous avez déjà pensé à votre fameuse carte de classification dans l'industrie de la construction? Est-ce que vous avez pensé à réviser l'application des politiques théoriques et technocratiques du député d'Anjou, ministre du Travail de l'époque, aujourd'hui grand constitutionnaliste péquiste?

Est-ce que vous avez pensé au cas du jeune qui se rend au bureau de comté du député de Brome-Missisquoi, à celui du député de Shefford ou à celui d'autres députés et qui nous explique sa situation? Il nous dit: J'ai fait mes études dans tel domaine de l'industrie de la construction. Je suis un menuisier compétent. D'ailleurs, j'ai une carte de compétence; j'ai un diplôme pour le prouver. J'ai un employeur qui est prêt à m'embaucher. Qu'est-ce qu'on peut répondre à ce jeune lorsqu'on est député à l'Assemblée nationale? On est obligé de répondre à ce jeune qu'il n'a pas le droit de travailler. Alors, il nous demande des explications et on lui explique que, pour avoir le droit de travailler, pour obtenir son permis de travail, sa carte de classification, il aurait fallu qu'il travaille 1000 heures l'année précédente. Le jeune nous dit: M. le député, vous comprenez que je ne pouvais pas travailler 1000 heures l'année précédente, parce que j'étais à l'école.

Qu'est-ce que vous attendez pour vous attaquer à des problèmes de réglementation aussi stupides? Tous ceux qui travaillent paient des taxes au Québec pour faire instruire ces jeunes, pour les former. Lorsqu'ils arrivent sur le marché du travail, on leur dit: Vous n'avez pas le droit de travailler. Qu'est-ce que vous attendez de l'autre côté de la Chambre pour vous attaquer à des problèmes comme celui du coût des quotas dans l'agriculture, la relève agricole, les jeunes qui veulent prendre la relève sur leur ferme? Savez-vous combien coûte un quota, selon la production dans laquelle on veut se lancer? Dans le lait, ça coûte plus cher que la vache. Dans le poulet,

ça coûte bien plus cher que le poulet.

Une voix: Dix fois.

M. Paradis: Dans les oeufs, je vais vous donner des chiffres sur la valeur au marché d'un quota. Pour ceux qui ne le savent pas de l'autre côté, cela se transige à plus de 25 \$ la poule. Pour un jeune qui veut s'établir et fonder une famille, cela lui en prend 20 000. Son permis de travail lui coûte 500 000 \$. Est-ce qu'il y a un jeune au Québec qui a 500 000 \$ à déboursier, pas pour acheter la ferme, la maison, le poulailler, l'équipement, les poules et la moulée? Pas pour acheter ça. Qu'est-ce que vous attendez pour réviser vos réglementations? Cela ne vous coûte rien. Cela vous demande seulement de l'imagination, du coeur au ventre et un peu d'amour pour cette jeunesse québécoise.

Depuis combien de temps réclame-t-on une réforme du Code du travail? En vertu des clauses d'ancienneté à l'état pur dans nos conventions collectives, le jeune est toujours celui qui se retrouve le premier dehors de l'usine en période de marasme. Qu'est-ce que vous attendez, si vraiment la jeunesse québécoise vous tient à coeur, pour réviser ces clauses d'ancienneté à l'état pur? Qu'est-ce que vous faites à la place? On voit ce que vous faites à la place. Dans chacun des discours d'ouverture, dans chacun des discours du budget, dans chacun de vos discours, vous parlez de la relance pour les jeunes. Ils sont tannés de se faire relancer.

La dernière relance que vous avez annoncée a été celle d'un symposium. Vous allez faire des symposiums pour trouver de l'emploi aux jeunes. Et là, vous avez produit une pile de documents: "Changeons le mode d'emploi." Je demande aux jeunes qui nous écoutent de voir ce que le Parti québécois leur propose. Le Parti québécois vous propose des scénarios; le Parti québécois vous propose du théâtre; le Parti québécois et la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, dans "Changeons le mode d'emploi", expliquent au jeune de quelle façon il doit agir pour se faire embaucher dans une usine.

Si vous avez des enfants de cet âge-là, M. le Président, je vous demanderais de suivre attentivement ce qu'ils doivent faire pour trouver un emploi au Québec, parce que les députés et les ministres péquistes de l'autre côté conseillent cela à nos jeunes. Cela s'appelle: "Exemple d'une négociation où l'on se sert d'une MESORE". Vous savez ce qu'est une MESORE? C'est une mesure de solution de repli. C'est la solution péquiste qu'on propose aux jeunes. Vous voulez qu'on vous explique la MESORE? On va le faire. Je cite un document péquiste dans un vocabulaire péquiste: "Lors d'une rencontre avec le président d'une florissante entreprise

de bonbons, Marie, Pierre, Bertrand et Michèle ont abordé l'épineux problème du chômage chez les jeunes afin d'amener la direction de la compagnie à faire sa part pour le résoudre. Les discussions vont bon train depuis déjà 20 minutes." On entre dans le bureau du président de la compagnie et on applique la MESORE du gouvernement. Marie: M. le président, nous avons appris que 80% de vos employés étaient âgés de plus de 40 ans et que parmi ce groupe, plus de 50% atteindraient l'âge de la retraite d'ici deux ans. Ne croyez-vous pas, M. le patron, que pour votre entreprise ce serait bon d'engager des jeunes? Le fait de rajeunir vos effectifs contribuerait sans doute à augmenter le chiffre d'affaires de votre entreprise."

Le président, de l'autre côté, répond - dans le scénario péquiste, et c'est la solution MESORE du gouvernement actuel - "Non, je ne suis pas intéressé. Les jeunes sont souvent des étourdis sur qui on ne peut pas compter. J'aurais peur que l'anarchie s'installe dans mon entreprise. J'en ai assez du syndicat, je n'ai pas envie de multiplier les problèmes."

Là on recommande à notre jeune, du côté péquiste, d'utiliser la flatterie qui rehausse l'image de l'employeur. Et là, le jeune - et c'est toujours à partir du document du Parti québécois, c'est la solution de repli qu'ils offrent aux jeunes - dit: "Vous avez parfaitement raison - le jeune parle à l'employeur le langage péquiste - de vouloir éviter des difficultés, surtout que votre entreprise fonctionne bien depuis pas mal de temps et qu'elle a bonne réputation". La flatterie. "Nous pensons seulement que tôt où tard vous aurez à remplacer vos employés retraités et qu'en ce sens embaucher des jeunes dès maintenant vous permettrait de les former selon vos besoins."

Le président de la compagnie répond au jeune - toujours dans le scénario péquiste, et c'est ça qu'on propose aux jeunes comme solution - "Oui, peut-être, mais je n'ai pas le temps de leur apprendre le métier parce que ce n'est pas tout d'avoir une formation adéquate, il faut apprendre à bien travailler."

Là, c'est le jeune Bertrand qui intervient dans le scénario péquiste: - Il y en a qui me demandent si c'est le jeune Bertrand, leader du gouvernement; il sera peut-être dans ce scénario-là l'an prochain: - "Nous avons justement une proposition à vous faire dans ce sens, M. le président. Nous pensons que vous pourriez engager deux jeunes au printemps." Et ça continue.

À la fin du scénario péquiste, Michèle, qui n'a pas réussi à convaincre le président dans la MESORE dit: "Monsieur, nous n'avons pas eu l'occasion d'en parler avec le délégué syndical de votre entreprise. Il est

d'accord avec le principe mais il compte négocier l'intégration d'une telle formule dans la prochaine convention collective qui se négociera dès la prochaine semaine. Nous ne pensons pas qu'une grève vous serait très profitable à court ou à long terme." Une petite menace! Une petite grève! "Pouvons-nous nous entendre sur un essai de trois ou quatre semaines?" Une "jobine" en échange de chantage. C'est ce que le Parti québécois vous propose pour vous trouver de l'emploi, les jeunes au Québec.

Une voix: C'est scandaleux.

(17 heures)

M. Paradis: Ce document a peut-être de la couleur pour les gens de l'autre côté, mais il n'en a pas beaucoup pour les jeunes de mon comté et il n'en a pas beaucoup pour les jeunes de vos comtés. Vous pourriez peut-être ajouter que cette motion du député de Jean-Talon n'est pas fondée et, comme le député de Châteauguay tantôt, dire: Je vais voter contre parce que le gouvernement a fait quelque chose. Mais après le discours inaugural, après le dépôt de ces documents à l'Assemblée nationale du Québec, un observateur impartial de la scène politique... Ce n'est pas un méchant député libéral qui n'aime pas les péquistes. C'est quelqu'un qui observe votre façon d'agir avec les jeunes et qui, s'il était en cette Chambre - je n'en doute pas - voterait pour la motion du député de Jean-Talon. Il y a quelqu'un de l'autre côté qui veut savoir qui. Je vous le dirai après l'avoir cité. Vous allez peut-être le reconnaître parce que, si vous vous intéressez aux jeunes, vous l'avez certainement lu et ce qu'il a dit vous a certainement inquiétés. Dans le Soleil, à la page éditoriale... Je vais vous le dire avant; cela va peut-être vous faire réfléchir davantage sur ses propos: Roger Bellefeuille.

Une voix: Un éditorialiste.

M. Paradis: Je cite M. Bellefeuille: "Faute de mieux, les Québécois, dont les jeunes, seront conviés à beaucoup de séances de parlote au cours des prochains mois..." Je vais vous lire la conclusion de son éditorial, après avoir dit que tout ce que vous aviez à offrir, c'était de la parlote: "Le changement de calendrier consacrera l'Année internationale de la jeunesse. Les millions de dollars pleuvront sans aucun doute. Déjà, le Québec a annoncé une première mise de 10 000 000 \$. Une pléiade d'activités animeront ces douze mois, mais au-delà du happening, des colloques, des initiatives de toute farine, des tables rondes pour experts et pseudo-experts, sans compter la horde de chevaliers d'industries à l'affût de toute manifestation d'envergure, les jeunes devront défendre à tout prix leur droit de parole. Ils devront dire bien haut qu'ils en ont marre de

vos "jobines" culs-de-sac et des diplômés qui n'ont pas plus de valeur à la bourse du travail que monnaie de singe - ce n'est pas un libéral qui parle; c'est un éditorialiste, après avoir entendu ce que vous aviez à offrir aux jeunes - et renvoyer proprement à leurs devoirs bâclés - je ne sais pas de qui il parle - ceux et celles qui, sous prétexte de sortir de l'ornière, ne leur proposent que soporifiques symposiums pour patenteux de projets de société." C'est qui cela les...

Une voix: ...

M. Paradis: ...soporifiques symposiums pour patenteux de projets de société. C'est qui, les patenteux de projets de société? Qui a préparé ce petit scénario pour avoir des petits jobs de trois ou quatre semaines encore? C'est qui? C'est le gouvernement péquiste d'en face. L'éditorialiste n'est pas un méchant député libéral. C'est quelqu'un qui a lu vos documents, qui a lu le discours inaugural du premier ministre et qui a à coeur l'intérêt des jeunes au Québec. Il conclut: "Au train où vont les choses, dans la confusion d'un vaporeux discours nationaliste sauve-qui-peut - là, il est devenu un peu plus fédéraliste - l'Année internationale de la jeunesse risque de ne pas être autre chose que la célébration d'une assistance sociale institutionnalisée, commanditée et subventionnée." Qui va porter la responsabilité de l'avoir institutionnalisée, de l'avoir commanditée et de l'avoir subventionnée?

Je vous ai proposé tantôt, au début, quelque chose qui ne vous coûtait rien, quelque chose qui faisait appel à votre intelligence et peut-être à votre désir, s'il en reste, d'apporter une solution concrète aux problèmes des jeunes. Je vous ai proposé comme mesure - ce n'est pas la seule qu'on propose de ce côté-ci de la Chambre - de revoir les réglementations qui sortent de cette Chambre et qui sont proposées par vous autres dans le domaine de la construction, dans le domaine de l'agriculture, dans le domaine industriel, qui posent des barrières à l'entrée des jeunes sur le marché. Cela ne vous coûtera pas un cent, strictement de faire siéger l'Assemblée nationale. Au lieu de parler, à savoir si vous êtes des purs et des durs ou des vire-capots, au lieu de discuter cela entre vous autres, de parler, à savoir quelle approche législative et réglementaire on peut prendre ensemble pour enlever ces barrières aux jeunes.

Je pense que, tant que vous n'aurez pas commencé à réfléchir pour apporter des solutions aussi concrètes que celle qu'on propose de ce côté-ci de la Chambre, les jeunes ne vous prendront pas au sérieux. Les personnes qui ont des jeunes dans la société ne vous prendront pas au sérieux. Les personnes plus âgées dans notre société, qui

ont réussi à obtenir un emploi parce que vous n'aviez pas érigé ces barrières quand elles étaient jeunes, ne vous prendront pas non plus au sérieux. Vous continuerez à vous faire affecter d'épithètes par des gens qui ne sont pas de méchants libéraux, des épithètes qui montrent votre vrai visage à la population, par des gens qui après avoir analysé vos programmes et parce qu'ils ont à cœur l'intérêt de notre jeunesse québécoise, n'hésitent pas à vous critiquer violemment. Merci.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Shefford.

M. Roger Paré

M. Paré: Merci. Je vais commencer par remercier l'Opposition de nous apporter une motion semblable même si je vais voter contre évidemment. La remercier parce que je trouve que c'est important qu'on parle des jeunes, qu'on parle de la jeunesse. Cela nous permet, deux mercredis après-midi de suite, de nous attaquer à un problème très grave: la situation des jeunes au Québec; je trouve cela important.

Avant de parler sur le sujet comme tel, je voudrais faire quelques commentaires sur ceux que je viens d'entendre de mon collègue, voisin de comté, le député de Brome-Missisquoi. Comme beaucoup de ses collègues, ce qu'on entend surtout c'est évidemment de la critique. Ce qu'ils ont surtout à nous suggérer, ce n'est pas grand chose, c'est de la critique. Cela est facile surtout quand c'est négatif. On a juste à dire: Ce n'est pas bien, ce n'est pas parfait, prendre les choses négatives des lois ou des programmes qu'on apporte, cela est facile parce qu'il n'y a rien de parfait. Ce que nous, on vote, comme dans les autres Parlements aussi, une loi n'est jamais parfaite. Il y a toujours des côtés négatifs et c'est facile de les souligner. On ne nous apporte pas grand-chose de positif.

Je pense que c'est le seul de l'autre côté qui a apporté quelque chose de positif, mais des deux seules suggestions qui nous sont apportées, je vais en parler un peu, cela vaut la peine parce que quand on parle des quotas de lait, c'est bien beau d'en parler, c'est vrai aussi sauf que les quotas de lait c'est quand même de juridiction fédérale; il ne faudrait pas l'oublier. Il faudrait faire de la critique au bon endroit, nous mettre à nous le tort que cela peut occasionner à la relève agricole les quotas de lait, je m'excuse, ces gens ne peuvent plus parler à leurs grands frères d'Ottawa qui ont laissé la place à des meilleurs, j'espère, sauf que ce n'est pas la bonne place pour apporter cette critique.

J'aimerais cela aussi qu'ils en parlent aux agriculteurs. Peut être que le député de

Brome-Missisquoi n'en parle pas suffisamment parce que je ne suis pas sûr non plus que les agriculteurs qui profitent des quotas de lait à l'heure actuelle seraient prêts à se départir de ce système. Ce qu'il faut faire et ce que nous faisons dans le domaine agricole, on s'occupe de la relève agricole. Ce n'est pas en enlevant à un pour donner à d'autres qu'on va créer des emplois. C'est en créant de nouveaux emplois. Dans le domaine agricole c'est exactement ce qu'on fait. On diversifie. Si vous regardez les chiffres, c'est concluant. De 1970 à 1976 sous le gouvernement libéral, le nombre d'agriculteurs a diminué. L'espace qui était utilisé pour les céréales diminuait aussi. L'agriculture était à l'abandon. Depuis 1976, c'est le contraire. Non seulement on a repris ce qui avait été perdu, mais on a créé des emplois dans le domaine agricole. C'est encore ce dont on parle, un sujet dont on discute dans le discours de M. Lévesque, du premier ministre, excusez, qui nous parlait précisément d'un des axes qui va être choisi pour le développement et la création d'emplois chez les jeunes comme chez tous les Québécois qui se cherchent un emploi, entre autres, la diversification dans l'agriculture, entre autres, avec la culture en serres.

Ce n'est pas en enlevant les quotas et en créant un nouveau problème qu'on va régler le chômage chez les jeunes. C'est au contraire en trouvant de nouveaux débouchés et c'est ce qu'on propose. On ne critique pas ce qui va bien. On essaie de l'améliorer si ce n'est pas parfait, on trouve de nouvelles façons et ce n'est pas ce que nous suggère le député de Brome-Missisquoi. Quand il nous parle de revoir les règlements de l'OCQ pour aider les jeunes à travailler dans le secteur de la construction, il faudrait aussi faire attention parce que ce qu'il est en train de nous proposer, ce n'est pas de nouveaux emplois, c'est de donner les emplois existants à d'autres. Finalement, ce n'est pas un partage d'emplois, c'est un changement d'individu occupant un emploi. Ce qu'on dit nous, c'est que ce n'est pas ce qu'il faut faire. C'est créer de "nouvelles jobs", de nouveaux emplois permanents pour permettre aux jeunes d'arriver sur le marché du travail, sur le marché de la construction aussi. Quand on parle de cela, nous, au lieu de changer les individus par rapport aux postes, le partage de l'emploi de l'autre côté, on nous dit: Non. Donc, il faudrait faire attention. C'est facile de critiquer.

C'est beaucoup plus facile de critiquer que d'administrer et à écouter les gens d'en face, c'est beaucoup plus facile critiquer que de proposer de nouvelles suggestions. C'est inquiétant. On nous reproche à nous de ne pas avoir trouvé toutes les solutions et réglé tous les problèmes. C'est un fait. On ne les a pas toutes trouvées les solutions miracles.

Cela n'existe pas. Sauf que nous on n'a pas attendu. Depuis 1976, on a planifié des choses. Bâtir le Québec, premièrement, ensuite le virage technologique. On a planifié en vue de l'avenir, pour aider les gens à embarquer dans le mouvement et créer des emplois alors que tout ce que le député de Jean-Talon nous disait la semaine passée, dans sa première intervention sur le sujet dont on traite aujourd'hui, c'est qu'eux sont en étude et qu'au printemps ils vont avoir quelque chose à nous suggérer.
(17 h 10)

Imaginez-vous! Ils n'ont pas à administrer mais ils n'avaient même pas le temps de réfléchir et de suggérer quelque chose. Ils sont en train de le faire et ils vont nous suggérer des choses au printemps. Heureusement, M. le Président, qu'on n'a pas décidé d'attendre, qu'on est passé à l'action, et on a eu des résultats aussi.

Cela ne me surprend pas, M. le Président, parce que l'Opposition est souvent, sinon toujours, en contradiction. Je me rappelle, l'année passée, à peu près à ce temps-ci, on avait décidé, justement à cause de la crise économique, justement à cause des problèmes des jeunes à la recherche d'emplois, de retarder l'entrée en Chambre ou l'ouverture de la session pour être capable, justement, de trouver des solutions, de réfléchir, de faire des rencontres, des contacts pour mettre en place des programmes pour créer des emplois.

Ces gens, en face, que nous disaient-ils, M. le Président? C'est impensable de retarder l'ouverture de la session. Il faut rentrer à l'Assemblée nationale. C'était urgent, c'était important, c'était une catastrophe qu'on saute quelques jours. Pourtant, cela fait un an que leur chef ne veut pas rentrer. Deux poids deux mesures quand cela fait leur affaire. C'était urgent qu'on vienne légiférer, cela ne pouvait pas attendre cinq jours ni dix jours, mais le chef cela peut attendre un an. Ce fameux chef, M. le Président, cela m'inquiète. Cela m'inquiète et je vais dire pourquoi.

Un homme politique qui a été à l'Assemblée nationale pendant dix ans, qui a été chef de gouvernement, premier ministre, pendant six ans, qui a fait trois campagnes électorales comme chef de parti ne veut pas rentrer à l'Assemblée nationale parce qu'il est obligé d'aller voir les problèmes qu'il y a au Québec, dans les régions, et parce qu'il est obligé d'aller se faire connaître. Il a été six ans premier ministre et le peu qu'il a fait fut tellement peu marquant, les gestes qu'il a posés tellement peu bénéfiques pour la population que les gens ne s'en rappellent plus. Il est obligé d'aller se revendre, M. le Président.

C'est inquiétant pour un homme qui a été dix ans au Parlement, un homme qui a été six ans premier ministre, qui refuse de

revenir quand son groupe parlementaire dit qu'on ne peut pas se permettre d'être à l'extérieur, que c'est ici qu'on prend des décisions. La raison pour laquelle il ne veut pas rentrer, c'est pour aller montrer qu'il est, ce nouveau venu, parce que effectivement il n'a rien apporté de neuf du temps qu'il était là, M. le Président.

J'en viens à la motion et c'est important. M. le Président, oui on s'est acharné dès les débuts de la crise à essayer de trouver des solutions. On a trouvé une foule de projets, de programmes pour stimuler l'économie. Qu'est-ce qu'on se dit? Ce n'est pas de changer les gens qui ont un emploi qui est important, c'est de créer de nouveaux emplois. Donc, il s'agit d'économie globale et générale, il faut stimuler l'économie. On en a trouvé des solutions, des solutions pas miraculeuses, mais drôlement importantes, modernes et futuristes en plus.

Qu'on pense seulement, M. le Président, à Corvée-habitation. Les libéraux d'en face n'en ont pas trouvé des projets semblables, des projets de concertation, des projets de stimulation d'emplois, des projets de création d'emplois qui permettent à toute la population, y compris les jeunes, d'entrer sur le marché du travail.

Bien oui, Corvée-habitation a fait ses preuves. Dans la construction, plutôt que de changer les règlements, on s'est organisé pour qu'il y ait davantage de constructions, donc plus de travailleurs. C'était comme cela avec Corvée-habitation, c'était la même chose avec Équerre, c'est la même chose avec Loginove; une foule de programmes pour répondre aux besoins de la population, mais qui en même temps stimulent l'économie, amènent des investissements et créent des emplois pour tout le monde, y compris pour les jeunes.

Il y a bien d'autres choses qu'on a annoncées il y a un an. La motion nous reproche de n'avoir rien trouvé, justement, pour créer des emplois. Pourtant le plan Biron a sauvé non seulement des dizaines et des dizaines d'entreprises mais il a aidé à en mettre de nouvelles sur pied, à créer des jobs.

Donc, M. le Président, on en avait des projets et on les a réalisés. On n'a pas attendu. On y est allé à mesure que les besoins étaient là, à mesure que les capitaux étaient dégagés. Avec toute la marge de manœuvre qu'on pouvait prendre, on y allait pour la création d'emplois.

Un dernier exemple que je vais citer sur ce qu'on a fait depuis un an, c'est l'assainissement des eaux. De l'autre côté, on n'y croyait peut-être pas. C'est vrai qu'on n'a rien fait là-dessus avant que nous arrivions au pouvoir et aujourd'hui c'est une urgence. C'est une urgence parce que dans des municipalités, dont Granby entre autres encore malheureusement, la qualité de l'eau

fait défaut. Nous, nous sommes intervenus et ce sont 3 500 000 000 \$ qui sont présentement générés dans l'économie, en équipements, en travail et en main-d'oeuvre, justement pour faire travailler les gens et donner aux jeunes d'aujourd'hui, qui est la génération de demain, qui est l'avenir du Québec, une qualité de vie meilleure que ce que l'on a connu dans le passé.

M. le Président, ce sont des programmes intéressants, des programmes que nous avons préparés et des réalisations qu'on est en train de faire en collaboration avec l'entreprise, avec les municipalités. La concertation, nous y croyons parce que lorsque l'on va rencontrer des gens avec qui on veut participer, avec qui on veut développer le Québec, on ne critique pas. On offre quelque chose, on négocie, on s'entend, ce que le parti d'en face n'a jamais réussi à faire du temps où il était au pouvoir. On ne s'arrête pas sur ce qu'on a fait, on annonce de nouvelles idées pour créer des emplois. On en retrouvait dans le discours du premier ministre lorsque la session a repris cet automne. Entre autres, le ReviCentre, je pense que c'est le temps d'en parler parce qu'on en annonce à presque tous les jours. On est en train de redonner aux municipalités un visage beaucoup plus accueillant, d'en faire des centres-villes, des secteurs prioritaires plus modernes pour que les gens soient de plus en plus fiers de vivre dans les municipalités.

Cela fait partie d'une politique planifiée. Peut-être que les gens d'en face ne l'avaient pas comprise. On planifie depuis 1976. Entre autres, M. le Président, l'aménagement des centres-villes, cela ne vient pas comme cela, cela ne vient pas par hasard, cela vient d'une planification qui est faite depuis au moins 1976, où on a eu une politique de densification, afin de permettre aux municipalités d'avoir plus de contribuables à l'intérieur de leurs murs, de façon à utiliser davantage les services et à baisser les taxes municipales, si possible.

Ensuite, le zonage agricole. Oui, nous l'avons amené. Pourquoi? C'est pour protéger et pour développer le secteur de l'agriculture, évidemment, et créer des emplois dans le milieu agricole, dans l'industrie agro-alimentaire, mais c'est aussi pour développer nos municipalités, faire en sorte que les gens cessent de sortir des municipalités pour se construire en ville. C'est important. Quand on pense que, en 1984, la population de Montréal est moins importante qu'en 1960, parce que les gens ont été se bâtir en banlieue! Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire qu'il faut se payer de nouveaux équipements, de nouvelles églises, de nouvelles écoles, de nouveaux hôpitaux en banlieue alors que, dans Montréal, on en ferme parce que les gens ont fui la ville. Cela veut dire que pour les

gens de Montréal, pour tout le Québec, pour les autres municipalités, cela coûte plus cher de taxes. Cela aussi peut faire fuir les entreprises. Mais cela, M. le Président, c'est qu'on a planifié. Le zonage agricole fait partie aussi d'une politique d'urbanisme, et on a continué avec Loginove dont je parlais tantôt et maintenant avec ReviCentre. Non seulement il faut garder les gens en ville, il faut leur donner une habitation convenable et on vient de déposer...

Même si nous sommes au gouvernement, même si on doit voir à l'administration quotidienne, on se permet aussi de réfléchir et d'amener de nouvelles politiques. En fait, cette semaine encore, on vient d'annoncer une nouvelle politique de l'habitation. Ce n'est pas venu de l'Opposition, c'est nous qui essayons de trouver pour les citoyens québécois la meilleure qualité d'habitat possible. Cela fait aussi partie de cette planification dont je parlais tantôt, faire en sorte que ce soit plus plaisant de vivre dans les villes et que l'habitation soit aussi beaucoup plus moderne, beaucoup plus plaisante pour les gens qui résident dans les villes comme partout au Québec.

M. le Président, on a des projets qu'on est en train de mettre sur pied. En plus, j'en parlais tantôt: la culture en serre. Bien oui, on en a des projets. Ils n'arriveront pas au printemps comme les gens d'en face nous le disaient tantôt: nos projets sont là. On est en train de les préciser et de les mettre en place. Donc, on en a des politiques de création d'emplois pour tout le monde.

Et la déréglementation aussi. Ce que demandent les entreprises, ce n'est pas toujours des subventions, et ce n'est surtout pas cela. Ce qu'elles nous demandent, c'est de l'aide de deux façons: déréglementation et fiscalité. On le retrouve dans le discours du premier ministre, on est en train de le mettre en application. C'est ce que les gens de l'Opposition nous ont reproché, d'avoir trop de réglementation. Par contre, quand on arrive avec une déréglementation comme on est en train de proposer dans le projet de loi 42, on nous critique, on s'y oppose. (17 h 20)

Alors, M. le Président, il faudrait faire attention parce que la critique est souvent trop facile et cela ne nous empêchera pas d'aller de l'avant et de continuer à amener tous les projets et tous les programmes qui nous semblent bénéfiques pour l'ensemble de la société québécoise. On a déjà beaucoup de résultats avec les programmes qu'on a amenés il y a déjà un an, et c'est bon de les rappeler. On n'a qu'à regarder les résultats signalés par Statistique Canada, donc pas celles de Québec. Ce que nous révèlent ces statistiques, c'est que, en 1984, la meilleure performance au niveau des investissements est au Québec. C'est important. Alors qu'ailleurs ça se stabilise ou

ça descend, dans le secteur des investissements manufacturiers privés, soit dans ce qui crée des emplois permanents, c'est au Québec qu'on trouve la meilleure performance. On vient nous dire qu'on n'a rien fait, M. le Président. On n'a rien fait, mais on a la meilleure performance économique au Canada. C'est bon de le rappeler.

On joue aussi avec les taux de chômage, et avec raison. Il est vrai qu'il y a 19% de chômage chez les jeunes. C'est inacceptable. C'est bon qu'on en parle. On doit avoir comme préoccupation de changer cette situation le plus rapidement possible. Je suis d'accord là-dessus, sauf qu'il ne faudrait pas oublier quelque chose: dans le temps des libéraux de M. Bourassa, entre 1970 et 1976, le taux de chômage était de 30% à 40% plus élevé au Québec que dans l'ensemble canadien. En 1984, au moment où on se parle, c'est à peu près 10% de plus.

C'est qu'on a fait notre boulot, s'ils ne l'ont pas fait dans leur temps. On a fait notre boulot. Il y a du chômage? Il y en a plus qu'en 1976? Oui, peut-être. On vient de passer à travers une crise économique. On est en train de s'en relever. On s'en relève plus vite qu'ailleurs. Il est important de le spécifier. Il faut regarder ailleurs, à un moment donné. C'est vrai qu'on n'a pas tout réglé, mais on est allé plus vite qu'ailleurs. On a pris des moyens et on continue à en prendre. Je peux vous dire qu'avec les idées qu'on a dans la tête, idées qu'on ne sortira pas seulement au printemps, on va créer d'autres emplois.

On a fait tout ce qu'on a pu pour la création d'emplois pour l'ensemble des travailleurs et des travailleuses du Québec. Cela comprend les jeunes. On propose encore des choses: entre autres, ce dont je parlais au tout début, le partage de l'emploi. Il faut ouvrir l'emploi aux jeunes. S'il y a un nombre limité de jobs, on les partage, comme on partage les finances du Québec, comme on partage tout ce qu'il y a au Québec. Il faut partager l'emploi. Ces gens-là sont contre. Nous, on a des politiques. On va en discuter. On va commencer par essayer d'implanter cela chez nous.

Si on a fait pour l'ensemble des citoyens du Québec des programmes spéciaux, si on a pris des mesures spécifiques, on en a pris davantage pour les jeunes parce que la situation était pire. Si 19% de chômage chez les jeunes, c'est inacceptable, regardez ce que c'était en 1976. Il ne faudrait pas l'oublier et, eux, ils étaient en période de pleine croissance économique. Quand on dit que le chômage est plus élevé chez les jeunes que chez l'ensemble des autres travailleurs, c'est vrai maintenant, mais cela a toujours été vrai. Il n'y a rien de nouveau là-dedans. C'est tout à fait normal, même si ce n'est pas acceptable. Ceux qui arrivent

sur le marché du travail doivent se trouver un emploi. C'est plus difficile pour ceux qui n'ont pas d'expérience. Pourtant, on a été le premier gouvernement à leur donner des chances spéciales, entre autres, avec le bon d'emploi, quand on est arrivé au pouvoir. On est arrivé justement pour permettre aux gens sans expérience d'avoir un autre avantage, le bon d'emploi.

On a essayé. On a essayé de plusieurs façons et, entre autres, il faudrait parler des projets spécifiques pour les jeunes. Il y en a trois qu'on a annoncés dernièrement, spécialement pour les moins de 30 ans qui sont en difficulté. On parle de stages en milieu de travail. C'est justement pour permettre aux jeunes qui sortent ou aux jeunes qui sont à la recherche d'un emploi d'aller se chercher cette fameuse expérience dont ils ont tant besoin pour trouver un emploi: un stage en milieu de travail.

M. le Président, ça va bien de ce côté-là. On nous dit, de l'autre côté, que ce n'est pas concluant. Je dis le contraire. Cela va bien. On a déjà au-dessus de 3000 personnes qui sont en train d'acquérir une expérience dans les différentes usines, dans les commerces et dans les entreprises du Québec. J'écoutais tantôt la députée de Jonquière qui nous disait que cette chose ne peut fonctionner dans les régions, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, cette chose qui est de demander à des usines, à des commerces ou à des entreprises d'initier des jeunes au milieu du travail. Ce serait bon qu'elle regarde les chiffres officiels. Ce serait bon qu'on se renseigne avant de parler. Dans cette région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, c'est 425 personnes qui sont présentement en stage en milieu de travail. C'est la troisième région au Québec, après les grandes agglomérations de Montréal et de Québec. On vient nous dire que ça ne fonctionne pas. C'est qu'on ne s'informe pas, M. le Président.

Je trouve intéressante la contradiction qu'a apportée la députée de Jonquière quand elle nous disait qu'il faut informer les gens des programmes et de leurs possibilités. Quand on entreprend des campagnes d'information, justement pour que les gens profitent des programmes, spécialement les jeunes, on nous critique de gaspiller dans les communications. Il va falloir que ces gens-là se branchent: ou on informe par la communication, ou on ne fait pas d'information et les gens sont pénalisés. Je suis même d'accord pour qu'on en fasse davantage parce qu'il n'y a rien qui me fait plus mal, lorsque je vais dans mon comté, comme dans l'ensemble du territoire québécois, que de voir des personnes qui ne profitent pas des programmes mis à leur disposition parce qu'elles ne les connaissent pas. La façon de les renseigner, c'est par la communication, par l'information. De l'autre

côté, on nous reproche d'en faire trop quand c'est justement pour le bénéfice des usagers des services de l'État. Dans les trois programmes qu'on vient d'annoncer et mis au service des jeunes, j'ai parlé de stages en milieu de travail, il y a aussi "Retour à l'école". Plus de 8000 jeunes décrocheurs qui avaient abandonné, qui n'auraient probablement pas pu entrer sur le marché du travail faute de bonne préparation, sont retournés à l'école pour obtenir ce fameux diplôme dont ils ont absolument besoin, pour être capables d'entrer sur le marché du travail aussi bien préparés que tous les autres qui ont obtenu un diplôme d'études secondaires ou un DEC en espérant continuer après ce cours. On a donné cette chance à 8000 jeunes, M. le Président, et on vient nous dire que ces programmes ne fonctionnent pas!

Il y a aussi les travaux communautaires qui sont aussi importants. Qu'on vienne nous dire que cela ne l'est pas, j'aimerais encore rappeler à mon collègue qui a parlé avant moi, le député de Brome-Missisquoi, que si le développement touristique se fait rapidement à Bromont, c'est en très grande partie parce que l'entreprise privée du coin a su profiter amplement de Chantiers-Québec, des travaux communautaires, des programmes qui ont permis aux jeunes de se faire un peu plus de revenus, de prendre de l'expérience et d'apporter des services à la communauté. Cela a donc permis de développer nos équipements touristiques dans notre coin et j'en suis bien content.

Il y a d'autres programmes aussi, des programmes que certaines personnes auraient voulu avoir dans notre temps lorsqu'elles ont terminé l'école. Je pense ici au programme "Bourses d'affaires" pour les jeunes entrepreneurs.

Les jeunes sont pleins de bonne volonté, sont pleins de dynamisme. En plus, il sont très bien formés aujourd'hui, lorsqu'ils sortent des cégeps et des universités parce qu'ils ont eu la chance de suivre des cours pendant douze, quatorze et quinze ans, d'aller dans des milieux où ils ont pu acquérir la connaissance, beaucoup plus que dans notre temps ou dans mon temps en tout cas. Ces gens-là, ont maintenant la formation, le dynamisme, la capacité. Ce qui leur manquait, M. le Président... C'est bien sûr qu'ils voulaient avoir "une job", mais il y a aussi une autre façon de faire: au lieu de demander "une job", c'est de s'en créer une. Ce qui leur manquait c'était le financement. Par "Bourses d'affaires", le gouvernement vient leur garantir des fonds pour leur permettre justement de se lancer en affaires, de se créer des emplois et d'en créer pour les autres jeunes autour d'eux, en collaboration avec ces gens et avec l'aide du gouvernement.

Il y a aussi d'autres programmes. Il est

bon de le spécifier parce qu'on laissait entendre qu'on n'a pas aidé les jeunes. Quand on regarde les autres programmes comme PRET, M. le Président, on s'aperçoit que 71,2% des gens qui ont bénéficié de ce programme, ce sont des jeunes. Donc, 71,2% des gens qui ont participé au programme PRET, ce sont des jeunes. Donc, les jeunes, quand on les informe, profitent des programmes et réussissent à se trouver des emplois permanents. C'est la même chose dans SEMO. 53% de ceux qui ont participé au programme SEMO, ce sont des jeunes. PECEC, c'est la même chose et il serait bon d'en parler, programme expérimental de création d'emplois communautaires...

M. Rivest: Ce ne sont pas des jobs, mais des "jobines".

M. Paré: C'est un programme très important de création d'emplois permanents. J'entends le député de Jean-Talon dire des "jobines". Je le trouve insultant par rapport à ceux qui se sont créés des entreprises grâce à PECEC. Je le trouve insultant face au milieu des affaires pour ceux qui ont réussi à sauvegarder leurs entreprises grâce à PECEC. Je le trouve...

Des voix: Bravo!

M. Paré: ...méprisant face aux hommes d'affaires de mon comté qui sont venus me voir pour me demander de rencontrer les fonctionnaires de PECEC parce qu'ils ne pouvaient non seulement sauvegarder des jobs, mais en créer de nouvelles et des jobs permanentes. On s'en vient dire "des jobines". Je m'excuse! Mais les milliers de jobs qu'on a créés par PECEC ont été occupés en très grande partie, à 62%, par des jeunes. Ce ne sont pas des "jobines" pour ces jeunes, mais des jobs à temps plein, des emplois réguliers. Il faudrait faire attention quand on veut insulter le gouvernement de ne pas insulter en même temps les citoyens qui profitent des programmes.

Une voix: À l'ordre! À l'ordre!

M. Paré: Donc, M. le Président, on n'a pas créé des "jobines".

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! S'il vous plaît!

M. Paré: Il faudrait regarder, M. le Président, les autres programmes qu'on a mis au service de l'entreprise, mais pour les jeunes. Je pense ici aux emplois scientifiques du ministre de la Science et de la Technologie qui est ici. Des emplois scientifiques permettant à nos jeunes, remplis de connaissances, de bonne volonté et du goût de bâtir quelque chose, d'être

embauchés avec un salaire payé par le gouvernement la première année pour pouvoir faire de la recherche et du développement au sein de nos petites et moyennes entreprises québécoises. La recherche et le développement maintenant, ce n'est plus comme du temps des libéraux, seulement pour les multinationales et les étrangers. (17 h 30)

Une voix: Oh!

M. Paré: Grâce à ce programme, la recherche et le développement sont maintenant au service des PME pour trouver justement de nouvelles façons de produire et de nouveaux produits pour être capable de créer des emplois et d'exporter. Je viens d'entendre encore une fois le député de Jean-Talon qui se moque d'un air souriant de Pechiney. Je ne trouve pas cela correct. Ce sont des milliers de jobs qu'on va créer, directement et indirectement. Je ne comprends pas ces gens-là, M. le Président. Ils ont voté contre cela. Ils ont voté contre la création d'une autre entreprise importante au Québec dans l'aluminerie. Il faudrait peut-être leur rappeler qu'à l'heure actuelle, seulement dans l'aluminerie, il y a pour 3 000 000 000 \$ de travaux qui sont en train de s'effectuer, parce que le gouvernement du Québec a participé, parce que le gouvernement du Parti québécois a donné à Pechiney des tarifs d'électricité convenables au lieu de donner cette richesse du Québec aux Américains, comme ces gens-là nous demandent de le faire.

Une voix: ...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Paré: Je comprends que cela fatigue le député de Jean-Talon...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît!

M. Paré: ...de se faire dire la vérité. Je comprends très bien que cela le dérange, sauf que c'est quand même la vérité. Il devrait peut-être écouter. Peut-être devrait-il écouter davantage. Il dirait peut-être un peu moins de conneries et il arrêterait peut-être de se moquer des investisseurs qui font confiance au Québec.

Donc, M. le Président, oui, on a mis beaucoup de programmes sur pied et on a l'intention d'en mettre beaucoup d'autres en oeuvre, à part cela. On a l'intention d'en mettre d'autres en marche, mais nous le faisons toujours en concertation, en collaboration avec les gens. On se demandait pourquoi dans les stages en entreprise, par exemple, cela ne débloquent pas plus vite. On se demandait pourquoi, dans le programme de

retour à l'école, cela n'allait pas plus vite. La raison est bien simple. Cela prend des démarches. Cela prend des ententes. Cela prend des négociations avec les gens. Entre autres, pour le programme de retour à l'école, il fallait s'entendre avec les commissions scolaires. C'est déjà fait, et parce qu'on s'est entendu, 8000 participants sont déjà en place. Donc, nous avons consulté les commissions scolaires et nous en sommes venus à une entente. Quant aux stages en milieu de travail, il fallait s'entendre avec la formation professionnelle et les responsables en région. Il fallait s'entendre avec les commissions scolaires. Il

fallait s'entendre avec les entreprises qui pouvaient justement nous donner la chance d'embaucher des jeunes. Déjà, on est rendu à 10% de l'objectif et on vient de conclure des ententes. Les gens viennent de connaître et d'apprécier vraiment le programme. Je n'ai pas l'impression que ces jeunes ne sortiront pas beaucoup mieux formés justement à la suite de ces trois programmes qu'on vient de leur donner, mais je voudrais bien spécifier là-dessus - parce que vous me faites signe que j'achève, M. le Président...

Le Vice-Président (M. Rancourt): Vous avez un droit de parole illimité.

M. Paré: Illimité?

Le Vice-Président (M. Rancourt): Sauf que M. le ministre de la Science et de la Technologie m'a demandé aussi la parole.

M. Paré: D'accord. Si le ministre de la Science et de la Technologie a demandé la parole, c'est avec plaisir que je vais la lui céder. Je vais tout simplement conclure, M. le Président, en disant qu'au lieu de nous promener dans le décor, présentement, on est ici et on est en train de trouver des solutions pour les jeunes. Nos solutions, on ne les trouvera pas seulement au printemps. Elles sont déjà là. Beaucoup ont fait leurs preuves et on n'a pas peur, quand on s'aperçoit qu'un programme est moins productif qu'on le pensait, de changer d'idée. On sait qu'on n'est pas parfait, mais si on n'est pas parfait, on n'a pas peur de le dire. On n'a pas peur de s'améliorer et on va le faire parce que notre préoccupation - je reviens à ma phrase du début; je suis content que cette motion soit présentée pour qu'on puisse en parler et je voterai contre, évidemment, parce qu'on a fait le maximum et on va encore le faire - est vraiment la jeunesse parce que c'est l'avenir du Québec. Merci, M. le Président.

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le ministre de la Science et de la Technologie,

je dois vous informer que pour protéger le temps qui a été partagé entre les deux parties, il vous reste onze minutes.

M. Gilbert Paquette

M. Paquette: Merci, M. le Président. Je vais commencer par une citation d'Albert Brie, le silencieux du journal *Le Devoir* qui écrivait hier: "Le chemin de la gauche est une escalade; le chemin de la droite, une dégringolade." Cette citation n'est pas mieux illustrée que par ce qui est en train de se passer au niveau de l'emploi dans les provinces canadiennes. Vous vous rappellerez que de 1970 à 1976, du temps où M. Robert Bourassa venait de temps en temps occuper un fauteuil de ce côté-ci de la Chambre comme premier ministre du Québec, le Québec se retrouvait chaque année presque à la queue des provinces canadiennes quant au niveau de chômage. On était dépassé généralement par Terre-Neuve et, parfois, par l'île-du-Prince-Édouard. C'était au temps où l'expansion économique faisait que le taux de chômage était moins élevé qu'aujourd'hui. Mais c'était également au temps où le Québec comptait 34% de l'ensemble des chômeurs canadiens.

Quand on regarde ce qu'un gouvernement social-démocrate comme le Parti québécois a fait par une escalade, en travaillant avec les divers intervenants, en mettant sur pied un certain nombre de programmes, en expérimentant des idées nouvelles, en dégagant des investissements, en suscitant des énergies et des initiatives partout au Québec, on s'aperçoit que la proportion des chômeurs est tombée, pour la première fois depuis qu'on compile des statistiques à ce sujet, autour de 28% de l'ensemble canadien. C'est un peu plus que notre population.

Je vous disais tantôt que le chemin de la gauche était une escalade, qu'il fallait générer des idées, bâtir avec les gens; que celui de la droite est une dégringolade. Il suffit de regarder les trajectoires exactement inverses qu'ont suivies dans la crise économique le Québec et la Colombie britannique, qui a un gouvernement créditiste qui fait l'admiration de certains groupes de la société, de beaucoup de gens chez nos amis d'en face. Qu'est-il arrivé en Colombie britannique? Le taux de chômage est passé de 12% en 1981 à 15% en 1984. Qu'est-il arrivé au Québec? Le taux de chômage est passé de 15% à 12,9%. C'est exactement la trajectoire inverse qui fait qu'aujourd'hui on commence à se donner les instruments et les ressources pour bâtir l'économie du Québec, rebâtir à partir de la crise.

Bien sûr qu'on a apporté des mesures temporaires. Les gens d'en face appellent cela des "jobines". Je dois vous dire que lorsque les taux d'intérêt étaient à 25% en

août 1981 et que les emplois tombaient comme des mouches au Québec, le Québec créait des emplois jusqu'en août 1981 par rapport au même mois de l'année précédente et, en septembre, commençait à en perdre, à la suite des taux d'intérêt les plus élevés du monde occidental. On n'a pas encore la responsabilité de la monnaie au Québec et les taux d'intérêt ont été fixés à 25% parce qu'il s'agissait de casser la hausse des prix en rendant le crédit difficilement accessible et en faisant en sorte que les gens achètent moins, ce qui a fait que les compagnies ont dû fermer leurs portes. On s'est retrouvé avec 235 000 chômeurs au Québec.

La facture du bien-être social a doublé en peu de temps et, évidemment, les gens d'en face disent: Ce gouvernement est effrayant. C'est comme si on avait créé la crise économique mondiale. On n'a pas créé la crise économique mondiale. On n'a pas décidé des taux d'intérêt à 25%. Mais on s'est relevé les manches et on a commencé par créer, oui, des emplois temporaires, parce que c'était urgent. Il y avait une urgence, il y avait des gens qui crevaient de faim, il y avait des jeunes qui risquaient d'être hypothéqués pour la vie. On n'a pas eu beaucoup de suggestions de nos amis d'en face à ce moment. On a créé des emplois temporaires, mais on a aussi mis en route de nouveaux programmes d'emplois plus permanents et, en même temps, un certain nombre de mesures d'avenir. Je vais rapidement en faire le survol. Ces mesures temporaires ont amené le gouvernement du Québec, en pleine crise économique, au moment où les ressources financières étaient serrées, au moment où il fallait prendre des mesures d'austérité qu'on a eu le courage de prendre, à investir 150 000 000 \$ dans le budget de 1982 pour les mesures d'emplois temporaires, les bons d'emploi - tout ce que vous voudrez - qui ont permis aux jeunes de se sortir du trou et de surnager pendant la crise. La somme de 150 000 000 \$ - on compare souvent avec l'effort du gouvernement fédéral - cela aurait voulu dire près de 1 000 000 000 \$ en termes de support aux jeunes pendant la crise.

Ce n'est pas ce qui a été fait à l'autre palier de gouvernement, qui a pourtant mis ces chômeurs sur le pavé. C'est un effort considérable qui a été fait et ça nous a donné le temps d'élaborer des mesures permanentes - je passe au deuxième volet, les mesures permanentes - qui, là, ne sont pas des "jobines".
(17 h 40)

M. le Président, quand vous avez une province canadienne qui réussit à augmenter les investissements, en 1984, de 28% pendant que, dans les autres provinces, c'est 2% ou 3% ou que ça diminue dans certaines autres et, comme je le disais tantôt, que le chômage augmente en Colombie britannique

et en Alberta où jadis les Québécois pensaient qu'ils pouvaient trouver des emplois, c'est peut-être parce qu'on a fait autre chose que de créer des "jobines" au Québec pour les jeunes. On a produit des investissements de 15 800 000 000 \$ l'année dernière; des projets d'aluminerie de l'accélération dans les mines, des nouvelles entreprises technologiques, de la construction domiciliaire qui ont fait en sorte qu'on a réussi à baisser notre taux de chômage, encore une fois, de 15% à 12,9% actuellement.

On a mis en route pour les jeunes qui n'étaient pas couverts par ces mesures des programmes d'"employabilité" qui sont coordonnés par ma collègue, la ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Il y avait 120 000 jeunes qui n'étaient pas au travail au Québec. On a, cette année, un objectif de 50 000 jeunes qui retourneront dans des services communautaires, qui ne sont pas des "jobines", qui sont des services nouveaux qu'il faut ouvrir pour augmenter la qualité de vie de la population.

Le virage technologique permet de produire plus en moins de temps. Cela dégage des ressources et du temps qu'on doit employer pour augmenter notre qualité de vie, que ce soit dans des services culturels, des services de loisir, des services sociaux, des services de loisir, des services sociaux, des services de protection de communautaires, c'est aussi l'objectif de jeunes volontaires.

Des mesures d'"employabilité" par des stages en entreprise vont permettre aux jeunes de se donner une expérience pratique et aussi de rester, de faire leurs preuves dans l'entreprise, avec un taux de rétention, d'après les programmes antérieurs, d'après les expériences qu'on a faites avec les mesures temporaires qui nous ont permis d'arriver à des programmes permanents, d'à peu près 50%. On peut espérer qu'il y a 50% des jeunes qui vont rester dans l'entreprise.

Il y a aussi des programmes de retour aux études et à l'éducation. Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, M. le Président, mais l'année dernière et celle d'avant on n'avait plus de places dans les cégeps, on n'avait plus de places dans les universités. Il a fallu élargir, ouvrir des fonds, malgré les mesures d'austérité, aux clientèles additionnelles.

J'entends le député de Berthier, qui se demandait l'autre jour ce qu'il faisait à l'Assemblée nationale, dire qu'on va former des chômeurs instruits. Je passe à mon troisième volet, M. le Président, les mesures d'avenir, parce que ces 50 000 jeunes qui retournent aux études - on est déjà rendu au tiers de l'objectif de l'année, soit 12 000, et je suis sûr qu'on sera rendu à 50 000 à la fin de l'année et, ensuite, on prendra ceux qui restent - auront des emplois dans un

domaine...

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! S'il vous plaît!

M. Paquette: ...comme le soutien à l'emploi scientifique. On a actuellement 1600 techniciens de nos cégeps dans les PME du Québec. On a entrepris de doubler ce nombre en quatre ans. On a commencé le programme au mois d'avril. Il dit qu'on n'a rien fait. 400 postes de technicien cette année. C'est seulement un des multiples programmes.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le ministre.

M. Paquette: Six mois après, on en a 320 de placés, M. le Président. Six mois après, on a 80% de l'objectif de l'année qui est réalisé. Je pourrais vous parler des bourses d'affaires. Je pourrais vous parler des coopératives de production. Je pourrais vous parler des programmes ouverts dans le domaine culturel par mon collègue, le ministre des Affaires culturelles. Les débouchés sont là.

Vous avez devant vous, M. le Président, un gouvernement qui a pris ses responsabilités et qui a réussi à réduire le taux de chômage des jeunes comme de l'ensemble de la population parce qu'il a travaillé avec les gens, parce qu'il a su générer des idées et parce qu'il a réussi à générer des emplois. Ce travail-là, on veut le poursuivre avec l'ensemble de la population parce que nos jeunes ont droit à un meilleur avenir que celui que leur promettaient les gens d'en face dans leur désert d'idées.

Le Vice-Président (M. Rancourt): M. le député de Louis-Hébert, votre droit de réplique.

M. Réjean Doyon (réplique)

M. Doyon: Merci, M. le Président. La situation actuelle des jeunes est telle que nous en sommes rendus à être obligés ici, comme représentants de l'Opposition, à prendre un après-midi complet pour forcer le gouvernement, faire une dernière tentative pour le forcer à réaliser que la situation est grave, qu'elle va en se détériorant et qu'actuellement il n'y a pas de pire drame que d'être un jeune âgé entre 15 et 30 ans au Québec. Est-ce que c'est une situation acceptable? Est-ce que c'est une situation avec laquelle on peut vivre, que des années de jeunesse soient devenues des années difficiles, des années de sacrifices, des années où, finalement, on doit renoncer à ce qui est son droit le plus strict?

M. le Président, la situation du chômage chez les jeunes atteint des

proportions catastrophiques et, malheureusement, les cataplasmes et les diachylons qu'est en train de mettre le gouvernement sur ces blessures profondes ne sont absolument pas de nature à améliorer la situation. Sait-on, par exemple, qu'on est passé, entre 1976 et 1983, de 113 000 chômeurs chez les jeunes à 164 000, que c'est une situation réelle vécue, vérifiable, que c'est cela la réalité? La réalité, ce sont les jeunes qui viennent nous dire: Je suis un chômeur; j'ai tel diplôme et je ne peux pas me trouver un emploi. C'est comme ça que cela se passe actuellement. Ce ne sont pas des inventions. C'est la pure vérité.

Sait-on aussi, M. le Président, qu'il se produit une chose plutôt surprenante actuellement? Le ministre en face faisait les gorges chaudes tout à l'heure avec ce qu'on faisait, nous les libéraux. Sait-il qu'entre 1970 et 1976, le nombre de nos jeunes travailleurs ayant un emploi était passé de 526 000 à 617 000 et que ce nombre-là est retombé à 553 000 en 1983 pour une perte sèche de 64 000 emplois? C'est la réalité de sept ans de régime péquiste. Peut-on s'imaginer ce qui se passerait si on était dans une situation où on avait la promesse d'un autre deux ans, trois ans ou quatre ans de régime péquiste? Peut-on s'imaginer que ces 64 000 emplois perdus en deviendraient une centaine de mille? Sait-on, M. le Président, que le nombre total de ménages de jeunes de moins de 30 ans qui sont bénéficiaires de l'assistance sociale est passé de 70 000 en 1976 - et si on parle des moins de 30 ans on est aujourd'hui, en février 1984, ce sont les dernières statistiques que j'ai - à environ 160 000? C'est avec ça qu'on doit vivre actuellement chez les jeunes de moins de 30 ans. Du côté du gouvernement, on se gargarise. On se félicite. On se serre la main et on se pète les bretelles. C'est ça? C'est cette réaction que la misère de notre jeunesse engendre chez le gouvernement actuellement? Est-ce que ce n'est pas absolument décourageant de constater cela et de voir à quel point l'ignorance de ce gouvernement, son outrecuidance, son arrogance peuvent aller? Ce mépris envers la jeunesse qui est de leur dire finalement: Débrouillez-vous, nous autres, on s'est débrouillés, alors que vous êtes une grande partie de la cause des difficultés qu'ils connaissent.

Vous savez ce que les jeunes pensent de vos programmes. Vous savez que vous avez beau arriver avec 50 programmes, essayer de les vendre en les enrobant de toutes sortes de sucres, de toutes sortes de couleurs, à grands coups de publications qui s'appellent Déclic, ou reclic ou rereclic... Ce sont des revues comme ça en papier glacé, en couleur, avec des jeunes qui sont tous bien habillés, bien pressés, qui ont une chemise qui sort de chez le nettoyeur. Avec

de belles couleurs pastels. À les voir, ils ont tous "une job". En plus, ils sortent de chez le dentiste avec un grand sourire aux lèvres. Eh bien, je vous annonce que ce n'est pas cela la jeunesse d'aujourd'hui. La jeunesse d'aujourd'hui c'est celle qu'on rencontre dans nos bureaux de comté, qu'on rencontre quand on va dans les restaurants, quand on va dans les milieux populaires. C'est une jeunesse qui est en difficulté. C'est une jeunesse qui voudrait bien être à l'image de ce que vous voulez lui donner comme miroir. Ce n'est pas ça la jeunesse d'aujourd'hui. Ce n'est pas une jeunesse qui, malheureusement, peut sourire de toutes ses dents. Elle n'a pas raison de sourire de toutes ses dents avec tout ce qui lui arrive. Elle n'a pas de raison de sourire de toutes ses dents quand on lui propose des "jobines", ce que le premier ministre lui-même qualifiait de "jobines" dans une conférence de presse. L'expression n'est pas de nous.

(17 h 50)

Elle est de votre chef à vous autres d'en face. C'est votre chef qui disait que les jeunes devaient actuellement vivre de "jobines", en d'autres mots, d'expédients temporaires. On se surprend que les jeunes, à un moment donné, soient obligés de recourir à des moyens qui ne sont pas acceptables pour survivre. Mais quand on les met dans des situations de cette nature, il ne faut pas s'étonner qu'ils tentent de s'en réchapper comme ils peuvent. Tout ce que vous pouvez leur donner pour espérer, c'est leur dire qu'il faut s'en sortir. C'est bien dommage, mais je n'accepte pas cette façon de voir les choses où on propose à la jeunesse de tout simplement s'en sortir. Je regrette beaucoup. Ce n'est pas suffisant que notre jeunesse s'en sorte. Notre jeunesse doit s'épanouir et avoir tous les moyens pour réussir la plénitude de sa vie. Non pas de s'en sortir avec le moins de dégâts possible. C'est ça que vous lui proposez. Une attitude défaitiste en disant: Essayez de vous en tirer le mieux que vous pourrez avec les moyens du bord. Nous autres, on va vous regarder faire. On va vous proposer un certain nombre de choses, et ça va être ça ou rien du tout. Les causes des échecs des programmes péquistes sont bien connues. Il n'y a pas eu de consultation. Il n'y a pas eu de vérification dans le milieu à savoir comment les choses devaient fonctionner.

Ce que nous proposons, c'est que ce gouvernement, au lieu de se déchirer dans des états d'âme dont il fait part à toute la population, à savoir s'ils sont souverainistes, indépendantistes, séparatistes ou fédéralistes, pro-canadiens, pas trop pro-canadiens au lieu de cet étalage éhonté, indécent de ses états d'âme, s'occupe des jeunes et des véritables problèmes de la jeunesse... Si vous saviez jusqu'à quel point la population s'en fout que vous soyez déchirés à l'intérieur de vous-

mêmes, à savoir si devez être honnêtes envers votre option, envers le credo que vous vous êtes fait vous-mêmes, si vous devez être honnêtes envers cela ou si vous devez, par opportunisme politique, par pur manque de courage politique vous attacher au train qui passe et qui semble vouloir vous mener ailleurs qu'à la défaite électorale.

La population se fout totalement de ces déchirements intérieurs que vous subissez et dont vous êtes les propres auteurs. Ce que la population veut c'est que vous vous occupiez d'elle, que les jeunes puissent avoir l'assurance que les programmes qui leur sont proposés prennent racine dans la réalité des choses et apportent à brève échéance des solutions permanentes, et non pas des solutions qui vont tout simplement leur permettre, comme le disait mon collègue de Brome-Missisquoi, d'espérer pouvoir manger pendant trois ou quatre semaines.

Cela ne suffit pas quand on a 20 ans, cela ne suffit pas quand on a 25 ans d'avoir "une job" d'un mois, deux mois, trois mois. On a droit à une carrière, on a droit à un avenir. Au Québec, on a toujours eu cela. Quand on était jeune, on savait que si on réussissait à passer un certain nombre d'étapes et d'obstacles, on avait toutes les chances du monde de réussir quelque chose, quelque part. Actuellement, ce n'est plus cela. Tout ce qu'on veut, c'est avoir un toit pour dormir et avoir accès à la soupe populaire. C'est cela que le PQ propose à notre jeunesse. Ne vous surprenez pas que la jeunesse vous renvoie d'où vous venez, Vous ne méritez pas mieux que cela. Vous avez menti à cette jeunesse. Vous lui avez fait miroiter des choses qui l'ont amené dans une situation pratiquement de désespoir. Actuellement, vous lui tendez un filet plein de trous et vous voudriez qu'elle se jette dedans et qu'elle tombe dans le gouffre.

La jeunesse est plus intelligente que cela. La jeunesse connaît mieux ce qui lui convient. Elle sait que c'est à l'intérieur du Parti libéral qu'elle va trouver une solution acceptable, une solution qui colle à ses besoins. Elle sait que le Parti libéral a, premièrement, la solution pour remettre l'économie sur les rails et, de cette façon, entraîner dans son sillage toute la jeunesse.

C'est comme cela, M. le Président, que les choses doivent se passer. La jeunesse n'est pas une secte à part; elle fait partie de la société. Elle se situe à l'intérieur d'une société où elle doit avoir sa place. Elle ne peut pas avoir une place qui lui soit tout simplement mise à part pour la contenter et attendre que cette maladie terrible, qui s'appelle la jeunesse, se passe. C'est la façon dont vous envisagez le problème.

Les jeunes sont désabusés devant les propositions que vous leur faites. Les journaux, les études, les bilans sont

unanimes. Il y a un dossier qui paraissait il y a quelques semaines dans le Soleil, qui dit: "Jeunes volontaires, un bilan positif prématuré." On dit que ce programme couvre seulement 3000 jeunes, ce qui recoupe seulement 2% de la masse des jeunes chômeurs et assistés sociaux de moins de 25 ans.

Une voix: Deux pour cent!

M. Doyon: Oui, 2%, M. le Président.

Une voix: C'est affreux!

M. Doyon: C'est incroyable! On dit qu'on reproche à ces programmes... Les reproches sont multiples: ils vont du "cheap labour" au caractère non permanent des projets, à la démobilisation du bénévolat, au "patchage", à la récupération des jeunes pour des fins politiques, etc. Ce n'est pas moi qui dis cela, M. le Président, c'est l'analyste dans un dossier du Soleil.

J'entendais, l'autre jour, le ministre de l'Industrie et du Commerce se féliciter du succès de son programme de bourses aux jeunes entrepreneurs. Voici ce qu'en pense un jeune qui en a fait l'expérience, dans un article de la Presse du mois de juin dernier: "On nous traite comme des bébés-la-la." M. Scharry dit qu'il a décidé de critiquer les programmes gouvernementaux d'aide aux entreprises afin de mettre en garde les jeunes entrepreneurs devant ce qu'il appelle la publicité trompeuse d'un message publicitaire du gouvernement du genre: On s'emploie à la relance.

On ne peut pas berner les jeunes indéfiniment, M. le Président. Ils sont au courant, ils ne sont pas dupes, ils voient très bien les tentatives faites par le gouvernement pour les récupérer. Cela ne passera pas parce que ces jeunes sont trop intelligents, sont trop avertis pour accepter ces mesures de catastrophe qui ne les mènent nulle part. C'est pour cela que je propose que cette Assemblée accepte...

Je demanderais que les membres du Parti québécois réfléchissent au libellé de la motion suivante: Que cette Assemblée déplore vivement l'incapacité du gouvernement péquiste à mettre en oeuvre des propositions substantielles et concrètes, de nature à aider véritablement les jeunes du Québec à faire face aux multiples problèmes auxquels ils sont confrontés, dont celui du manque tragique d'emplois permanents.

Le Vice-Président (M. Rancourt): S'il vous plaît! On m'a avisé qu'il y avait eu entente pour que le vote soit reporté à demain. M. le leader du gouvernement.

Une voix: Adopté.

M. Bertrand: ... M. le Président, avant de faire motion pour que nous ajournions nos travaux à demain 14 heures, je voudrais indiquer que la séance de vendredi matin, ce qu'on appelle l'interpellation, contrairement à ce qui avait été décidé au début de la semaine, se fera entre 10 heures et 12 heures et non pas entre 11 heures et 13 heures. Là-dessus, je fais motion pour que nous ajournions nos travaux à demain quatorze heures.

Le Vice-Président (M. Rancourt): Est-ce que cette motion d'ajournement est adoptée?

Une voix: Adoptée.

Le Vice-Président (M. Rancourt): La motion d'ajournement est adoptée. Nos travaux sont ajournés à demain 14 heures.

(Fin de la séance à 17 h 59)